Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 30 MARS 1946

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MARCH 30th, 1946

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Adress all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).
Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.
La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.
Exemplaire séparé: 30 cents chacun.
Feuilles volantes: $1 la douzaine.
Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).
Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.
Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.
Single copies: 30 cents each.
Slips: $1. per dozen.
Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
12029 — 1-52

Lettres patentes

"Laurentian Appliances, Ltd."
"Accessoires Laurentiens, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour de février 1946, constituant en corporation : Claude Demers, Guy Godard, avocats, Mlle Marcelle Larose, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Faire affaires comme manufacturiers ou distributeurs d'appareils et accessoires de chauffage ou d'éclairage et comme manufacturiers, entrepreneurs d'appareils et accessoires de plomberie et appareils et accessoires sanitaires, installation et dispositifs de chauffage et ventillation, tuyaux accessoires, appareils ou outillages, pour des installations de chauffage, éclairage, gaz ou aqueduc ;

Exercer l'industrie de manufacturiers, producteurs, fournisseurs, exportateurs et importa-

Letters Patents

"Laurentian Appliances, Ltd."
"Accessoires Laurentiens, Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1946, incorporating : Claude Demers, Guy Godard, advocates, Mlle Marcelle Larose, secretary, spinster and in use of her rights all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To carry on business as manufacturers or distributors of heating or lighting apparatus and accessories, and as manufacturers, contractors for plumbing apparatus and accessories, and sanitary apparatus and accessories, heating and ventilation installation and appliances, pipes, accessories, apparatus and equipment for heating, lighting, gas or waterworks ;

To carry on the business of manufacturers, producers, suppliers, exporters, importers and

teurs et marchands d'appareils et accessoires pour humidifier, contrôler, purifier, nettoyer l'air, appareils de ventilation, réfrigération, chauffage et appareils électriques de toutes sortes, sous le nom de " Laurentian Appliances, Ltd. — Accessoires Laurentiens, Ltée ", avec un capital total de $18,000.00, divisé en 180 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13162-o L. DÉSILETS.

merchants of apparatus and accessories to humidify, control, purify, cleanse the air, apparatus for ventilation, refrigeration, heating and electrical apparatus of every kind, under the name of " Laurentian Appliances, Ltd.— Accessoires Laurentiens, Ltée ", with a total capital stock of $18,000, divided into 180 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13162 Deputy Attorney General

"A. D. Provencher & Sons Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de février 1946, constituant en corporation : Adélard-Donat Provencher, agent expéditeur, Joseph-Théodore Provencher, gérant de transport, et Irène Lafrance Provencher, ménagère, épouse commune en biens de Adélard-Donat Provencher et dûment autorisée aux fins des présentes, tous de la ville de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, province de Québec, dans les buts suivants :

Tenir, entretenir, exploiter et gérer des garages, magasins, locaux de magasins, entrepôts et autres lieux semblables pour la garde en sûreté, le nettoyage, la réparation et le soin général d'automobiles et véhicules-moteurs de toute et d'aucune sorte, description et catégorie, et de tous les accessoires d'iceux et pour iceux d'aucune et toute sorte et description, et louer, donner à bail et par location des automobiles, camions et véhicules-moteurs de toutes sortes, porter et transporter des passagers et du fret avec iceux à tels termes et conditions que la compagnie peut considérer convenables ; le tout conformément aux lois de la province de Québec ;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs, machines et instruments aratoires, chars, bâteaux, avions, vaisseaux aériens et autres véhicules, leurs pièces et accessoires et articles semblables ;

Manufacturer, acheter, vendre, louer ou autrement acquérir et faire le commerce d'appareils et dispositifs pour épargner le combustible, mécaniques et électriques, sous le nom de " A. D. Provencher & Sons Limited ", avec un capital total de $99,000, divisé en 90 actions d'une valeur au pair de $1,000 chacune et en 18 adtions d'une valeur au pair de $500 chacune.

Le nombre des actionnaires de cette compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à 19 ouest, rue Perreault, dans la ville de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de février 1946,

L'Assistant-procureur général,
13163 L. DÉSILETS.

"A. D. Provencher & Sons Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1946, incorporating: Adélard-Donat Provencher, forwarding agent, Joseph-Théodore Provencher, transport manager, and Irène Lafrance Provencher, housewife, wife common as to property of Adélard-Donat Provencher, and duly authorized by him for these presents, all of the Town of Rouyn, District of Royun-Noranda, Province of Quebec, for the following purposes :

To keep, maintain, operate and manage garages, store houses, storerooms, warehouses and other like places, for the safekeeping, cleaning, repairing and care generally, of automobile and motor cars of all and every kind, description and class, and of all the accessories thereof and thereto of any and every kind and description, and to rent and lease and hire motor cars, trucks and automobiles of all kinds, carry and transport passengers and feight in same upon such terms and conditions as the Company may consider advisable ; the whole according to the laws of the Province of Quebec :

To manufacture, buy, sell and deal in automobiles, trucks, tractors, farm machinery and implements, cars, boats, flying machines, aircrafts and other vehicules, their parts and accessories and kindred articles ;

To manufacture, buy, sell, lease or otherwise acquire and deal in fuel-saving, mechanical and electrical apparatus and devices, under the name of " A. D. Provencher & Sons Limited ", with a total capital stock of $99,000.00, divided into 90 shares of a par value of $1,000.00 each, and 18 shares of a par value of $500.00 each.

The number of shareholders of this Company shall be limited to twenty.

The head office of the Company will be at 19 Perreault Street, West, in the Town of Rouyn, District of Rouyn-Noranda, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13163-o Deputy Attorney General.

"Art Footwear Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de février 1946, constituant en corporation : Robert Heaton Thompson, comptable agréé, Arthur Gagnon, manufacturier de chaussures, et Mme Yvonne

"Art Footwear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1946, incorporating : Robert Heaton Thompson, chartered accountant, Arthur Gagnon, shoe manufacturer, and Mrs Yvonne Paradis Gagnon, householder, wife separate as to

Paradis Gagnon, ménagère, épouse séparée de biens d'Arthur Gaguon et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Faire, manufacturer, acheter, vendre, négocier à forfait, importer et exporter et autrement faire le commerce, soit en gros ou en détail, de pantoufles, sandales, moccasins, bottes, chaussures et toutes choses se rapportant à la chaussure; manufacturer, tanner et traiter et acheter, vendre et autrement faire le commerce de cuirs de toutes sortes ; Faire, manufacturer et faire le commerce de formes, comptoirs d'étalage, cartons, caisses en bois, nettoyeurs de chaussures et autres pièces et crépins se rapportant à la fabrication de chaussures ; acheter, vendre, négocier à forfait et autrement faire le commerce de chaussures de toutes sortes en caoutchouc et en plastique, sous le nom de " Art Footwear Inc. ", avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13164 L. DÉSILETS.

"Associated Distributors Co."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février 1946, constituant en corporation : Louis H. Rohrlick, C. R., Michael C. Herman, avocats, et Libby Turner, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie et le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands en gros et en détail et négociants à forfait de vêtements pour garçons, jeunes gens et hommes, marchandises sèches, fournitures de tailleurs soieries, satins, lainages, tissus textiles de toutes sortes, et en général des étoffes et articles en coton, pyjamas, coupe-vent, chemises, culottes, pantalons, culottes de sport, robes de bain, kimonos, sous-vêtements, nouveautés, jouets, verrerie argenterie, meubles, bijouterie, horloges et montres, ustensiles de cuisine, réfrigérateurs, pianos, radios ; exercer tous ou aucun des commerces de drapiers, pelletiers, tailleurs, marchands de draps, merciers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, gantiers, bijoutiers, manufacturiers, importateurs et marchands en gros et en détail de cotons et tissus textiles de toutes sortes, fourrures et garnitures de robes, galons, cordons, ornements, dentelles, boutons, nouveautés, articles en cuir, habits et vêtements de toute description, sous le nom de " Associated Distributors Co. ", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13165 L. DÉSILETS.

"Beyers Metal Products Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

property of Arthur Gagnon, and duly authorized by him for these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To make, manufacture, purchase, sell, job in, import and export and otherwise deal in, either wholesale or retail, in slippers, sandals, moccasins, boots, shoes and all things incidental to footwear; to manufacture, tan and treat, and to purchase, sell and otherwise deal in leather of all kinds ; to make, manufacture and deal in lasts, show counters, cartons, wood cases, shoe dressing and other parts and findings connected with the manufacture of footwear ; to purchase, sell, job in and otherwise deal in rubber and plastics footwear of all kinds, under the name of " Art Footwear Inc. ", with a total capital stock of $20,000.00 divided into 2000 shares of $10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13164-o Deputy Attorney General.

"Associated Distributors Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1946, incorporating : Louis H. Rohrlick, K. C., Michael C. Herman, advocates, and Libby Turner, secretary, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in boys', young men's and men's clothing, dry-goods, tailors' trimmings silks, satins, woollens, textile fabrics of all kinds, cloth and cotton goods generally, pyjamas, windbreakers, shirts, bloomers, pants, breaches, bathrobes, kimonos, underwear, novelties, toys, glasswere, silverware, furniture, jewellery, clocks and watches, kitchen utensils, frigidaires, pianos, radios ; to carry on all or any of the businesses of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, hatters, glovers, jewellers, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers in cotton and textile fabrics of all kinds, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties, leather goods, garments and wearing apparel of every description, under the name of " Associated Distributors Co. ", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 common shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13165-o Deputy Attorney General.

"Beyers Metal Products Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1946, constituant en corporation : Max Beyer, de la cité de Winnipeg, dans la province du Manitoba, Emmanuel Margolis et Harry Klotzman, des cité et district de Montréal, province de Québec, tous marchands, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme un manufacturier de jouets et de nouveautés, sous le nom de " Beyers Metal Products Inc. ", avec capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13166 L. DÉSILETS.

"Bois Contreplaqués de Québec Inc." "Quebec Plywoods Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de février 1946, constituant en corporation : Louis Dussault, avocat, Pauline Boily, secrétaire, tous deux de la cité de Québec, et Juliette Bussières, secrétaire, de Sillery, tous du district de Québec, province de Québec dans les buts suivants :

Faire affaires de toutes façons comme manufacturier et marchand de bois sous toutes ses formes et des dérivés, produits ou sous-produits du bois, comme marchand général, faire le troc ou échange des produits de la ferme ou de la forêt pour d'autres marchandises provenant des commerces autorisés de la Compagnie dans la province de Québec ;

Exercer l'industrie du bois brut, du fer à l'état brut, du sable, de la pierre, du granit, de l'amiante à l'état brut et tous autres matériaux à l'état brut, de les préparer, de les fabriquer et les manufacturer en objets propres à différentes constructions et d'en faire le commerce d'importation et d'exportation en gros et en détail, sous le nom de " Bois Contreplaqués de Québec Inc. — Quebec Plywoods Inc. ", avec un capital total de $49,000.00, divisé en 490 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-et unième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13167-o L. DÉSILETS.

"Centre Furniture Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de février 1946, constituant en corporation : Irving Miller, Philip Miller, marchands et Kalman Angel, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Acheter, vendre et faire le commerce de meubles, appliques, dispositifs et outillages de maison, bureau et commerciaux, avec ensemble tous matériaux, bruts ou autrement, qui peuvent être utilisés en rapport avec iceux ou qui forment les parties constituantes d'iceux, sous le nom de " Centre Furniture Co. Ltd. ", avec un capital total de $19,990, divisé en 1,999 actions de $10 chacune.

Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1946, incorporating : Max Beyer, of the City of Winnipeg, in the Province of Manitoba, Emmanuel Margolis and Harry Klotzman, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, all merchants, for the following purposes :

To carry on business as a manufacturer of toys and novelties, under the name of " Beyers Metal Products Inc. ", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13166-o Deputy Attorney General.

"Bois Contreplaqués de Québec Inc." "Quebec Plywoods Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1946, incorporating : Louis Dussault, advocate, Pauline Boily, secretary, both of the city of Quebec, and Juliette Bussières, secretary, of Sillery, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes :

To carry on all kinds of business as lumber manufacturer and merchant, under all forms and derivatives, products or by-products of wood, as general merchant, to barter or exchange farm or forest products for other merchandise derived from authorized businesses of the company in the Province of Quebec.

To deal in rough wood, iron in a raw state, sand, stone, granite, asbestos in a raw and any other raw materials, dress, make up, manufacture the same into objects suitable for different constructions and to carry on the importation and exportation thereof, wholesale and retail, under the name of " Bois Contreplaqués de Québec Inc. — Quebec Plywoods Inc. " with a total capital stock of $49,000, divided into 490 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13167 Deputy Attorney General.

"Centre Furniture Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1946, incorporating : Irving Miller, Philip Miller, merchants, and Kalman Angel, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To buy, sell and deal in household, office and commercial furniture, fixtures, appliances and equipment, together with all materials, raw or otherwise, which may be used in connection therewith or form component parts thereof, under the name of " Centre Furniture Co. Ltd. ", with a total capital stock of $19,990.00, divided into 1,999 shares of $10.00 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13168 L. DÉSILETS.

"Châteauguay Electric and Plumbing Ltd."

Avis est, par les présentets, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québéc, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février 1946, constituant en corporation : Samuel David Rudenko, Clarence R. Gross et Mortimer Weinfield, tous avocats, des cité et district de Montréal province de Québec, dans les buts suivants :

Exercer les commerces respectifs d'électriciens, entrepreneurs électriciens, plombiers, manufacturiers, entrepreneurs pour l'installation d'appliques et d'accessoires électriques, de plomberie et sanitaires ; d'unité et accessoires de chauffage et de ventilation ; tuyaux, ferrures, appareils et accessoires pour la distribution de l'électricité, de la chaleur, de la lumière, du gaz ou de l'eau, entrepreneurs généraux et constructeurs ;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, négocier ou faire le commerce de machinerie, appareils, dispositifs ou accessoires de toute nature ou sorte quelconque électriques, de plomberie et de chauffage, sous le nom de " Châteauguay Electric and Plumbing Ltd. ", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt ;

Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13169 L. DÉSILETS.

"Cheryl-Lee Dress & Sportswear Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de février 1946, constituant en corporation : Solomon Vineberg, notaire, Eli Micheal Berger et Murray Lapin, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Manufacturer, produire, dessiner, importer, acheter ou autrement acquérir des articles de vêtement pour femmes, filles et enfants nécessaires et utiles au commerce général de la compagnie, sous le nom de " Cheryl-Lee Dress & Sportswear Inc. ", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5868 Boulevard St-Laurent, dans la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13170 L. DÉSILETS.

"Colossal Fruit Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of Debruary, 1946.

L. DÉSILETS,

13168-o Deputy Attorney General.

"Châteauguay Electric and Plumbing Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1946, incorporating : Samuel David Rudenko, Clarence R. Gross and Mortimer Weinfield, all advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To carry on the respective businesses of electricians, electrical contractors, plumbers, manufacturers, contractors for electric, plumbing and sanitary fixtures and supplies ; heating and ventilating plant and supplies ; pipes, fittings, apparatus and repairs for electricity, heat, light, gas or water supplies, general contractors and builders ;

To manufacture, buy, sell, import, export, trade or deal in any or all manner of electrical, plumbing and heating machinery, apparatus, appliances or supplies of any nature or kind whatsoever, under the name of " Châteauguay Electric and Plumbing Ltd. ", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty ;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of January, 1946.

L. DÉSILETS,

13169-o Deputy Attorney General.

"Cheryl-Lee Dress & Sportswear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1946, incorporating : Solomon Vineberg, notary, Eli Michael Berger and Murray Lapin, advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, fort the following purposes :

To manufacture, produce, design, import, buy or otherwise acquire articles of womens', girls' and children's wearing apparel necessary and useful to the general business of the company under the name of " Cheryl-Lee Dress & Sportswear Inc. ", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at 5868 St. Lawrence Blvd., in the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13170-o Deputy Attorney General.

"Colossal Fruit Company Limited'

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth

patentes en date du dix-huitième jour de février 1946, constituant en corporation : Harry Budyk, avocat et conseil en loi du Roi, Nessie Segal et Bella Segal, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Acheter, vendre, échanger, importer, exporter, négocier et faire le commerce de toutes sortes de fruits et légumes ;

Cultiver, planter et développer des fruits et légumes, sous le nom de " Colossal Fruit Company Limited ", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13171 L. DÉSILETS.

day of February, 1946, incorporating : Harry Budyk, advocate and King's Counsel, Nessie Segal and Bella Segal, both secretaries, spinsters of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To buy, sell, echange, import, export, trade and deal in all sorts of fruits and vegetables ;

To grow, plant and develop fruits and vegetables, under the name of " Colossal Fruit Company Limited ", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13171-o Deputy Attorney General.

"Crolland Trading Co. Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: Dr. Harry Stein, pathologiste, Herbert Croll et Lewis Landun, vendeurs, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, louer, donner à bail, échanger, negocier, exporter et importer des germicides, désinfectants, antiseptiques et tous autres articles et produits d'aucune nature utilisés pour des fins similaires; aussi toutes sortes de papier, articles et produits en papier pour des fins sanitaires et autres dans lesquels le papier peut avoir ou subséquemment être utilisé ou utile, aussi des medicaments brevetes ou particuliers (proprietary medicine), produits chimiques et leurs sous-produits; aussi du savon d'aucune nature et sorte quelconque; huiles, parfums, glycérine, laine et toutes sortes de sous-produits du suif, graisse, huiles et savons, jouets et articles en cuir;

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers d'habits et vêtements de toutes sortes, de tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton, étoffes et dentelles, merciers, fabricants de portemanteaux et fournisseurs en général et marchands de caoutchouc india et d'articles impermeables, parapluies, cannes, ornements, articles de toilette, parfumerie;

Négocier, faire le commerce et exercer les affaires qui consistent à manufacturer le coton, la laine, le filé et autres substances fibreuses;

Manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter des appareils électriques et de la machinerie, ainsi que des articles de cuisine et de maison et des ornements faits en ou sur métal d'aucune et toute sorte; meuble de maison, fournitures, consistant en objets émaillés, estampés, galvanisés et autres objets en ,fer, acier, étain ou tout autre métal et tous articles faits de ou sur métal ou autres substances, comprenant la faïencerie, porcelaine, poterie, verrerie;

Exercer le commerce comme marchands négociant toutes catégories de marchandises ordinairement gardées en magasin par les bijoutiers, orfèvres, fabricants de montres, horlogers, ainsi que comme marchands de toutes matières, outils, machinerie, accessoiress, meubles, appliques et outillage se rapportant auxdites occupations,

"Crolland Trading Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1946, incorporating: Dr. Harry Stein, pathologist, Herbert Croll and Lewis Landun, salesmen, all of the City and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, let, lease, exchange, deal in, export and import germicides, disinfectants, antiseptics and all other articles and products of every nature used for a similar purpose; also in all kinds of paper, paper articles and products both for sanitary and for all other purposes for which paper may have or hereafter be used or useful, also in proprietary medecines, chemica's, and the by-products thereof; also in soaps of any nature and kinds whatsoever, oils, perfumes, glycerine, wool and all kinds of by-products of tallow, grease, oils and soaps, toys and leather goods;

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, glovers, silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, portmanteau makers and general outfitters and dealers in india-rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery;

To trade, deal in and carry on the business of manufacturing cotton, wool, worsted, and other fibrous substances;

To manufacture, buy, sell, import and export electrical apparatus and machinery, as ewll as kitchen and household wares and ornaments made from and upon metal of any and every kind; household furniture, furnishings, consisting of enamel ware, stamped, galvanized and other wares or iron, steel, tin or any other metal and all artilces made of or upon metal or other substances including crockery, china, pottery, galssware;

To carry on business as merchants dealing in all classes of merchandise usually carried in stock by jewellers, silvermsiths, watchmakers, clockmakers, as well as dealers in all materials, tools, machinery, supplies, furniture, fixtures and equipment of and incidental to the said occupations, toys and leather goods, under the

jouets et articles en cuir, sous le nom de "Crolland Trading Co. Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13172 L. DÉSILETS.

name of "Crolland Trading Co. Limited", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 common shares of $100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13172-o Deputy Attorney General.

"Echo Vale Cemetery"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de cimetière, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de février 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Murdo Alex. MacDonald, Dannie E. Matheson, conducteurs de chemin de fer, Murdo Allan MacKenzie, dépeceur, John James Stewart, boucher, John Norman Matheson, John MacLeod, commis de magasin, tous de la ville de Lac Mégantic, et Oliver Stewart, fermier, de Marsboro, dans le comté de Frontenac, dans les buts suivants :

L'établissement d'un cimetière dans le canton de Marston, comté de Frontenac, pour les membres pratiquant la même religion que celle des requérants.

Le nom corporatif de la corporation est : " Echo Vale Cemetery ".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $500.00.

Le siège social de la corporation sera à Lac Mégantic, comté de Frontenac, dans le district de St-François.

Daté au bureau du Secrétaire de la Province, ce treizième jour de février 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,

13173 JEAN BRUCHÉSI.

"Echo Vale Cemetery"

Notice is hereby given that under the provisions of the Cemetery Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1946, to incorporate as a corporation without share capital :

Murdo Alex. MacDonald, Dannie E. Matheson, railroad conductors, Murdo Allan MacKenzie, meat-cutter, John James Stewart, butcher, John Norman Matheson, John MacLeod, store-clerks, all of the Town of Lake Megantic, and Oliver Stewart, farmer, of Marsboro, in the County of Frontenac, for the following purposes :

The establishing of a cemetry in the Township of Marston, County of Frontenac, for the members practising the same religion as that of the petitioners.

The corporate name of the corporation is : " Echo Vale Cemetery ".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is $500.00.

The head office of the corporation will be at Lake Mégantic, in the County of Frontenac, in the District of St. Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of February, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,

13173-o Under Secretary of the Province.

"Ecole d'Optométrie de Montréal"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies' de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de janvier 1946, constituant en corporation sans capital-actions : J.-H.-Lionel Hébert, de Ville Mont-Royal, Alfred Mignot, J.-Armand Messier, Henri-E. Côté, Charlemagne Bourcier et Jean-L. Rochon, ces cinq derniers de la cité de Montréal, tous optométristes, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Maintenir, diriger et opérer l'institution d'enseignement de l'Optométrie actuellement dirigée par le Collège des Optométristes et Opticiens de la province de Québec ;

Promouvoir, développer et enseigner, dans un but scientifique et professionnel, la science de l'optométrie, sous le nom de " École d'Optométrie de Montréal. "

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille ($25,000.00) dollars.

Le nombre des membres de la corporation sera limité aux présents requérants et à leurs successeurs en office dûment désignés par les Administrateurs de la corporation.

Le siège social de la corporation sera dans la cité de Montréal, district de Montréal.

"Ecole d'Optométrie de Montréal"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1946, to incorporate as a corporation without share capital : J. H. Lionel Hébert, of the town of Mount-Royal, Alfred Mignot, J. Armand Messier, Henri E. Côté, Charlemagne Bourcier and Jean L. Rochon, the five latter of the city of Montreal, all optometrists, of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To maintain and operate the institution for the teaching of Optometry, actually directed by the College of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec ;

To promote, develop and teach, for scientific and professional purposes, the science of optometry, under the name of " Ecole d'Optométrie de Montréal ",

The amount to which the annual revenue of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars ($25,000).

The number of members of the corporation will be limited to the present petitioners and the successors thereof in office, duly designated by the administrators of the corporation.

The head office of the corporation will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-troisième jour de janvier 1946.

L'Assistant-procureur général,

13174 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1946.

L. DÉSILETS,

13174 Deputy Attorney General.

"Electronic Entreprises Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1946, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat, et conseil en loi du Roi, Helen B. Popliger, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, et Lawrence S. Popliger, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce de produits électroniques de toutes sortes et nature, et exercer le commerce qui consiste à vendre des pièces de radios et accessoires électroniques de toutes sortes et nature; et manufacturer, acheter, et vendre des radios et leurs accessoires de toute description; généralement faire le commerce, acheter, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de métaux, plastiques, et ces autres matières requises dans l'exploitation dudit commerce, sous le nom de "Electronic Enterprises Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 20 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13175 L. DÉSILETS.

"Electronic Entreprises Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1946, incoroprating: Isidore Popliger, advocate and King's Counsel, Helen B. Popliger, secretary, spinster, both of the city of Outremont, and Lawrence S. Popliger, advocate, of the city of Montreal, all in the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, or otherwise acquire and sell, or otherwise deal in electronics of all kinds and nature, and to carry on the business of selling radio parts and electronic supplies of all kinds and nature; and to manufacture, buy and sell radios and accessories thereof of every description; to deal generally, buy, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of metals, plastics, and such other material required for the operation of said business, under the name of "Electronic Entreprises Limited", with a total capital stock of $20.000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13175-o Deputy Attorney General.

"Émile Racine Lumber Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de février 1946, constituant en corporation: Émile Racine, commerçant de bois, Roger Racine, journalier, tous deux de Farmborough, et Suzanne Turcotte, sténographe, de Rouyn, tous du district de Rouyn-Noranda province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de bois, ainsi que tous leurs produits et sous--produits

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et autrement faire le commerce de toutes machineries y compris en particulier tous les accessoires utilisés par les constructeurs;

Faire le commerce de toutes sortes de combustibles, huiles et autres produits combustibles et les manufacturer, les produire et les vendre;

Exercer les opérations d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Émile Racine Lumber Company Limited."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de Vingt Mille dollars, divisé en deux mille actions de dix dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Farmborough, dans le district de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sixième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13176-o L. DÉSILETS.

"Émile Racine Lumber Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1946, incorporating: Émile Racine, lumber merchant, Roger Racine, labourer, both of Farmborough,, and Suzanne Turcotte, stenographer, of Rouyn, all of the district of Rouyn-Noranda, Province of Quecec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, purchase, sell and deal in all kinds of wood, and also the products and by-products thereof;

To manufacture, import, export, purchase, sell and otherwise deal in any machinery, including especially all accessories used by builders

To deal in fuel of every kind, oil and other fuel products, and to manufacture, produce and sell the same;

To carry on business as general contractors, under the name of "Émile Racine Lumber Company Limited".

The amount of the capital stock of the company will be twenty thousand dollars, divided into two thousand shares of ten dollars each.

The head office of the company will be at Farmborough, in the district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13176 Deputy Attorney General.

"Frigo Ltée"
(Frigo Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: André Blanchard, J.-Bruno Lacerte, de la cité de Montréal, Joseph Bastien, de la cité d'Outremont, et Joseph-Armand Bonny, de Ville Saint-Laurent, tous marchands, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer la fabrication, l'industrie, le commerce, l'importation et l'exportation de réfrigérateurs, glacières, cabinets pour crème glacée, radios, machines à laver, système de chauffage, d'air conditionné, de ventilation, d'acclimatisation ou tous appareils semblables ou autres et en exercer le commerce en gros ou en détail, sous le nom de "Frigo Ltée" — (Frigo Limited), avec un capital total de $99,000.00, divisé en 990 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13177-o L. DÉSILETS.

"Frigo Ltée"
(Frigo Limited)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1946, incorporating: André Blanchard, J.-Brono Lacerte, of the city of Montreal, Joseph Bastien, of the city of Outremont, and Joseph-Armand Bonny, of the town of Saint-Laurent, all merchants, of the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the manufacture, industry, business, importation and exportation of refrigerators, ice-boxes, ice-cream cabinets, radios, washing machines, heating systems, air conditioning, ventilation, acclimatizing or any similar apparatus or others and to carry on a wholesale or retail business therein, under the name of "Frigo Ltée" — (Frigo Limited), with a total capital stock of $99,000, divided into 990 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13177 Deputy Attorney General.

"Frontenac Automobile Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de février 1946, constituant en corporation: Charles-Henri Fournier, gérant, Paul Fournier, vendeur d'automobiles, et Aline Fournier, comptable, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

D'acheter, vendre et faire le commerce en général, soit en gros ou en détail d'automobiles, de tracteurs, d'aéroplanes, de bateaux, de canots, de chaloupes, de camions, de wagons, de motocyclettes, de moteurs, châssis de véhicules mus par la vapeur, l'électricité, le gaz, la gazoline, l'huile, l'air comprimé; de parties, pièces et accessoires d'automobiles en cuir ou caoutchouc, pneus, capotes et de tous lubrifiants, graisses, gazoline, pétrole et ses dérivés et sous-produits; et tous autres articles, effets, marchandises, outils, équipements et machineries qui se rapportent directement ou indirectement à l'industrie de l'automobile;

D'acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, maintenir, administrer et opérer des garages, stations de gazoline, d'huile et de pétrole, magasins, dépôts, entrepôts et autres endroits pour la vente et le commerce en général;

De manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce en général en gros et en détail de réfrigérateurs, automatiques ou frigidaires, horloges et cadrans électriques, moteurs de toutes sortes, batteries, lampes et ampoules électriques et appareils électriques de toutes sortes et descriptions avec les matériaux, accessoires, machineries et matériel se rattachant à ces industries, sous le nom de "Frontenac Automobile Inc.", avec un capital total de $20,000 00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13218-o L. DÉSILETS.

"Frontenac Automobile Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1946, incorporating: Charles-Henri Fournier, manager, Paul Fournier, automobile salesman, and Aline Fournier, accountant, spinster, all of the city and district fo Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell and deal generally, either wholesale or retail, in automobiles, tractors, aeroplanes, boats, canoes, skiffs, trucks, waggons, motor cycles, motors, frames for vehicles run by steam, electricity, gas, gasoline, oil, compressed air; automobile parts, spare parts and accessories in leather or rubber, tires, tubes and all lubricant, grease, gasoline, petroleum and its derivatives and by-products; and all other goods, wares and merchandise, tools, equipment and machinery directly or indirectly incidental to the automobile industry;

To buy, lease or otherwise acquire, hold, own, maintain, manage and operate garages, gasoline, oil and petroleum stations, stores, storerooms, warehouses and other premises for selling and general business;

To manufacture, buy, sell, import, export and deal generally, wholesale and retail in refrigerators, automatic or "frigidaire", electric clocks and alarm clocks, motors of all kinds, batteries, electric lamps and bulbs and electric appliances of all kinds and descriptions with the requisites accessories, machinery and material connected with said industries, under the name of "Frontenac Automobile Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13218 Deputy Attorney General.

"Garson Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février 1946, constituant en corporation: Eli Brown, Aaron Brown, manufacturiers, et Norman Genser, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter, importer, et faire le commerce de toutes sortes d'allumeurs automatiques, ainsi que l'outillage mécanique s'y rapportant, soit comme grossistes, détaillants, agents, manufacturiers, entrepreneurs, exportateurs ou importateurs, sous le nom de "Garson Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de $49,000, divisé en 400 actions privilégiées ayant une valeur au pair de $100 chacune et en 9,000 actions ordinaires ayant une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13178 L. DÉSILETS.

"Garson Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the first day of February, 1946, incorporating: Eli Brown, Aaron Brown, manufacturiers, and Norman Genser, advocate, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing producing, buying, selling, exporting, importing and dealing all kinds of automatic lighters as well as mechanical equipment connected therewith, either as wholesalers, retailers, agents, manufacturers, contractors, exporters or importers, under the name of "Garson Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be $49,000.00, divided into 400 preferred shares having a par value of $100.00 each and 9,000 common shares having a par value of $1.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13178-o Deputy Attorney General.

"George A. Jazzar & Sons Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1946, constituant en corporation: Edward Tannage, Julius Briskin, avocats, et Annie McNamee, secrétaire, célibataire, fille majeure, tous des cité et district de Montreal, province de Québec, dans les buts suivants:

Posseder, exploiter et exercer tous ou aucun des commerces de magasins à rayons ou de variétés et exporter, importer, manufacturer et comme marchands en gros et en détail de toutes lignes de marchandises sèches, marchands de draps, pelletiers, merciers, bonnetiers, de tissus, cuirs et produits en cuir, robes, bottes et chaussures, porcelaine, verrerie, faïencerie et autres articles et ustensiles de maison, ornements, bric-à-brac, papeterie, nouveautés, ferronnerie, bijouteire, marchandises plaquées, parfumerie, savons, articles de toilette de toutes sortes et d'articles requis pour l'ornementation, la récréation ou le divertissement, libraires, marchands d'instruments de musique, articles de sport de toutes sortes, exploiter des fontaines à soda et comptoirs pour légers repas, sous le nom de "George A. Jazzar & Sons Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 400 actions de $50 chacune.

Aucun transfert d'actions du capital-actions de la compagnie ne sera valide et n'aura aucun effet à moins que ledit transfert n'ait été au préalable approuvé par la majorité du bureau de direction à une assemblée générale spéciale des directeurs convoqués et tenus à cette fin;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20);

La compagnie ne fera ni présentera aucun appel au public pour souscrire à toutes actions ou débentures de la compagnie;

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district de Montréal.

"George A. Jazzar & Sons Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1946, incorporating: Edward Tannage, Julius Briskin, advocates, and Annie McNamee, secretary, unmarried, of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To own, operate and carry on all or any of the businesses of departmental or variety stores, and export, import, manufacture, and as wholesale and retail dealers in all lines of dry goods, clothiers, furriers, haberdashers, hosiers, fabrics, leathers and leather products, dresses, boots and shoes, china, glass-ware, crockery and other household fittings and utensils, ornaments, bric-a-brac, stationery, notions, hardware, jewellery, plated goods, perfumery, soap, toilet articles of all kinds, and articles required for ornament, recreation or amusement, book sellers, dealers in musical instruments, sporting goods of all kind, to maintain soda fountains and lunch counters, under the name of "George A. Jazzar & Sons Limited", with a total capital stock of $20 000.00, divided into 400 shares of $50.00 each.

No transfer of shares of the capital stock of the company shall be valid nor have any effect unless the said transfer has been first approved by the majority of the Board of Directors at a Special General Meeting of the Directors called and held for that purposes;

The number of Shareholders of the company shall be limited to twenty (2)0;

The company shall not make nor give any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company;

The head office of the Company will be at Longueuil, in the district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13179 L. DÉSILETS.

"Henri Audette Limitée— Henri Audette Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de février 1946, constituant en corporation: Émé. Lacroix, avocat, de Ville Mont-Royal, Émile Pelletier, avocat, de Lachine, et Marcelle Langlois, sténographe, célibataire majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturier, de vendeur, agent ou représentant, au gros ou au détail, de tout objet de cuir, chaussures, couvre-chaussures, vêtements, hardes, articles de caoutchouc et objets vestimentaires et décoration quelconque, sous le nom de "Henri Audette Limitée — Henri Audette Limited", avec un capital total de $20,000.00 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13180-o L. DÉSILETS.

"J. L. Leblanc Compagnie Ltée" "J. L. Leblanc Company Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de février 1946, constituant en corporation: Jean-Louis Leblanc, agent manufacturier, Alexandre Bordeleau, assistant-gérant, et Jean Jetté, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer, assembler, acheter ou autrement acquérir, vendre ou louer des brûleurs, poêles, fournaises à l'huile, réfrigérateurs, pianos, ou toutes espèces de meubles fonctionnant à l'électricité ou autrement, ainsi que pourvoir à leur installation, sous le nom de "J. L. Leblanc Compagnie Ltée" — J. L. Leblanc Company Ltd.", avec un capital total de $10 000.00, divisé en 100 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13181-o L. DÉSILETS.

"Kayne's Appliances Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de février 1946, constituant en corporation: Nathaniel Leonard Rappaport, avocat, Harold Elford Short et Robert Norman, bourgeois, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of Fevruary, 1946.

L. DÉSILETS,

13179-o Deputy Attorney General.

"Henri Audette Limitée— Henri Audette Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1946, incorporating: Émé. Lacroix, advocate, of the town of Mount Royal, Émile Pelletier, advocate, of Lachine, and Marcelle Langlois, stenographe, spinster, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturer, salesman, agent or representative, wholesale or retail, of any leather goods, footwear, overshoes, garments, clothing, rubber articles and any objects whatever pertaining to clothing or to decoration, under the name of "Henri Audette Limitée — Henri Audette Limited", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13180 Deputy Attorney General.

"J. L. Leblanc Compagnie Ltée" "J. L. Leblanc Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1946, incorporating: Jean-Louis Leblanc, manufacturers' agent, Alexandre Bordeleau, assistant manager, and Jean Jetté, accountant, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To make, manufacture, assemble, purchase or otherwise acquire and sell or lease burners, stoves, oil furnaces, refrigerators, pianos or any kind of apparatus activated by electricity or otherwise, also to provide for the installation thereof, under the name of "J.L. Leblanc Compagnie Ltée" — "J. L. Leblanc Company Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into $00 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13181 Deputy Attorney General.

"Kayne's Appliances Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been sissued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1946, incorporating: Nathaniel Leonard Rappaport, advocate, Harold Elford Short and Robert Norman, gentlemen, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

Acheter, vendre, louer, donner à bail, échanger ou autrement acquérir et généralement faire le commerce de machines sonores, machines parlantes, radios, appareils de télévision et installations de télévision, musique en feuilles, marchandises de toutes sortes qui se rapportent à la musique, aucun et tous brûleurs à l'huile, poêles, appareils de chauffage et électriques, dispositifs électriques, réfrigérateurs, systèmes de réfrigération, dispositifs, accessoires et appliques, sous le nom de "Kayne's Appliances Limited", avec un capital total de $49,000, divisé en 490 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-aux-Trembles, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13182 L. DÉSILETS.

To buy, sell, rent, lease, exchange or otherwise acquire, and generally trade in sound producing machines, talking machines, radios, television and television equipment, sheet music, musical merchandise of all sorts, any and all oil burners, stoves, heating and electrical equipment, electrical appliances, refrigerators, refrigerating systems, devices, fittings and fixtures, under the name of "Kayne's Appliances Limited", with a total capital stock of $49,000.00, divided into 490 shares of a par value of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Pointe-aux-Trembles, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13182-o Deputy Attorney General.

"Kinsmen Boys' Club of Verdun Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de février 1946, constituant en corporation sans capital-actions: John Schurman, courtier d'assurances, Henry Weldrick, gérant, Morton Block, marchand, Stewart Wheaton, gérant de bureau, tous de la cité de Verdun, et William Maass, manufacturier, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Organiser, former, acheter, bâtir ou construire et exploiter des clubs pour garçons et des centres de jeunesse comme des institutions charitables et éducationnelles dans la cité de Verdun, sous le nom de "Kinsmen Boys' Club of Verdun Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.00.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Verdun, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général.

13183 L. DÉSILETS.

"Kinsmen Boys' Club of Verdun Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1946, incorporating without share capital: John Schurman, insurance broker, Henry Weldrick, manager, Morton Bloch, merchant, Stewart Wheaton, office manager, all of the city of Verdun, and William Maass, manufacturer, of the city of Montreal, all in the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To organize, form, purchase, build or construct and operate boys' clubs and youth centres as charitable and educational institutions in the city of Verdun, under the name of "Kinsmen Boys' Club of Verdun Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited to $100,000.00.

The head office of the Corporation will be in the city of Verdun, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney general, this twentieth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13183-o Deputy Attorney General.

"La Bûche L'Islet Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour de février 1946, constituant en corporation: René Adam, comptable, Lucien Guay, industriel, et J.-Anatole Adam, agent d'assurances, tous du village de l'Islet, district de Montmagny, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, importer, manufacturer, et généralement faire le trafic de toutes sortes d'articles ou de marchandises se rapportant au bois, sous le nom de "La Bûche L'Islet Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de Quinze mille dollars ($15,000.00), divisé en cent cinquante actions de cent dollars chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de sept mille dollars ($7,000.00), divisée en soixante-dix actions de cent dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'Islet, dans le district de Montmagny, P. Q.

"La Bûche L'Islet Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 8th day of February, 1946, incorporating: René Adam, accountant, Lucien Guay, manufacturer, and J.-Anatole Adam, insurance agent, all of the village of L'Islet, district of Montmagny, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell, import, manufacture and deal generally in all kinds of articles and merchandise connected with wood, under the name of "La Bûche L'Islet Limitée".

The amount of the capital stock of the company will be fifteen thousand dollars ($15,000), divided into one hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares is seven thousand dollars ($7,000), divided into seventy shares of one hundred dollars each.

The head office of the company will be at l'Islet, in the district of Montmagny, P. Q.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13184-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13184 Deputy Attorney General.

"La Compagnie de Construction Senneville & St-André Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de février 1946, constituant en corporation: J.-Lucien Senneville, contracteur-charpentier-menuisier, résidant à Côteau-Rouge, Napoléon St-André, fils, contremaître-général-journalier, et Dame Marie Quesnel, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Napoléon St-André, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches, soit comme patron ou comme agent, acquérir et détenir des terrains et autres immeubles, les diviser, subdiviser, exploiter, y construire des bâtisses ou autres choses, les développer, réparer, améliorer, louer, vendre, échanger, hypothéquer ou autrement aliéner ou en disposer;

Faire la réparation, la réfection, la conversion et toutes améliorations des immeubles appartenant à des tiers, en prendre et exécuter tous contrats à ces fins, sous le nom de "La Compagnie de Construction Senneville & St-André Ltée", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Côteau-Rouge, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13219-o L. DESILETS.

"La Compagnie de Construction Senneville & St-André Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1946, incorporating: J. Lucien Senneville, contractor-joiner-carpenter, residing at Côteau-Rouge, Napoléon St-André, Jr., general foreman and laborer, and Dame Marie Quesnel, housewive, wife separate as to property by marriage contract of said Napoléon St-André, and duly authorized by him for the purposes hereof, these two latter of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the real estate business in all its lines, either as principal or as agent, to acquire and hold lands and other immovables, divide, subdivide, and deal with the same, erect buildings or other structures on same, develop, repair, improve, lease, sell, exchange, hypothecate or otherwise alienate or dispose thereof;

To engage in the repairing, rebuilding, converting and other improvements of immovables belonging to third parties, undertake and carry out any contracts for such pruposes, under the name of "La Compagnie de Construction Senneville & St-André Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Côteau-Rouge, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth fay of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13219 Deputy Attorney General.

"Lainart Textile Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de février 1946, constituant en corporation: Albert Mayrand, de la cité d'Outremont, Ignace-J. Deslauriers, de la cité de Montréal, et Paul Trépanier, de Lachine, tous avocats, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail ou autrement, posséder, utiliser, vendre au gros ou au détail, importer ou exporter le coton, la soie, la laine ou tout autre tissu, la bourre de soie, les déchets de coton ou de tout autre tissu, ainsi que tout objet ou marchandise fabriqués en tout ou en partie avec les produits susdits ou similaires sous le nom de "Lainart Textile Corporation", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 400 actions de $50.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13185-o L. DÉSILETS.

"Lainart Textile Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1946, incorporating: Albert Mayrand, of the city of Outremont, Ignace-J. Deslauriers of the city of Montreal, and Paul Trépanier, of Lachine, all advocates, of the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise, own, use, sell, wholesale or retail, import or export cotton, silk, wool or any other textile, silk floss, cotton waste or waste of any other textile, and also any object or merchandise manufactured, in whole or in part, of the above mentioned products or similar ones, under the name of "Lainart Textile Corporation", with a total capital stock of $20,000, divided into 400 shares of $50 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13185 Deputy Attorney General.

"Lasalle Cleaners Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

"Lasalle Cleaners Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneru de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour de février 1946, constituant en corporation: Roland Trudeau, comptable, Dame Roland Trudeau, née Fleurette Cadieux, épouse contractuellement séparée de biens de Roland Trudeau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Adrien Lavoie, teinturier-nettoyeur, et Dame Adrien Lavoie, née Germaine Belleau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens d'Adrien Lavoie, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer généralement les opérations de nettoyeurs, presseurs, teinturiers, tailleurs, pelletiers, bloqueurs, réparateurs, et prendre soin en général de tous matériels, tous articles de vêtements, toutes garnitures de maisons et tous autres articles de lingerie et marchandises de toile, de coton, de laine ou de tissus de toutes sortes;

Faire l'industrie d'une buanderie à vapeur en général, sous le nom de "Lasalle Cleaners Limited", avec un capital total de $15,000.00, divisé en 150 actions ordinaires de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13220-o L. DÉSILETS.

issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1946, incorporating: Roland Trudeau, accountant, Dame Roland Trudeau, née Fleurette Cadieux, wife separate as to property by marriage contract of Roland Trudeau, and duly authorized by him, for the purposes hereof, Adrien Lavoie, dyer, cleaner, and Dame Adrien Lavoie, née Germaine Belleau, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Adrien Lavoie, and duly authorized by him, for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business of cleaners, pressers, dyers, toilors, furriers, blockers, repairers and to take general care of all materials, clothing, household trimmings and any other lingerie articles and linen, cotton, woolen merchandise or textiles of any kind;

To carry on a general steam laundry business, under the name of "Lasalle Cleaners Limited", with a total capital stock of $15,000 divided into 150 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Longueuil, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this wighth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13220 Deputy Attorney General.

"Le Pavillon des Pointes Beaudet, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour de février 1946, constituant en corporation: Gertrude Beaudet, sténographe Délia Houde, employée de bureau, et Joseph Beaudet, rentier, tous trois domiciliés en la ville de Victoriaville, district d'Arthabaska, province of Québec, dans les buts suivants:

Organiser et exploiter à proximité de la ville de Victoriaville, sur les bords de la rivière Beaudet ou ailleurs, un centre de bain et de villégiature, sous le nom de "Le Pavillon des Pointes Beaudet, Ltée".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de $49,900.00, divisé en 499 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13186-o L. DESILETS.

"Le Pavillon des Pointes Beaudet, Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1946, incorporating: Gertrude Beaudet, stenographer, Délia Houde, office employee, and Joseph Beaudet, annuitant, all three domiciled in the town of Victoriaville, district of Arthabaska, Province of Quebec, for the following purposes:

To organize and operate near the town of Victoriaville, on the shore of the Beaudet river or elsewhere, a bathing site and summer resort, under the name of "Le Pavillon des Pointes Beaudet, Ltée".

The amount of capital stock of the company will be $49,900, divided into 499 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, in the district of Arthabaska, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13186 Deputy Attorney General.

"Les Ebénisteries Longueuil Limitée"— "Longueuil Wooderaft Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour de février 1946, constituant en corporation: Raoul Marin, ébéniste, Joseph Bénard, chauffeur, et Gérard Messier, typographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires et agir comme ébénistes, menuisiers généraux, manufacturiers de toutes espèces d'articles, produits ou objets de bois ou de métal ou des deux à la fois, dans des proportions égales ou inégales; faire toutes réparations, al-

"Les Ebénisteries Longueuil Limitée"— "Longueuil Wooderaft Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1946, incorporating: Raoul Marin, cabinet-maker, Joseph Bénard, chauffeur, and Gérard Messier, typographer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business and act as cabinet-makers, general carpenters, manufacturers of all kinds of articles, products or objects of wood or metal, or of both together in equal or unequal proportions; to engage in any repairing, altera-

térations ou modifications à de tels articles, produits ou objets

Fabriquer des meubles ou objets ou effets mobiliers, les réparer, rembourrer ou altérer de quelque façon que ce soit;

Agir et faire affaires comme tisserands et marchands de tissus, draperies, tentures, tapis et tous autres objets ou accessoires pouvant servir à meubler, garnir et décorer des intérieurs, sous le nom de "Les Ébénisteries Longueuil Limitée" — "Longueuil Woodcraft Limited", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 800 actions de $25.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Longueuil, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13221-o L. DÉSILETS.

tion or change of such articles, products or objects;

To manufacture furniture or furniture pieces or supplies, repair, upholster or alter the same in any manner whatsoever;

To act and carry on business as weavers and as dealers in textiles, draperies, hangings, carpets and any other objects or accessories capable of being used for house-furnishing, garnishing and decorating, under the name of "Les Ébénisteries Longueil Limitée" — "Longueil Woodcraft Limited", with a total capital stock of $20,000, divided into 800 shares of $25 each.

The head office of the company will be in the town of Longueuil, district of Montreal, Province of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13221 Deputy Attorney General.

"Les Immeubles Langlois Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneru de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier jour de février 1946, constituant en corporation: Horace Boutin, comptable, André Sabourin, avocat, et Hortense Sabourin, sténographe, fille majeure, tous de St-Jean, district d'Iberville, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, acheter, se procurer, louer, bâtir construire ou autrement détenir, utiliser, améliorer, développer, gérer, hypothéquer, transférer, vendre, échanger, disposer et faire le commerce d'immeubles et de biens immobiliers de toute description, franchises, permis ou de tous intérêts en iceux, et ériger, modifier, réparer et entretenir, gérer et administrer des bâtisses, lots et autres propriétés immobilières (ou en retirer un revenu par voie de location ou autrement ou tous droits et intérêts en icelles, sous le nom de "Les Immeubles Langlois Inc."

Le montant du capital actions de la compagnie est de $99,900.00, divisé en 500 actions ordinaires de $100.00 chacune et 499 actions privilégiées de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Saint-Jean, district d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le premier jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13222-o L. DÉSILETS.

"Les Immeubles Langlois Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the first day of February, 1946, incorporating: Horace Boutin, accountant, André Sabourin, advocate, and Hortense Sabourin, stenographe, spinster, all of St. John's, district of Iberville, province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, purchase, secure, lease, build, construct or otherwise hold, use, improve, develop, manage, hypothecate, transfer, sell, exchange, dispose of and deal in real estate and immovable property of every description, franchises, licenses and any interest therein, and to erect, alter, repair and maintain, manage and administrate buildings, lots and other immovable property (or receive a revenue therefrom by means of rental or otherwise, or any rights and interest therein), under the name of "Les Immeubles Langlois Inc."

The amount of the capital stock of the company will be $99,900, divided into 500 common shares of $100 each and 499 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint John's, district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13222 Deputy Attorney General.

"Macdonald Smelting & Refining Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de février 1946, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, avocat et conseil en loi du Roi, Daniel Johnson, avocat, William Edwin Learned, banquier retiré, Frank Wright, comptable, Elizabeth Coutts, Claude Leroux et Helen Hague, tous trois filles majeures, sténographes, et tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, loyer, découverte, location ou autrement et détenir des mines, claims miniers, baux miniers, projets miniers, terrains miniers et droits miniers de toute description, et travailler, développer, exploiter et

"Macdonald Smelting & Refining Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1946, incorporating: Kenneth Albert Wilson, advocate and King's Counsel, Daniel Johnson, advocate, William Edwin Learned, retired banker, Frank Wright, accountant, Elisabeth Coutts, Claude Leroux and Helen Hague, all three spinsters, stenographers, and all of the city and District of Montreal, province of Quebec for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, hire, discovery, location or otherwise, and hold mines, mineral claims, mineral leases, prospects, mining land and mining rights of every description, and to work, develop, operate and turn the same to

les mettre en valeur et les vendre ou autrement en disposer ou d'aucun d'eux ou d'aucun intérêt en iceux;

Exercer le commerce d'une compagnie minière, de fonte, de broyage et d'affinage dans toutes ou aucune de ses spécialités, sous le nom de "Macdonald Smelting & Refining Company Limited", avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13187 L. DÉSILETS.

account and to sell or otherwise dispose of the same or any of them, or any interest therein;

To carry on the business of a mining, smelting, milling and refining company in all or any of its branches, under the name "Macdonald Smelting & Refining Company Limited", with a total capital stock of $5,000,000.00, divided into 5,000,000 common shares of $1.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1946.

L. DESILETS,

13187-o Deputy Attorney General.

"McLean Lumber Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1946, constituant en corporation: Mortimer Ross Rubenstein, avocat, de la cité de Westmount, Winifred Margaret Whitehouse, secrétaire, fille majeure, et Dame Sylvia Chernoff, secrétaire, épouse séparée de biens de Leo Boloten et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, les deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois, propriétaires de scierie, atelier de fraisage, d'usine de travail du bois, moulin à bardeaux, moulin de pulpe, marchands de billots, travailleurs de bois et marchands de bois dans aucune et toutes leurs spécialités, sous le nom de "McLean Lumber Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13188 L. DÉSILETS.

"McLean Lumber Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1946, incorporating: Mortimer Ross Rubenstein, advocate of the City of Westmount, Winifred Margaret Whitehouse, secretary, spinster of the full age of majority, and Dame Sylvia Chernoff, secretary, wife separate as to property of Leo Boloten, and duly authorized by him for these presents, the two latter of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebdc, for the following purposes:

To carry on the business of timber merchants, saw mill, milling plant, woodworking plant, shingle mill, pulp mill owners, loggers, lumbermen and lumber merchants in any and all their branches, under the name of "McLean Lumber Ltd.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 2,000 common shares of a per value of $10.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13188-o Deputy Attorney General.

"Messageries Canadiennes Compagnie Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de février 1946, constituant en corporation: André Demers, avocat, de la cité d'Outremont, Claire Laferrière et Marcelle Carbonneau, sténographes, filles majeures et usant de leurs droits, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, distribuer en gros et en détail, manufacturer, acquérir, importer des journaux, des périodiques et autres matières imprimées et toutes marchandises ayant un caractère similaire et analogue, et de faire affaires comme éditeurs de journaux, de revues, de magazines, de livres et de travaux littéraires, et imprimer, publier, circuler, vendre ces choses; et d'inclure dans ses opérations, le commerce d'imprimeurs, de relieurs, de lithographie; d'exercer le commerce d'annonceurs, de dessinateurs; d'acheter et de vendre les espaces d'annonces, d'acquérir et d'opérer des franchises pour l'annonce; d'agir comme agent spécial pour les annonces, pour les publicistes, les imprimeurs et les journaux;

"Messageries Canadiennes Compagnie Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1946, incorporating: André Demers, advocate, of the city of Outremont, Claire Laferrière and Marcelle Carbonneau, stenographers, spinsters and in use of their rights, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, distribute, wholesale and retail, manufacture, acquire, import newspapers, periodicals and other printed matter and any merchandise of a like or similar nature, and to carry on the business of editors of newspapers, reviews, magazines, books and literary works, and to print, publish, circulate, sell the same; and to include in its business, that of printers, binders, and the lithography business; to carry on the business of advertisers, designers; to buy and sell advertising space, acquire and operate franchises for advertising; to act as special agent for advertisements, publicists, printers and newspapers;

Manufacturer, acheter, vendre, faire commerce d'enseignes, calendriers ou dans toutes matières servant à l'annonce commerciale ou autre, sous le nom de "Messageries canadiennes Compagnie Limitée", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13189-o L. DÉSILETS.

To manufacture, buy, sell and deal in signs, calendars or any other matter used for commercial or other advertising, under the name of "Messageries Canadiennes Compagnie Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13189 Deputy Attorney General.

"Metal Venitian Blinds & Furniture Co. Ltd"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour de février 1946, constituant en corporation: Arthur Turgeon, marchand, Yves Roy, notaire, tous deux de la cité de Lévis, district de Québec, et Joseph Grégoire, mécanicien, de Sts-Anges, district de Beauce, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire manufacturer, fabriquer, réparer, acheter ou autrement acquérir, vendre, échanger, importer, exporter, aliéner, négocier des stores vénitiens en acier et accessoires;

Manufacturer, faire manufacturer, fabriquer, réparer, acheter ou autrement acquérir, vendre échanger, importer, exporter, aliéner, négocier des meubles en métal, en bois et accessoires, sous le nom de "Metal Venitian Blinds & Furniture Co. Ltd.", avec un capital total de $20,000.00 divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le septième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13190-o L. DÉSILETS.

"Metal Venitian Blinds & Furniture Co. Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, lettres patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1946, incorporating: Arthur Turgeon, merchant, Yves Roy, notary, both of the city of Lévis, district of Quebec, and Joseph Grégoire, mechanic, of Sts-Anges, district of Beauce, al of the province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, have manufactured, make, repair, buy or otherwise acquire, sell, exchange, import, export, dispose of, trade in steel venetian blinds and accessories;

To manufacture, have manufactured, make, repair, buy or otherwise acquire, sell, exchange, import, export, dispose of, trade in metal and wooden furniture and accessories under the name of "Metal Venitian Blinds & Furniture Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000 divised into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Levis, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13190 Deputy Attorney General.

"Montcalm Automobiles Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de février 1946, constituant en corporation: Jules-Edouard Précourt, gérant, de Sillery, Gustave Côté, gérant, et Jacques Arsenault, comptable, ces deux derniers de la cité de Québec, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de gros et de détail, d'automobiles neuves et usagés, pièces et accessoires, camions neufs et usagés, pièces et accessoires, tracteurs neufs et usagés, pièces et accessoires;

Importer, exporter, acheter, vendre, échanger et faire le commerce général d'automobiles, de camions, de tracteurs, de pièces et accessoires d'automobiles, de pneumatiques, de marchandises en caoutchouc, de marchandises en cuir, de chambres à air, de carrosseries, de gazoline, de pétroles, d'huiles, de lubrifiants, ainsi que marchandises, objets fabriqués, effets, outils, outillage et machinerie se rapportant au commerce de l'automobile, du camion et du tracteur;

Faire toute réparation d'automobiles, de moteurs, de carrosseries d'automobiles, et de toutes parties d'automobiles, de camions et de tracteurs, sous le nom de "Montcalm Automobiles Inc.", avec un capital total de $49,000.00, divisé en 490 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

"Montcalm Automobiles Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec bearing date the thirteenth day of February, 1946, incorporating: Jules-Édouard Précourt, manager, of Sillery, Gustave Côté, manager, and Jacques Arsenault, accountant, the two latter of the city of Quebec, all of the district of Quebec, province of Quebec, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail, in new and used automobiles, parts and accessories, new and used trucks, parts and accessories, new and used tractors, parts and accessories;

To import, export, purchase, sell, exchange and deal generally in automobiles, trucks, tractors, automobile parts and accessories, pneumatic accessories, rubber merchandise, leather merchandise, tubes, bodies, gasoline petroleum, oil, lubricants, and also merchandise, manufactured goods, wares, tools, equipment and machinery connected with the automobile, truck and tractor business;

To carry on the repairing of automobiles, motors, automobile bodies and of all automobile, truck and tractor parts, under the name of "Montcalm Automobiles Inc.", with a total capital stock of $49,000, divided into 490 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13223-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1946.

L. DESILETS,

13223 Deputy Attorney General.

"Modern Aluminum Products Co"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de février 1946, constituant en corporation: Pamphile Roy, entrepreneur, de la cité de Verdun, Léo Donatelli, contremaître-boulanger, et Fernand De Lisio, artiste, ces deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et en général faire commerce comme grossistes, négociants, détaillants, importateurs et exportateurs de tous ustensiles de cuisines en métal ou mélange d'icelui, de même que de tous autres objets en métal ou alliage de métal et matériaux;

Posséder et exploiter des fonderies, fours de fusion, ateliers, et entreprises semblables aux fins de fabriquer et manufacturer toutes sortes d'objets en métal et produits d'alliage de métaux, sous le nom de "Moderne Aluminum Products Co."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de quinze mille ($15,000.00) dollars.

Le capital-actions de la compagnie est divisé en quinze cents actions ordinaires (1500) d'une valeur de dix dollars ($10.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13191-o L. DÉSILETS.

"Modern Aluminum Products Co"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1946, incorporating: Pamphile Roy, contractor, of the city of Verdun, Léo Donatelli, bakery foreman, and Fernand De Lisio, artist, these two latter of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal generally as wholesalers, traders in, retailers, importers and exporters of all kinds of kitchen utensils in metal or combinations of same, likewise in any other objects in metal or metal alloys and materials;

To own and operate founderies, smelting furnaces, shops, and similar undertakings for the purpose of manufacturing and making all kinds of metal objects and products from metal alloys, under the name of "Modern Aluminum Products Co."

The amount of capital stock of the company will be fifteen thousand dollars ($15,000).

The capital stock of the empany will be divided into fifteen hundred (1500) common shares of a par value of ten dollars ($10) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1946.

L. DESILETS,

13191 Deputy Attorney General.

"National Bottling Works Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1946, constituant en corporation: Henry Leo Silverstone, avocat, Melvin Segal, mécanicien, et Doris Star, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'embouteillage de liqueurs douces, de breuvages non-alcooliques et gazeux, soit en gros ou en détail;

Manufacturer des sirops, mélanger, préparer et composer des sirops, essences, extraits et autres concentrés semblables dans le but de colorer et donner de la saveur aux liqueurs douces, sous le nom de "National Bottling Works Limiged", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Les actions ne seront pas transférées sans le consentement de la majorité des directeurs;

Tout appel au public pour souscrire à toutes actions ou débentures de la compagnie sera prohibé. Le nombre des actionnaires dans cette compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à 1428 rue Clark, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13192 L. DÉSILETS.

"National Bottling Works Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1946, incorporating: Henry Leo Silverstone, advocate, Melvin Segal, mechanic, and Doris Star, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of bottling soft drinks non-alcoholic and aerated beverages, whether wholesale or retail;

To manufacture syrups, to mix, prepare and compound syrup essences, extracts, and other similar concentrates for the purpose of coulouring and flavouring soft drink beverages, under the name of "National Bottling Works Limited", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The shares of the company shall not be transferred without the consent of a majority of the directors;

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company shall be prohibited. The number of shareholders in this Company shall be limited to twenty.

The head office of the Company will be at 1428 Clark Street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1946.

L. DESILETS,

13192-o Deputy Attorney General.

"Perfection Milking Machine Corporation (Quebec) Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour de février 1946, constituant en corporation: Albert Clément, voyageur de commerce, Irénée Clément, cultivateur, et Maurice Clément, voyageur de commerce, tous de St-Justin, district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Négocier, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et en général faire le commerce, en gros et en détail, à base de commission ou à titre d'agents ou de mandants, de trayeuses mécaniques, moteurs, pompes, machineries, et de tous accessoires et pièces d'iceux, sous le nom de "Perfection Milking Machine Corporation (Quebec) Limited", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Louiseville, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13193-o L. DÉSILETS.

"Perfection Milking Machine Corporation (Quebec) Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1946, incorporating: Albert Clément, commercial traveller, Irénée Clément, farmer, and Maurice Clément, commercial traveller, all of St-Justin, district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

To trade in, buy, sell, import, export, exchange and deal generally, wholesale and retail, on a commission basis or as principals or agents, in milking machines, motors, pumps, machinery and all the asceeories and parts for same under the name of "Perfection Milking Machine Corporation (Quebec) Limited", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Louiseville, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13193 Deputy Attorney General.

"Philmo Mfg. Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1946, constituant en corporation: Philip Lapkovsky, manufacturier, Maurice Hutkins, administrateur, Celia Cohen, sténographe, fille majeure, et Rola Heller, commis, fille majeure, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, tissus de coton, lainages, scieries, toiles et vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de couvre-pieds en chenille et autres produits en chenille, ensemble de bain, robes de maison, tapis, tentures et vêtements de sport, sous le nom de "Philmo Mfg. Inc.", avec un capital toal de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13194 L. DÉSILETS.

"Philmo Mfg. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1946, incorporating: Philip Lapkovsky, manufacturer, Maurice Hutkins, executive, Celia Cohen, stenographer, spinster, and Rola Heller, clerk, spinster, all of the City of Outremont, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of chenille bedspreads and other chenille products, bath sets, house coats, rugs, drapes and sportswear, under the name of "Philmo Mfg. Inc.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Date at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13194-o Deputy Attorney General.

"Plage & Parc des Ormes Limitée"
"Elm Park & Beach Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingtième jour de février 1946, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, étudiant en droit, Georges-E. Loiselle, avocat, et Berthe Daoust, secrétaire, célibataire majeure, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir des propriétés immobilières, urbaines et rurales ou des intérêts

"Plage & Parc des Ormes Limitée"
"Elm Park & Beach Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1946, incorporating: Bernard Desjarlais, law student, Georges E. Loiselle, advocate, and Berthe Daoust, secretary, spinster, all three of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire immovable properties, urbain and rural or interests or rights

et droits en icelles; les détenir, les subdiviser, les développer et les vendre; faire le commerce de toutes portions de terrains et propriétés ainsi acquises; les subdiviser en lots à bâtir; bâtir sur icelles pour fins résidentielles ou autrement, et détenir, louer, vendre ou autrement disposer de toutes telles bâtisses; exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour toutes sortes de constructions et de travaux, sous le nom de "Plage & Parc des Ormes Limitée — Elm Park & Beach Limited", avec un capital total de $49,900.00, divisé en 499 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingtième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13224-o L. DÉSILETS.

in same; to hold, subdivide, develop and sell the same; to deal with any portion of the land and property thus acquired; subdivide the same into building lots; build on same for residential or other purposes, and hold, lease, sell or otherwise dispose of any such buildings; to carry on the business of general contractors for all kinds of constructions and works, under the name of "Plage & Parc des Ormes Limitée — Elm Park & Beach Limited", with a total capital stock of $49,900, divided into 499 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13224 Deputy Attorney General.

"Restigouche Ferries Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de février 1946, constituant en corporation: J.-Roméo Allard, pilote, Dame Annette Beaulieu Allard, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-Roméo Allard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Hervé Allard, capitaine, tous trois de Cross Point, comté de Bonaventure, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, construire, fabriquer, posséder, louer, prendre à bail, réparer et utiliser aucuns bateaux ou vaisseaux, sous le nom de "Restigouche Ferries Ltd.", avec un capital total de $99,900.00, divisé en 999 actions de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cross Point, dans le district de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13195-o L. DÉSILETS.

"Restigouche Ferries Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1936, incorporating: J. Roméo Allard, pilot, Dame Annette Beaulieu Allard, wife separate as to property by marriage contract of said J. Roméo Allard, and duly authorized by him for the purposes hereof, and Hervé Allard, captain, all three of Cross Point, county of Bonaventure, province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, construct, make, own, lease, repair and use any boats or ships, under the name of "Restigouche Ferries Ltd.", with a total capital stock of $99,900, divided into 999 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cross Point, district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13195 Deputy Attorney General.

"Richelieu Industries Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de février 1946, constituant en corporation: Ben Bernstein, conseil en loi du Roi, Hyman Baker et Allan Marcus, tous avocats des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois de construction, marchands de bois de charpente, propriétaires de scierie, et acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer, exporter et faire le commerce de bois de charpente et de bois de toutes sortes et les plastiques, et manufacturer et faire le commerce d'articles de toutes sortes dans la fabrication desquels le bois de charpente ou le bois ou le plastique est utilisé et de tous articles qui peuvent être faits ou extraits du bois ou des produits des déchets du bois, sous le nom de "Richelieu Industries Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jean, district d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13196 L. DÉSILETS.

"Richelieu Industries Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1946, incorporating: Ben Bernstein, King's Counsel, Hyman Baker, and Allan Marcus, all advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of lumber operators, timber merchants, saw-mill proprietors, and to buy, sell, prepare for market, manufacture, import, export and deal in timber and wood of all kinds, and plastics, and to manufacture and deal in articles of all kinds in the manufacture of which timber or wood or plastic is used, and all articles that can be made from or extracted from wood or the waste products of wood, under the name of "Richelieu Industries Limited", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at St. John, in the District of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13196-o Deputy Attorney General.

"Robert Gordon Company Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de février 1946, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, avocats, et Lillian Lipsey, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, échanger, exporter, importer, faire le commerce et distribuer de la machinerie, ferronnerie, outils, meubles, fournitures et accessoires de bureaux, installations de toutes sortes et matériaux et accessoires de construction, sous le nom de "Robert Gordon Company Ltd.", avec un capital total de $99,900, divisé en 9,890 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13197 L. DÉSILETS.

"Robert Gordon Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1946, incorporating: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, advocates, and Lillian Lipsey, secretary fille majeure, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, exchange, export, import, deal in and distribute machinery, hardware, tools, furniture, office appliances and supplies, equipment of all kinds and building materials and supplies, under the name of "Robert Gordon Company Ltd.", with a total capital stock of $99,900.00, divided into 9,890 preferred whares of the par value of $10.00 each, and 100 common shares of the par value of $10.00 each.

The head office of the Company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13197-o Deputy Attorney General.

"Routes du Nord, Inc."
"Northern Highways, Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de février 1946, constituant en corporation sans capital-actions: René Parent, Alphonse-Joseph Duhamel, merchands, et Roland Liboiron, courtier en assurances, tous trois de Ste-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, province de Québec, dans les buts suivants:

Coopérer avec les autorités municipales, provinciales et fédérales, dans l'étude et la solution des problèmes du tourisme, de l'hôtellerie, de l'industrie et du commerce;

Coopérer avec les autorités provinciales et municipales et corps publics pour l'entretien des routes d'hiver dans diverses régions de la province et, notamment, dans les comtés de Terrebonne, Argenteuil, Montcalm et Labelle, sous le nom de "Routes du Nord, Inc." — Northern Highways, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille ($50,000.00) dollars.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Agathe-des-Monts, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13198-o L. DÉSILETS.

"Routes du Nord, Inc."
"Northern Highways, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: René Parent, Alphonse-Joseph Duhamel, merchants, and Roland Liboiron, insurance broker, all three of Ste-Agathe-des-Monts, district of Terrebonne, province of Quebec, for the following purposes:

To cooperate with the municipal, provincial and federal authorities, in the study and solution of problems concerning tourist-travel, hostelry, trade and commerce;

To cooperate with the provincial and municipal authorities and public bodies with regard to the maintenance of winter roads in various regions of the province and, in particular, in the counties of Terrebonne, Argenteuil, Montcalm and Labelle, under the name of "Routes du Nord, Inc." — "Northern Highways, Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars ($50,000).

The head office of the corporation will be at Sainte-Agathe-des-Monts, district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13198 Deputy Attorney General.

"Sainte-Adèle Building Products Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de février 1946, constituant en corporation: Lantier-H. Rolland, Olivier Rolland, industriels, et Lucien-G. Rolland, ingénieur civil, tous trois domiciliés à Mont-Rolland, dans le comté de Terrebonne, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de quincaillerie et de matériaux de construction de

"Sainte-Adèle Building Products Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1946, incorporating: Lantier-H. Rolland, Olivier Rolland, manufacturers, and Lucien G. Rolland, civil engineer, all three domiciled at Mont-Rolland, in the county of Terrebonne, province of Quebec, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail, in hardware and building materials, of any kind whatsoever. To

quelque nature que ce soit. Fabriquer, acheter ou autrement acquérir, vendre, louer, toutes sortes d'articles de ferronnerie, appareils de chauffage, fer, acier ou tous autres métaux ou machineries, outils et accessoires et matériaux pour la vapeur, le gaz, l'électricité, l'eau, l'huile, les articles de ménage et de sport;

Exercer l'industrie d'entrepreneurs pour la construction, la réparation de maisons, édifices ou bâtisses de toutes sortes et conclure des contrats à telles fins et les exécuter, ou sous-louer tels contrats à d'autres entrepreneurs, en tout ou en partie, sous le nom de "Sainte-Adèle Building Products Incorporated", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 2000 actions de $10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Rolland, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13199-o L. DÉSILETS.

manufacture, purchase or otherwise acquire, sell, lease all kinds of ironware articles, heating apparatus, iron, steel or other metals or machinery, tools and accessories, and materials, for steam, gas, electricity, water, oil, household supplies and sport goods;

To carry on business as contractors for the building and repairing of houses, structures or buildings of every kind, and enter into contract for such purposes and to carry out the same, or sublet such contracts to other contractors, in whole or in part, under the name of "Sainte-Adèle Building Products Incorporated", with a total capital stock of $20,000, divided into 2000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Mont-Rolland, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13199 Deputy Attorney General.

"City Refrigeration Service Ltd." "Service de Réfrigération Urbain Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de février 1946, constituant en corporation: André Blanchard, J.-Bruno Lacerte, de la cité de Montréal, Joseph Bastien, de la cité d'Outremont, et Joseph-Armand Bonny, de Ville St-Laurent, tous marchands, du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer la fabrication, l'industrie, le commerce, l'importation et l'exportation de refrigerateurs, glacières, cabinets pour crème glacée, radios, machines à laver, systèmes de chauffage, d'air conditionné, de ventilation, d'acclimatation ou tous appareils semblables, ou autres et en exercer le commerce en gros ou en detail;

Manufacturer, acheter, vendre, louer, arrenter, réparer et exploiter aucun et tous appareils ou machineries pour la fabrication, génération, emmagasinage, accumulation, transmission ou distribution d'aucun ou tous types de courants électriques et aucun et toutes sortes de machineries, appareils, accessoires ou installations électriques de toute nature ou espèce quelconque, sous le nom de "City Refrigeration Service Ltd." — "Service de Refrigeration Urbain Ltée", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions communes de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13225-o L. DÉSILETS.

"City Refrigeration Service Ltd." "Service de Réfrigération Urbain Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1946, incorporating: André Blanchard, J.-Bruno Lacerte, of the city of Montreal, Joseph Bastien, of the city of Outremont, and Joseph-Armand Bonny, of the town of St-Laurent, all merchants of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the manufacture, industry, business, importation and exportation of refrigerators, ice-boxes, ice-cream cabinets, radios, washing machines, heating systems, air conditioning, ventilation, acclimatizing, or any similar or other apparatus and to deal therein wholesale or retail;

To manufacture, purchase, sell, lease, rent, repair and operate all and any apparatus and machineries for the manufacture, generating, storage, accumulation, transmission or distribution of all and any types of electric current, and all or any kind of electric machinery, apparatus, appliances or installations of any nature or sort whatever, under the name of "City Refrigeration Service Ltd." — "Service de Réfrigération Urbain Ltée", with a total capital stock of 120,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13225 Deputy Attorney General.

"Smith-Chicoine Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1946, constituant en corporation: Jean-Hubert Chicoine, importateur et exportateur, de la cité de Montréal, Erskine Buchanan, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous deux du district de Montréal, et Alexander Harcourt Carington Smith, marchand, des cité et district de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

"Smith-Chicoine Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1946, incorporating: Jean-Hubert Chicoine, importer and exporter, of the city of Montreal, Ershine Buchanam, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, both of the district of Montreal, and Alexander Harcourt Carington Smith, merchant, of the city and district of Quebec, all in the province of Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, marchands et négociants à forfait en gros et en détail, agents à commission et distributeurs de marchandises et matières manufacturées, dispositifs de maison, produits alimentaires, lait en boîte, liqueurs, articles vestimentaires, jouets et matières premières de toutes descriptions, métaux, teintures, articles de toilette, parfums, huiles essentielles et huiles comestibles;

Acquérir les commerces comme des firmes en exploitation de Smith-Scott Reg'd, importateurs, et/ou de Frederic Chicoine, importateurs et exportateurs, tous deux exercés auparavant dans la cité de Québec, et payer pour ces commerces, ou l'un ou l'autre, soit en entier ou en partie, par l'émission d'actions acquittées, sous le nom de "Smith-Chicoine Limited".

Le capital-actions autorisé de la compagnie sera divisé en trois cents (300) actions, dont cent (100) actions seront privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars ($100) chacune et deux cents (200) actions seront sans valeur nominale ou au pair;

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de deux mille dollars ($2,000).

Aucun actionnaire ne pourra transférer sa part sans le consentement formel des directeurs signifié par une résolution passée par le bureau de direction;

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt;

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13200 L. DESILETS.

To carry on the trade of importers, exporters, wholesale and retail dealers and jobbers, commission agents and distributors of manufactured goods and materials, household appliances, food stuffs, canned milk, liquors, articles of wearing apparel, toys and raw materials of all descriptions, metals, dyes, toilet articles, perfumes, essential oils and edible oils;

To acquire the businesses, as going concerns, of Smith-Scott Reg'd., importers, and/or Frederic Chicoine, importers and exporters, both carried on formerly in the city of Quebec, and to pay for such businesses, or either of them, either wholly or partly, by the issue of paid-up shares, under the name of "Smith-Chicoine Limited."

The authorized capital stock of the company will be divided into three hundred (300) shares, of which one hundred (100) shares shall be preferred shares of the par value of one hundred dollars ($100.) each, and two hundred (200) shares shall be shares without nominal or par value;

The amount with which the company will commence operations will be two thousand dollars ($2,000.00).

No shareholder shall, without the express sanction of directors to be signified by resolution passed by the Board, transfer his share;

The number of shareholders shall be limited to twenty;

The head office of the Company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1946.

L. DESILETS,

13200-o Deputy Attorney General.

"The Lakeshore News Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de février 1946, constituant en corporation: Walter R. Legge, éditeur, de la cité de Granby, district de Bedford, John A. Freeman, gérant, et Helen K. Legge, épouse séparée de biens de John A. Freeman et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, les deux derniers de la ville de Pointe-Claire, district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Publier un journal et généralement entreprendre le commerce de publication;

Diriger un commerce d'imprimerie de travaux généraux et commerciaux, et de tous les travaux généralement faits dans l'industrie de l'imprimerie;

S'occuper de l'achat et de la vente en gros et en détail de la papeterie et des accessoires d'imprimerie, sous le nom de "The Lakeshore News Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-Claire, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13201 L. DESILETS.

"The Lakeshore News Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1946, incorporating: Walter R. Legge, publisher, of the city of Granby, district of Bedford, John A. Freeman, manager, and Helen K. Legge, wife separate as to property of John A. Freeman, and duly authorized by him for these presents, the two latter of the Town of Pointe-Claire, district of Montreal, all of the province of Quebec, for the following purposes:

To publish a newspaper and to enter generally into the publishing business;

To conduct a general job, and commercial printing business, and all the work generally done in the printing industry;

To engage in the retail and wholesale purchase and sale of stationery and printing supplies, under the name of "The Lakeshore News Limited", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the company will be at Pointe-Claire, in the district of Montreal'

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1946.

L. DESILETS,

13201-o Deputy Attorney General.

"Timely Menswear Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

"Timely Menswear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the prov-

gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février 1946, constituant en corporation: Samuel Sax, manufacturier, June Kirlin, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Rola Heller, commis, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans le buts suivants.

Manufacturer, produire, acquérir, acheter, détenir, importer, vendre, exporter ou autrement disposer de toutes sortes de vêtements, vêtements de sport mercerie vêtement et accessoires, marhandises sèches, textiles, produits textiles, nouveautés et tous articles faits de textiles, tissus, caoutchouc, bois, plastique, verre, aluminium ou métal; filer, tisser, manufacturer, produire, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine et autres textiles; exercer le commerce de courtiers à commission, agents de manufacturiers, acheteurs d'importation et d'exportation, grossistes et détaillants de toutes sortes d'habits, vêtements et accessoires, vêtements de sport et tous articles faits de textiles, tissus, caoutchouc, bois, plastique, verre, aluminium, sous le nom de "Timely Menswear Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13202 L. DÉSILETS.

ince of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1946, incorporating: Samuel Sax, manufacturer, June Kirlin, stenographer, spinster, both of the city of Montreal, and Rola Heller, clerk, spinster, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, acquire, purchase, hold, import, sell, export or otherwise dispose of all kinds of clothing, sportswear, haberdashery, wearing apparel and accessoiries, dry goods, textiles, textile products, novelties and all articles made out of textiles, fabrics, rubber, wood, plastic, glass, aluminium or metal; to spin, weave, manufacture, produce, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool and other textiles; to carry on the business of commission brokers, manufacturers' agents, export and import buyers, wholesalers and retailers of all kinds of clothing, wearing apparel and accessories, sportwsear and haberdashery, dry goods, textiles, textile products, novelties and all articles made out of textiles, fabrics, rubber, wood, plastic, glass, aluminium, under the name of "Timely Menswear Inc.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 shares of $100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the eistrict of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13202-o Deputy Attorney General.

"Triple S. Sportswear Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de février 1946, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, C. R., Michael C. Herman, avocats, et Libby Turner, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, importateurs et exportateurs, marchands et négociants en gros et en détail de vêtements de sport pour dames, demoiselles, enfants et adolescents, vêtements pour la plage, costumes de sport, ensemble de ski, jupes, blouses, gilets, costumes deux pièces, man eaux (topper), imperméables, manteaux non-garnis, tuniques, jaquettes (jerkins), manteaux réversibles, soieries, satins, lainages, garnitures pour tailleurs et tissus textiles de toutes sortes, et en général des étoffes et articles en coton, pyjamas, coupe-vent, culottes; exercer tous ou aucun des commerces de drapiers, tailleurs, costumiers, marchands de modes, manufacturiers, importateurs et marchands en gros et en détail de coton et tissus textiles de toutes sortes, garnitures de robes, galons, cordons, ornements, dentelles, boutons, nouveautés et vêtements de toute description, sous le nom de "Triple S. Sportswear Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13203 L. DÉSILETS.

"Triple S. Sportswear Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1946, incorporating: Louis H. Rohrlick, K. C., Michael C. Herman, advocates, and Libby Turner, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, importers, and exporters, wholesale and retail dealers and jobbers in ladies', misses' junior and teen age sportswear, beachwear, slack suits, ski outfits, skirts, blouses, jackets, two piece suits, toppers, raincoats, untrimmed coats, jumpers, jerkins, reversable rain coats, silks, satins, woollens, tailors' trimmings and textile fabrics of all kinds, cloth and cotton goods generally, pyjamas, windbreakers, breaches; to carry on all or any of the business of clothiers, tailors, milliners, costumers, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers in cotton and textile fabrics of all kinds, dress trimmings, braids, cord, ornaments, laces, buttons, novelties and wearing apparel of every description, under the name of "Triple S. Sportswear Ltd.", with a total capital stock of $20,000.00, divided into 200 common shares of $100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13203-o Deputy Attorney General.

"V. Dionne & Fils Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour de février 1946, constituant en corporation: Gérard Dionne, de Saint-Georges-de-Beauce, district de Beauce, Bernard Dionne, de Garthby Station, et Charles Dionne, de la cité de Sherbrooke, ces deux derniers du district de St-François, tous négociants, de la province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, échanger, vendre, importer et exporter des machines aratoires et des instruments agricoles, des machineries et des fournitures pour les beurreries, fromageries, et laiteries, et tous dispositifs, appareils, préparations et marchandises quelconques servant à la préparation et à la transformation de tous les produits laitiers et agricoles, sous le nom de "V. Dionne & Fils Limitée", avec un capital total de $297,950.00, divisé en 2950 actions communes d'une valeur de $1.00, et 2950 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13204-o L. DÉSILETS.

"V. Dionne & Fils Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1946, incorporating: Gérard Dionne, of Saint-Georges-de-Beauce, district of Beauce, Bernard Dionne, of Garthby Station, and Charles Dionne, of the city of Sherbrooke, these two latter of the district of Saint-Francis, all traders, of the province of Quebec, for the following purposes

To manufacture, buy, exchange, sell, import and export farm machinery and agricultural implements, machinery and supplies for butter and cheese factories, creameries and dairies, and any devices, apparatus, preparations and merchandise whatsoever used in the preparation and transformation of all dairy and farm products, under the name of "V. Dionne & Fils Limitée", with a total capital stock of $297,950, divided into 2950 common shares of a value of $1, and 2950 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13204 Deputy Attorney General.

"Lacolle Shirt Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de février 1946, constituant en corporation : Victor Moreau, photographe, de la cité de St-Jean, Maurice-J. Demers, avocat, et Estelle Chaput, sténographe, ces deux derniers de la cité d'Iberville, tous du district d'Iberville, Province de Québec, dans les buts suivants :

D'exercer le commerce de manufacturiers, importateurs, exportateurs, commerce en gros et en detail de marchandises seches et plus particulièrement et sans y être limités, manufacturer, tailler, confectionner, importer et exporter des chemises, faux-cols, cravates, sous-vêtements de quelque nature que ce soit et d'entreprendre toutes sortes de travaux ayant rapport à la confection, l'achat et la vente des susdites marchandises, sous le nom de " Lacolle Shirt Ltd. ", avec un capital total de $20,000.00, divisé en 200 actions de $100.00 chacune.

Le siege social de la compagnie sera à Lacolle, dans le district d'Iberville.

Daté du bureau du procureur général, le treizième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13243-o L. DÉSILETS.

"Lacolle Shirt Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1946, incorporating : Victor Moreau, photographer, of the city of St. Johns Maurice J. Demers, advocate, and Estelle Chaput, stenographer, these two latter of the city of Iberville, all of the district of Iberville, Province of Quebec, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturers, importers, exporters, wholesale and retail drygoods merchants and more particularly and without being limited therein, to manufacture, cut, make-up, import and export shirts, collars, ties, underwear of every kind whatsoever and to undertake all sorts of works connected with the making, buying and selling of the aforesaid merchandise, under the name of " Lacolle Shirt Ltd. ", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the copany will be at Lacolle, district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General this thirteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13243 Deputy Attorney General

"Les Établissements Notre-Dame"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions, de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de février 1946, constituant en corporation sans capital-actions : Son Excellence Monseigneur J.-Conrad Chaumont, évêque auxiliaire de Montréal, C.-Donat Turcotte, gérant au service de la Commission Hydro-Québec, Charles Champoux avocat et conseil en Loi du Roi, Victor Pelletier, comptable-public-liciencié, tous quatre de la cité

"Les Établissements Notre-Dame"

Notice is hereby given that under Part II of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1946, to incoporate as a corporation without share capital : His Excellency Monsignor J. Conrad Chaumont, auxiliary bishop of Montreal, C. Donat Turcotte, manager in the service of the Quebec Hydro Commission, Charles Champoux, advocate and King's Counsel, Victor Pelletier, licensed public accountant, all four of the city of Montreal, and Doctor

de Montréal, et le docteur Daniel Plouffe, surintendant de l'Hôpital des aliénés criminels, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Promouvoir le bien-être des épileptiques, des malades et des convalescents dans la province de Québec, par l'encouragement et la coordination de tous les efforts publics et privés en leur faveur, sous le nom de " Les Établissements Notre-Dame ".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est d'un million de dollars ($1,000,000.00).

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13244-o L. DÉSILETS.

Daniel Plouffe, superintendant of the Hospital for the criminally insane, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To promote the welfare of epileptics, the sick and convalescents in the Province of Quebec by the encouragement and coordination of all public and private efforts in their favour, under the name of " Les Établissements Notre-Dame ".

The amount to which the immovable property which the corporation may posses is to be limited, is one million dollars ($1,000,000).

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13244 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Adam Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorzième jour de février 1946, changeant le nom de la compagnie "Adam & Audelin Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 novembre 1935, sous le nom de "Audelin Ltée", en celui de: "Adam Limitée".

Daté du bureau du Procureur Général, le quatorzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13205-o L. DÉSILETS.

"Blocs de Ciment Pressé, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Quebec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinquième jour de février 1946, changeant le nom de la compagnie " Bertrand et Duchesneau, Limitée ", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 janvier 1946, en celui de : " Blocs de Ciment Pressé, Ltée ".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur Général,
13206-o L. DÉSILETS.

"Construction Quemont Inc." "Quemont Construction Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douzième jour de février 1946, à la compagnie " Construction Quemont Inc. " — " Quemont Construction Inc. " étendant ses pouvoirs aux objets additionnels suivants :

Acquérir, louer et opérer des usines pour la fabrication de mélanges bitumineux, d'agrégats de béton et de matériaux de routes.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur Général,
13207-o L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

"Adam Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of February, 1946, were issued by the Lieutenant-governor of the province of Quebec, changing the name of the company "Adam & Audelin Ltée" incorporated by letters patent dated November 30, 1935, under the name of "Audelin Ltée" to that of: "Adam Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13205 Deputy Attorney General.

"Blocs de Ciment Pressé, Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-fifth day of February, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company " Bertrand et Duchesneau, Limitée ", incorporated by letters patent dated January 12, 1946, to that of " Blocs de Ciment Pressé, Ltée ".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13206 Deputy Attorney General.

"Construction Quemont Inc." "Quemont Construction Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of February, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company " Construction Quemont Inc. " — " Quemont Construction Inc. ", extending its powers to the following additional purposes :

To acquire, lease and operate plants for the manufacture of bituminous compounds, aggregates of concrete and road materials.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13207 Deputy Attorney General.

"Daltner's Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huitième jour de février 1946, changeant le nom de la compagnie " Glendale's Inc. ", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 novembre 1944, sous le nom de " Block s Incorporated ", en celui de : " Daltner's Ltd. "

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13208 L. DÉSILETS.

"Daltner's Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of February, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec changing the name of the company " Glendale's Inc. ", incorporated by letters patent dated November 4th, 1944, under the name of " Block's Incorporated ", into that of : " Daltner's Ltd. "

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13208-o Deputy Attorney General.

"D & L Construction Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentatires en date du treizième jour de février 1946, changeant le nom de la compagnie " Barrie Contracting Company Limited ", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 mai 1939, en celui de : " D & L Construction Company Limited ".

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13209 L. DÉSILETS.

"D & L Construction Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of February, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company " Barrie Contracting Company Limited ", incorporated by letters patent dated May 30th, 1939, into that of : " D & L Construction Company Limited ".

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13209-o Deputy Attorney General.

"Fashion Accessories Manufacturers Association Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treizième jour de février 1946, changeant le nom de " The Pleating & Embroidery Manufacturers Association Inc. ", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la troisième partie de ladite Loi et datées du 11 avril 1934, en celui de : " Fashion Accessories Manufacturers Association Inc. "

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13210 L. DÉSILETS.

"Fashion Accessories Manufacturers Association Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of February, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of " The Pleating & Embroidery Manufacturers Association Inc. ", incorporated by letters patent issued under Part III of the said Act and dated April 11th, 1934, into that of : " Fashion Accessories Manufacturers Association Inc. "

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1946.

L. DESILETS,

13210-o Deputy Attorney General.

"Galician Ladies Aid Association"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du septième jour de février 1946, changeant le nom de " Jewish Austrian Ladies Aid Association ", une corporation constituée en corporation par lettre patentes émises en vertu de la troisième partie de ladite Loi et datées du 27 juillet 1943, en celui de : " Galician Ladies Aid Association ".

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13211-o L. DÉSILETS.

"Galician Ladies Aid Association"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of February, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec changing the name of the " Jewish Austrian Ladies Aid Association ", a corporation incorporated by letters patent issued under Part III of the said Act and dated July 27th, 1943, into that of " Galician Ladies Aid Association ".

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13211-o Deputy Attorney General.

"Le Rouet Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du neuvième jour de février

"Le Rouet Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of February, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the com-

1946, à la compagnie " The Quebec Import and Trade Co. Ltd. " — " La Cie d'Importation et de Commerce du Québec Ltée " ratifiant 1°) son Règlement N° 4 augmentant le capital-actions de la compagnie de $1,000.00 à $49,000.00, par la création de 960 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $50.00 chacune ; 2°) son Règlement N° 5 augmentant les pouvoirs de la compagnie ; 3°) son Règlement N° 6 changeant le nom de la compagnie de " The Quebec Import and Trade Co. Ltd. " — " La Cie d'Importation et de Commerce du Québec Ltée " en celui de : " Le Rouet Limitée ".

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13212-o L. DÉSILETS.

pany " The Quebec Import and Trade Co. Ltd " — " La Cie d'Importation et de Commerce du Québec Ltée ", ratifying 1) its By-law No. 4 increasing the capital stock of the company from $1,000 to $49,000, by the creation of 960 additional common shares of the par value of $50 each ; 2) its By-law No. 5 increasing the powers of the company ; 3) its By-law No. 6 changing the name of the company " The Quebec Import and Trade Co. Ltd. " — " La Cie d'Importation et de Commerce du Québec Ltée " to that of : " Le Rouet Limitée ".

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13212 Deputy Attorney General.

"L'Habitation Sociale Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorzième jour de mars 1946, changeant le nom de la compagnie " La Société d'Habitation Familiale de Québec Inc. ' constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 mai 1945, en celui de : " L'Habitation Sociale Inc. "

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,
13213-o L. DÉSILETS.

"L'Habitation Sociale Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of March, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company " La Société d'Habitation Familiale de Québec Inc. " incorporated by letters patent dated May 28, 1945, to that of " L'Habitation Sociale Inc. "

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,
13213 Deputy Attorney General.

"Midland Motor Sales Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du cinquième jour de février 1946, changeant le nom de la compagnie " Paramount Motor Sales Inc. ", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 novembre 1945, en celui de : " Midland Motor Sales Inc. "

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13214 L. DÉSILETS.

"Midland Motor Sales Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fifth day of February, 1946, were issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company " Paramount Motor Sales Inc. ", incorporated by letters patent dated November 26th, 1945, into that of : " Midland Motor Sales Inc. "

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13214-o Deputy Attorney General.

"M. & W. Cloaks Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du septième jour de février 1946, changeant le nom de la compagnie " Maison Walters Inc. ", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 février 1937, en celui de : " M. & W. Cloaks Ltd. "

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13215 L. DÉSILETS.

"M. & W. Cloaks Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of February, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company " Maison Walters Inc". incorporated by letters patent dated February 11th, 1937, into that of : " M. & W. Cloaks Ltd. "

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13215-o Deputy Attorney General.

"Sportland Shoe Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-huitième jour de février 1946, à la compagnie " Sportland Shoe Company Limited ", ratifiant le règlement

"Sportland Shoe Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eighteenth day of February, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company " Sportland Shoe Company Limited ", ratifying the by-law of the said company increa-

de ladite compagnie augmentant son capital-actions de $20,000 à $40,000 par la création de 200 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13216-o L. DÉSILETS.

"Victoriaville Specialties Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du quatorzième jour de février 1946, à la compagnie " Victoriaville Specialties Company Limited ", ratifiant son règlement augmentant le capital-actions de la compagnie de $99,000.00 à $199,000.00 par la création de 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100.00 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorzième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,
13217-o L. DÉSILETS.

sing its capital stock from $20,000. to $40,000 by the creation of 200 additional common shares of the par value of $100. each.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13216-o Deputy Attorney General.

"Victoriaville Specialties Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of February, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company " Victoriaville Specialties Company Limited ", ratifying its by-law increasing the capital stock of the company from $99,000 to $199,000 by the creation of 1,000 preferred shares of the par value of $100 each, and enumerating the privileges to be attached to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February, 1946.

L. DÉSILETS,
13217 Deputy Attorney General.

Assemblée

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Avis aux Actionnaires

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle sera tenue aux bureaux de la compagnie Canadian Pacific Railway Company, Montréal, mercredi, le 17 avril 1946, à midi, pour élire deux directeurs représentant les obligataires et pour la transaction de toute autre affaire qui pourrait être régulièrement soumise à ladite assemblée.

Les actionnaires enregistrés le 1er mars peuvent assister et voter à l'assemblée.

Montréal, le 1er mars 1946.

Le Secrétaire,
13271-13-3 F. BRAMLEY.

Meeting

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Notice to Stockholders

Notice is hereby given that the Annual General Meeting will be held in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, the 17th April 1946, at 12 noon, to elect two Directors representing the Security Holders, and for such other business as may properly come before the said Meeting.

Stockholders of record on the 1st March may attend and vote.

Montreal, 1st March, 1946.

F. BRAMLEY,
13271-13-3-o Secretary.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1021

Québec, le 21 mars 1946.
Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT une nouvelle prolongation de la durée du décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et amendements, relatif à l'Industrie de la robe dans la province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail :

QUE le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et amendements, relatif à l'Industrie de la robe dans la province de Québec, soit de nouveau prolongé jusqu'au 1er juin 1946.

A. MORISSET,
13267-o Greffier du Conseil Exécutif.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1021

Quebec, March 21st, 1946
Present : The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING a further extension of the duration of the decree number 3519, of September 24th, 1940, and amendments, relating to the dress industry in the Province.

IT IS ORDAINED, upon the recommandation of the Honourable Minister of Labour :

THAT the decree number 3519, of September 24th, 1940, as amended, relating to the dress industry in the Province of Quebec, be again extended until June 1st, 1946.

A. MORISSET,
13267-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1024

Québec, le 21 mars 1946.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la limite de prise journalière du poisson, pour chaque pêcheur, dans la Réserve de Pêche de la Route Mont-Laurier-Senneterre.

ATTENDU QU'en vertu de l'ordre en Conseil numéro 1066, en date du 2 mai 1941, la prise journalière du poisson a été limitée pour chaque pêcheur, dans la Réserve de Pêche de la Route Mont-Laurier-Senneterre, comme suit :

" Personne n'est autorisé, pendant une journée de pêche, à prendre plus de 10 dorés, 10 brochets, 5 touladis ou truites grises, et 40 truites mouchetées ou 15 livres, plus un poisson ".

ATTENDU QUE le nombre des pêcheurs n'a cessé d'augmenter chaque année dans cette Réserve de Pêche et qu'il y a maintenant lieu, en vue de protéger le poisson pour l'avenir, de limiter davantage la prise journalière.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries :

QUE, à compter du jour de la publication de cet ordre en Conseil dans la Gazette Officielle, la disposition précitée soit remplacée par la suivante :

" Personne n'est autorisé, pendant une journée de pêche, à prendre plus de 10 dorés, ou 10 brochets, ou 5 touladis ou truites grises, ou encore 40 truites mouchetées ou 15 livres, plus un poisson ".

QUE l'ordre en Conseil numéro 4828, en date du 15 novembre 1945, soit amendé en substituant, dans les paragraphes 8 et 10 les mots : " est ", au lieu du mot : " ouest ".

A. MORISSET,
13249-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1024

Quebec, March 21, 1946.

Present : The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the limit of the daily catch of fish for each angler, in the Mont-Laurier-Senneterre Highway Fishing Reserve.

WHEREAS in virtue of the Order in Council number 1066, dated May 2, 1941, the daily catch of fish was limited for each angler, in the Mont-Laurier-Senneterre Highway Fishing Reserve, as follows :

" No one shall have the right, during one day's fishing, to take more than 10 dorés, 10 pike, 5 " Touladis " or grey trout, and 40 speckled trout or 15 pounds, plus one fish ".

WHEREAS the number of anglers has not ceased to increase each year in the said Fishing Reserve and that it is now expedient, with a view to protecting the fish for the future, to further limit the daily catch.

IT IS CONSEQUENTLY ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries :

THAT, on and from the day of the publication of the present Order in Council in the Official Gazette, the foregoing provision be replaced by the following :

" No one shall have the right, during one day's fishing, to take more than 10 dorés, or 10 pike, or 5 " touladis " or grey trout, or again 40 speckled trout or 15 pounds, plus one fish ".

That the Order in Council Number 4828, dated the 15th of November, 1945, be amended by substituting, in paragraphs 8 and 10 words : " East ", in place of the word " West ".

A. MORISSET,
13249 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1020

Québec, le 21 mars 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'Industrie et aux Métiers de la Construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 398 du 5 février 1944 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 décembre 1945;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU que le Conseil régional du Travail en temps de guerre pour le Québec a avisé le ministère en date du 8 mars 1946, que la décision du Conseil national du Travail en temps de guerre, en date du 26 janvier 1945, ordonnant une

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1020

Quebec, March 21st, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the construction industry and trades in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Building Trades Joint Committee of Montreal has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 398, of February 5th, 1944, and amendments, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec *Official Gazette* on December 22nd, 1945;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the Regional War Labour Board has notified the Department on March 8th, 1946, that the decision of the National War Labour Board dated January 26th, 1945, ordering an increase of $0.01 per hour in the rates of the

augmentation de 0.01c de l'heure dans les taux des employés engagés dans l'industrie de la construction, s'appliquait également aux journaliers (ouvriers non qualifiés);

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret numéro 398 soit modifié de la façon suivante:

Les mots "sauf pour les journaliers (ouvriers non qualifiés)", mentionnés à la fin de l'article XX-A, sont radiés afin de permettre à cette classification de salariés de bénéficier de ladite augmentation.

A. MORISSET,
13266-o Greffier du Conseil Exécutif.

employees of the construction industry, also applied to labourers (common workers);

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 398, be amended as follows:

The words "except for labourers (common workers)", mentioned at the end of section XX-A, are striken off in order to permit this category of employees to benefit by the said increase.

A. MORISSET,
13266-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

AVIS PUBLIC

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE MONTMORENCY
COMTÉ DE QUÉBEC

Avis est donné qu'à sa séance du 4 mars 1946, le Conseil municipal du Village de Montmorency a décidé par résolution de demander au Lieutenant-Gouverneur en conseil l'émission de lettres patentes érigeant le territoire de cette municipalité en municipalité de Ville, sous le nom de "Ville de Montmorency", sous l'empire de la Loi des Cités et Villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chap. 233).

Le territoire de la nouvelle municipalité sera le même que celui de l'ancienne.

Le chiffre actuel de la population du Village de Montmorency, tel qu'établi par le recensement ordonné par le Conseil, est de 5,813.

Donné au Village de Montmorency, ce 5 mars 1946.

Le Secrétaire-trésorier de la Corporation municipale du Village de Montmorency.

12967-10-4-o J.-Ed. GODREAULT.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de " Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Alexis-de-Montcalm ", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Alexis, district de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13245-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que, par arrêté ministériel en date du 21 mars 1946, les règlements numéros 1 à 5 inclusivement de " Les Établissements Notre-Dame ", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 2 mars 1946, ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13251-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

PUBLIC NOTICE

MUNICIPALITY OF MONTMORENCY VILLAGE,
COUNTY OF QUEBEC

Notice is given that, at its sitting of March 4th, 1946, the Municipal Council of Montmorency Village voted a resolution so as to obtain from the Lieutenant-Governor in Council letters patent erecting the territory of said Montmorency Village into a town municipality, named "Town of Montmorency", under the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chap. 233).

The boundaries of said municipality remain the same.

The actual population of Montmorency Village, as established by the census ordered by the Council, is 5,813.

Dated at Montmorency Village, this March 5th, 1946.

J.-ED. GODREAULT,
Secretary-treasurer of the Municipal Corporation of Montmorency
12967-10-4-o Village.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of " Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Alexis de Montcalm ", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 4th, 1946.

The principal place of business of the professional syndicate is at St-Alexis, district of Joliette.

JEAN BRUCHÉSI,
13245-0 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated March 21, 1946, By-laws numbers 1 to 5 inclusively of " Les Établissements Notre-Dame" as adopted at the meeting held on March 2, 1946, have been approved, and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, March 25, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13251 Under Secretary of the Province.

"COMPAGNIE AMÉRICAL LIMITÉE"

Extrait des règlements de la "Compagnie Américal Limitée" concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq :

"Règlement N° 1 — La compagnie sera dirigée par cinq directeurs, nommés annuellement à une assemblée générale, à laquelle auront été convoqués, par avis écrit, tous les directeurs et les actionnaires de la compagnie."

Montréal, le 1er mars 1946.

Copie conforme Le Secrétaire-trésorier,
13226-o ALPHONSE MAROIS.

"COMPAGNIE AMÉRICAL LIMITÉE"

Except from the By-laws of "Compagnie Américal Limitée" respecting the increase in the number of directors from three to five :

"By-law No. 1 — The company will be managed by five directors, appointed annually, at a general meeting, to which shall have been called, by written notice, all the directors and shareholders of the company."

Montreal, March 1st, 1946.

True Copy. ALPHONSE MAROIS,
13226 Secretary Treasurer.

"LA COMPAGNIE D'AQUEDUC DE LA PAROISSE STE-BRIGITTE-DES-SAULTS"

Avis est par les présentes donné que "La Compagnie d'Aqueduc de la Paroisse Ste-Brigitte-des-Saults", compagnie formée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de gaz et d'eau (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 294), s'est dûment conformée aux formalités prescrites par les articles concernant la formation de telles compagnies.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 16 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13227-o JEAN BRUCHÉSI.

"LA COMPAGNIE D'AQUEDUC DE LA PAROISSE STE-BRIGITTE-DES-SAULTS"

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Aqueduc de la Paroisse Ste-Brigitte-des-Saults", a company formed under the provisions of the Gas and Water Companies Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 294) has duly complied with the formalities prescribed by the sections concerning the formation of such companies.

Given at the office of the Provincial Secretary, March 16th, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13227 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Bois Francs", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 12 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Victoriaville, district d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13228-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Bois Francs" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 12th 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Victoriaville, district of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
13228 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Notre-Dame-du-Sacré-Cœur district de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13229-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 4th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, district of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,
13229 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le trosième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif d'Acton Vale", en date du 2 mars 1946, dont le siège social est à Acton Vale, comté de Bagot et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13234-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndacate "Syndicat Coopératif d'Acton Vale" under date the second day of March, 1946, whereof the head office is at Acton Vale, county of Bagot, and that the said document has been filed in the archive of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13234 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de " Le Syndicat de l'U. C. C. de Weedon " ,pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 8 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Weedon, district de St-François.

Le Sous-secrécaire de la Province,
13232-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le trosième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif " Syndicat Achat et Vente Produit Agricole ", en date du 11 mars 1946, dont le siège social est à St-Samuel, comté de Nicolet, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 mars 1946.

13233-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le no " de " Association Canadienne des Chauffeurs d'Autobus Inc. ", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 14 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé dans la Cité de Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13235-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Sécrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif " Syndicat Coopératif d'Aqueduc de Jean-Vianney d'Ars ", en date du 23 septembre 1945, dont le siège social est à la Municipalité des Cantons Unis de Ditchfield et de Spaulding, comté de Frontenac, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 2 novembre 1945.

Le Sous-secrétire de la Province,
13236-o JEAN BRUCHÉSI.

" Mont Carmel Furniture Company Limited"

Extrait du règlement N°. 1 de la Mont Carmel Furniture Company Limited adopté à l'assemblée des directeurs le 22ième jour de janvier 1946 et approuvé par l'assemblée des actionnaires tenue le 2ième jour de février 1946, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à sept.

Règlement N°. 1

Article 7-C.--Lesa ffaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of " Le Syndicat de l'U. C. C. de Weedon " for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 8th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Weedon, district of St-Francis.

JEAN BRUCHÉSI,
13232 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Achat et Vente Produit Agricole " under date the 11th day of March, 1946, whereof the head office is at St-Samuel, county of Nicolet, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary this 15th of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13233 Under Secretary of the Province.

(NOTICE)

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of " Association Canadienne des Chauffeurs d'Autobus Inc ", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authrorized by the Provincial Secretary on March 14th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is in the city of Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
13235 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate " Syndicat Coopératif d'Aqueduc de Jean-Vianney d'Ars ", under date the twenty-third day of September, 1945, whereof the head office is at the Municipality of the United Townships of Ditchfield and Spaulding, county of Frontenac, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary this second day of November, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
13236 Under Secretary of the Province.

"Mont Carmel Furniture Company Limited"

Excerpt from By-law No. 1 of the Mont Carmel Furniture Company Limited, adopted at the directors' meeting of the 22nd day of Jauuary, 1946, and approved by the shareholders' meeting held the 2nd day of February, 1946, concerning the increase in the number of directors from three to seven.

By-law No. 1

Article 7-C.--The affairs of the company will be managed by a board of directors composed of

de sept (7) actionnaires dûment qualifiés, de la compagnie, qui seront élus à l'assemblée générale annuelle des actionnaires.

Article 8.--Aux assemblées des directeurs le quorum sera de quatre (4) membres.

Le président,
ARMAND LEVESQUE.
Le secrétaire,
13247-o ROLAND PLOURDE.

seven (7) duly qualified shareholders of the company, who will be elected at the general annual meeting of the shareholders.

Article 8.--At the directors' meetings the quorum will be four (4) members.

ARMAND LEVESQUE,
President.
ROLAND PLOURDE,
13247 Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de " Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Brigide-d'Iberville ", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ste-Brigide-d'Iberville, district d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13240-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of " Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Brigide-d'Iberville " for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 21st, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ste-Brigide-d'Iberville, district of Iberville.

JEAN BRUCHÉSI,
13240 Under Secretary of the Province.

"The MacFarlane Footwear Co. Ltd."

Avis est donné que la Compagnie "The MacFarlane Footwear Co. Ltd." constituée en corporation par des Lettres Patentes de Québec en date du 28 décembre, 1945 a par règlement en date du 11 janvier, 1946 lequel a été dûment approuvé, ratifié et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires en date du 17 janvier, 1946, modifié son règlement N° 3 en augmentant le nombre des directeurs de trois à cinq.

Règlement N° 61 "Les affaires de la Compagnie seront administrées par un bureau de cinq directeurs".

Montréal, ce 15 février 1946.
(Sceau)

Le Secrétaire,
13241-o P.-E. BONNIER.

"The MacFarlane Footwear Co. Ltd."

Notice hereby given that the Company "The MacFarlane Footwear Co. Ltd." incorporated by Quebec Letters Patent dated the 28th of December 1945, has by a By-law passed on the 11th of January 1946 which has been duly ratified, approuved, and confirmed at a general special meeting of the shareholders on the 17th of January 1946 modified its By-Law No. 3 by increasing the number of its directors from 3 to 5:

"The affairs of the Company shall be administrated by a board of 5 directors.

Montreal, this February 15th, 1946.
(Seal)

P.-E. BONNIER,
13241-o Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de " Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Aimé ", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 22 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Kingsey Falls, district d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13252-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of " Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Aimé" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 22, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Kingsey Falls, district of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
13252 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de " Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Donat " pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 22 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Donat, district de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13253-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of " Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Donat " for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 22, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Donat, district of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,
13253 Under Secretary of the Province.

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire la nomination suivante:

RETURNING-OFFICER

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advise and consent of the Executive Council to appoint, by commission under the Great Seal, the person whose name follow:

District électoral Electoral District	Noms Names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Laval	Lavoie, René (a)	Étudiant en notariat. Notarial Student	562, rue Guisot Street, Montréal

(a) En remplacement de M. René Rivest, démissionnaire. (a) Replacing Mr. René Rivest, retired.

Le présent avis est donné conformément à l'article 19, de la Loi électorale de Québec.

Le Président général des élections,
13250-o FRANÇOIS DROUIN.

The present notice is given in conformity with Article 19, of the Quebec Election Act.

FRANÇOIS DROUIN.
13250-o Chief Returning-Officier.

AVIS

((Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de " Le Syndicat de l'U. C. C. de Saint-Samuel-de-Horton ", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Samuel, dans le district de Nicolet.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13230-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of " Le Syndicat de l'U. C. C. de Saint-Samuel-de-Horton " for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 15th, 1946.

The principal place of business of the said professional syn icate is at Saint-Samuel, in the district of Nicolet.

JEAN BRUCHÉSI,
13230 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de " Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Anne-du-Sault ", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 14 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Daveluyville, district d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13231 JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of " Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Anne-du-Sault ", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 14th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Daveluyville, district of Arthabaska.

JEAN BRUCHÉSI,
13231 Under Se retary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de " Union Canadienne des Employés Municipaux de Montréal ", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 14 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, dans le district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13237-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates's Act)

The formation of an association, under the name of " Union Canadienne des Employés Municipaux de Montréal " for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 14th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, in the district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
13237 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de " Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Félix ", pour

NOTICE

(Professional Syndicates ' Act)

The formation of an association under the name of " Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Félix ",

l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 mars 1946.

Le siège social du sundicat professionnel précité est situé à St-Félix-de-Valois, district de Joliette.

Le Sous-secrécaire de la Province,
13264-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de " Le Syndicat de l'U. C. C. de Saint-Frédéric ", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Frédéric, district de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13265-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Narcisse (Champlain)", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 19 mars 1946.

Le siège social du syndicat profession nel précité est situé à Saint-Narcisse, district des Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13258-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Joseph, Kamouraska", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Joseph, district de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13259-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Ouvriers d'Accumulateurs, Local N° 1, Saint-Jean", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Jean, district d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13260-o JEAN BRUCHÉSI.

for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March, 18th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Félix-de-Valois district of Joliette.

JEAN BRUCHÉSI,
13264 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of " Le Syndicat de l'U. C. C. de Saint-Frédéric ", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 18th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Frédéric, district of Beauce.

JEAN BRUCHÉSI,
13265 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Narcisse (Champlain)", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on March 19, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Narcisse, district of Trois-Rivières.

JEAN BRUCHÉSI,
13258 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Joseph, Kamouraska", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 26, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Joseph, district of Kamouraska.

JEAN BRUCHÉSI,
13259 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "L'Association Canadienne des Ouvriers d'Accumulateurs, Local N° 1, Saint-Jean" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on March 18, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint John's, district of Iberville.

JEAN BRUCHÉSI,
13260 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union Canadienne des Employés Municipaux de Valleyfield", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Valleyfield, district de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13261-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Servir", en date du 11 mars 1946, dont le siège social est à Montréal, district de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13262-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Travail de Taschereau", en date du 2 décembre 1945, dont le siège social est à Taschereau, comté d'Abitibi-Ouest, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 février 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province.
13278-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Ferme-Neuve", en date du 24 février 1946, dont le siège social est à Ferme-Neuve, comté de Labelle, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 22 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13282-o JEAN BRUCHÉSI.

Corporation de la cité des Trois-Rivières

Avis est présentement donné que les obligations de la cité des Trois-Rivières ci-après désignées, émises en vertu du règlement N° 141 et échéant le 1er mai 1951, sont rachetables sur présentation le 1er mai 1946 contre paiement de leur valeur au pair, plus une prime de 2%, et que les intérêts sur icelles cesseront de courir à compter de cette date, savoir:

100 coupures de $1,000.00 chacune, portant les Nos M x 635 à M x 734 inclusivement.

Hôtel de ville,
Trois-Rivières, Qué., le 26 mars 1946.

Le Trésorier de la cité,
13263-o JACQUES DENECHAUD.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "L'Union Canadienne des Employés Municipaux de Valleyfield", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 18, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Valleyfield, district of Beauharnois.

JEAN BRUCHÉSI,
13261 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Servir" under date the eleventh day of March, 1946, whereof the head office is at Montrel, district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13262 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Travail de Taschereau", under date the second day of December, 1945, whereof the head office is at Taschereau, county of Abitibi-West, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of February, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13278 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Ferme-Neuve", under date the twenty-fourth day of February, 1946, whereof the head office is at Ferme-Neuve, county Labelle, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13282 Under Secretary of the Province.

Corporation of the City of Trois-Rivières

Notice is hereby given that the bonds of the city of Trois-Rivières, hereinafter designated, issued under By-Law No. 141 and maturing the 1st of May 1951, shall be redeemable upon presentation on the 1st of May 1946, for payment of their par value, plus a premium of 2%, and that interest thereon shall cease to acrue on and from the said date, namely:

100 denominations of $1,000.00 each, bearing Nos M x 635 to M x 734 inclusively.

City Hall,
Trois-Rivières, Que., 26th March 1946

JACQUES DENECHAUD,
13263-o City Treasurer.

Avis est par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Pontiac Ouest", en date du 16 mars 1946, dont le siège social est à Fort Coulonge, comté de Pontiac, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 26 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13283-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Pontiac Ouest", under date the sixteenth day of March, 1946, whereof the head office is at Fort Coulonge, county of Pontiac, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13283 Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Vassan", en date du 9 octobre 1945, dont le siège social est à Vassan, comté d'Abitibi-Est, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 22 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13284-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicate of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Vassan", under date the ninth day of October, 1945, whereof the head office is at Vassan, county of Abitibi-East, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of March, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13284 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 21 mars 1946, les règlements numéros 1 à 5 inclusivement de "L'Association d'Expansion Industrielle du Saguenay", tels qu'adoptés aux assemblées générales spéciales tenues les 14 septembre 1945, 16 novembre 1945 et 15 février 1946, ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13285-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that, by Order in Council dated March 21, 1946, the By-laws 1 to 5 inclusively of "L'Association d'Expansion Industrielle du Saguenay", as adopted at the special general meetings held on September 14, 1945, November 16, 1945, and February 15, 1946, have been approved, and such in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, March 27, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
13285 Under Secretary of the Province.

"L'ASSOCIATION D'EXPANSION INDUSTRIELLE DU SAGUENAY"

Extrait des règlements de la corporation ci-dessus mentionnée, tels qu'adoptés aux assemblées générales spéciales tenues les 14 septembre 1945, 16 novembre 1945 et 15 février 1946, et approuvés par arrêté ministériel en date du 21 mars 1946, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de cinq à quinze:

Réglement N° 3
Directeurs

"Afin de donner effet au règlement N° 1 de l'Association, le nombre des directeurs de l'Association est porté de cinq à quinze."

Le Secrétaire-trésorier,
13286-o YVON COUSINEAU.

"L'ASSOCIATION D'EXPANSION INDUSTRIELLE DU SAGUENAY"

Excerpt from the by-laws of the above-mentioned corporation, as adopted at the special general meetings held September 14, 1945, November 16, 1945 and February 15, 1946, and approved by Order in Council dated March 21, 1946, respecting the increase in the number of Directors from five to fifteen.

By-law No. 3
Directors

"In order to give effect to By-law No. 1 of the Association, the number of directors of the Association is increased from five to fifteen."

YVON COUSINEAU,
13286 Secretary Treasurer.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 21 mars 1946, les règlements numéros 1 à 15 inclusivement de "Le Sanatorium Bruchési de Montréal", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 28 septembre 1944, ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13287-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that, by Order in Council dated March 21, 1946, by-laws numbers 1 to 15 inclusively of "Le Sanatorium Bruchési de Montréal", as adopted at the meeting held on September 28, 1944, have been approved, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, March 27, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13287 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Narcisse (Rimouski)", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Narcisse, district de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province.
13288-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 21 mars 1946, les règlements portant les numéros 1 à 23 inclusivement de "The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 10 mars 1946, ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13289-o JEAN BRUCHÉSI.

DROUMAQUE GOLD MINES LTD.

(Libre de responsabilité personnelle)

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de la compagnie "Droumaque Gold Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle) tenue aux bureaux de Me Eugène Drouin, à Val d'Or, province de Québec, lundi, le 14ième jour d'août 1945, à trois heures p.m., concernant le changement de siège social de la compagnie de Val d'Or à Montréal:

"Sur proposition dûment secondée, il a été unanimement résolu de décréter le suivant comme étant le règlement spécial N° 51 de la compagnie:

Règlement N° 51

Changement de siège social

Qu'il soit décrété que le siège social de la compagnie soit et il est, par les présentes, changé et sera situé dans la cité de Montréal, à 159 ouest, rue Craig, chambre 616."

Certifié extrait conforme au livre des minutes de la compagnie.

Le Secrétaire,
13291 J. J. GOURD.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

CORPORATION MUNICIPALE DU CANTON BAGOT, PARTIE NORD-OUEST, COMTÉ DE CHICOUTIMI

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement N° 48, ont été tirées au sort:

Dénomination de $100: Nos C-6, 38, 43, 56, 84, 103, 116 et 123.

Dénomination de $500: Nos D-20, 33, 38, 77, 120, 122, 129, 134 et 144.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er mai 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
13303-o NAP.-ALFRED TREMBLAY.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Narcisse (Rimouski)" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 23, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Narcisse, district of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,
13288 Under Secretary of the Province.

Notice is given that, by Order in Council dated March 21, 1946, the by-laws bearing numbers 1 to 23 inclusively of "The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc.", as adopted at the meeting held on March 10, 1946, have been approved, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, March 27, 1946.

JEAN BRUCHÉSI.
13289 Under Secretary of the Province.

DROUMAQUE GOLD MINES LTD.

(No personal liability)

Extract from the minutes of a meeting of the board of directors of "Droumaque Gold Mines Ltd." (No personal liability), held at the offices of Me Eugène Drouin, in Val d'Or, Province of Quebec, on Monday, the 14th day of August, 1945, at three o'clock p.m., concerning the changing of the head office of the company from Val d'Or to Montreal:

"Upon motion, duly seconded, it was unanimously resolved to enact the following as special by-law No. 51 of the Company:

By-law No. 51

Change of head office

Be it enacted that the head office of the Company be and is hereby changed and shall be situated in the city of Montreal, at 159 Craig Street, West, Room 616."

Certified to be a true extract from the Minute Book of the Company.

J. J. GOURD,
13291-o Secretary.

DRAWING OF BONDS

MUNICIPAL CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF BAGOT, NORTH-WEST PART, COUNTY OF CHICOUTIMI

The following bonds, issued under By-law No. 48, have been drawn by lots:

Denomination of $100: Nos C-6, 38, 43, 56, 84, 103, 116 and 123.

Denomination of $500: Nos D-20, 33, 38, 77, 120, 122, 129, 134 and 144.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of May 1946, from which date they shall cease to bear interest.

NAP.-ALFRED TREMBLAY,
13303-o Secretary-Treasurer.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Thurso", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 février 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Thurso, district de Hull.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13302-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Thurso", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 26th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Thurso, district of Hull.

JEAN BRUCHÉSI,
13302 Under Secretary of the Province.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

COMMISSION SCOLAIRE DE HARVEY, COMTÉ DE CHICOUTIMI

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 7 août 1939, ont été tirées au sort:

Dénomination de $100: N° C-10.

Dénomination de $500: Nos D-21 et 22.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er mai 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
13304-o TANCRÈDE TURCOTTE.

DRAWING OF BONDS

SCHOOL COMMISSION OF HARVEY, COUNTY OF CHICOUTIMI

The following bonds, issued under resolution of August, 7th, 1939, have been drawn by lots:

Denomination of $100: No. C-10.

Denomination of $500: Nos D-51 and 22.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of May 1946, from which date they shall cease to bear interest.

TANCRÈDE TURCOTTE,
13304-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec, Comté de Chicoutimi

VILLAGE DE LATERRIÈRE

AVIS DE RACHAT PAR ANTICIPATION

Emission de $32,000.00, sous l'autorité du règlement N° 27

Province of Quebec, County of Chicoutimi

VILLAGE OF LATERRIÈRE

NOTICE OF REDEMPTION BY ANTICIPATION

Issue of $32,000.00, By-law No. 27

Avis public, est par les présentes donné que, conformément aux dispositions du règlement N° 27 de la municipalité du village de Laterrière, comté de Chicoutimi, le solde des obligations en cours qui ont été émises sous l'autorité dudit règlement sera remboursable à compter du 1er mai 1946.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le 1er mai 1946, présenter lesdites obligations, pour paiement, au bureau de la Banque Canadienne Nationale à Chicoutimi, Québec ou Montréal, avec tous les coupons d'intérêt non échus.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er mai 1946.

Donné à Laterrière, ce vingt-septième jour de mars 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
13319-o R. FOURNIER.

Public notice is hereby given that, pursuant to the provisions of By-law No. 27 of the municipality of the Village of Laterrière, County of Chicoutimi, the payment of the bonds outstanding and due by the said municipality, issued under the authority of the said by-law, shall be redeemable from May 1st, 1946.

The holders of the bonds hereinabove mentioned shall, on May 1st, 1946, present the said bonds for payment at the offices of "La Banque Canadienne Nationale" at Chicoutimi, Quebec or Montreal, with all unmatured interest coupons.

The said bonds shall cease to bear interest from and after May 1st, 1946.

Given at Laterrière, this twenty-seventh day of March, 1946.

R. FOURNIER,
13319-o Secretary-Treasurer.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

COMMISSION SCOLAIRE DE ST-JEAN-L'ÉVANGÉLISTE COMTÉ DE CHICOUTIMI

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 5 mai 1940, ont été tirées au sort:

Dénomination de $100: Nos C-2, 6, 12 et 40.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er mai 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier.
13307-o ROMÉO LÉVESQUE.

DRAWING OF BONDS

SCHOOL COMMISSION OF ST-JEAN L'ÉVANGÉLISTE COUNTY OF CHICOUTIMI.

The following bonds, issued under resolution of May 5, 1940, have been drawn by lots:

Denomination of $100: Nos C-2, 6, 12 and 40.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of May 1946, from which date they shall cease to bear interest.

ROMÉO LÉVESQUE,
13307-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec, Comté de Chicoutimi

VILLAGE DE LA RIVIÈRE-DU-MOULIN

AVIS DE RACHAT PAR ANTICIPATION

Emission de $50,000.00, série "B", sous l'autorité du règlement N° 40

Avis public est par les présentes donné que, conformément aux dispositions du règlement N° 40 de la municipalité du village de la Rivière-du-Moulin, comté de Chicoutimi, le solde des obligations en cours qui ont été émises sous l'autorité dudit règlement sera remboursable à compter du 1er mai 1946.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le 1er mai 1946, présenter lesdites obligations, pour paiement, au bureau de la Banque Royale du Canada à Chicoutimi, Québec ou Montréal, avec tous les coupons d'intérêt non échus.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er mai 1946.

Donné à Rivière-du-Moulin, ce vingt-septième jour de mars 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
13320-o J.-A. OUELLETTE.

Province of Quebec, County of Chicoutimi

VILLAGE OF RIVIÈRE-DU-MOULIN

NOTICE OF REDEMPTION BY ANTICIPATION

Issue of $50,000.00, Series "B", By-law No. 40

Public notice is hereby given that, pursuant to the provisions of By-law No. 40 of the municipality of the Village of Rivière-du-Moulin, County of Chicoutimi, the payment of the bonds outstanding and due by the said municipality, issued under the authority of the said by-law, shall be redeemable from May 1st, 1946.

The holders of the bonds hereinabove mentioned shall, on May 1st, 1946, present the said bonds for payment at the offices of the Royal Canadian Bank at Chicoutimi, Quebec or Montreal, with all unmatured interest coupons.

The said bonds shall cease to bear interest from and after May 1st, 1946.

Given at Rivière-du-Moulin, this twenty-seventh day of March, 1946.

J.-A. OUELLETTE,
13320-o Secretary-Treasurer.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

COMMISSION SCOLAIRE DE LA PAROISSE DE ST-HONORÉ, COMTÉ DE CHICOUTIMI

L'obligation suivante, émise en vertu de la résolution du 17 juillet 1938, a été tirée au sort:

Dénomination de $500: N° D-7.

Ladite obligation sera remboursable le 1er mai 1946, date à laquelle elle cessera de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
13305-o FRANCIS DUFOUR.

DRAWING OF BONDS

SCHOOL COMMISSION OF THE PARISH OF ST-HONORÉ, COUNTY OF CHICOUTIMI.

The following bond, issued under resolution of July 17, 1938, has been drawn by lots:

Denomination of $500: No. D-7.

The said bond shall be redeemable on the 1st of May 1946, from which date it shall cease to bear interest.

FRANCIS DUFOUR,
13305-o Secretary-Treasurer.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

COMMISSION SCOLAIRE DE MONTAUBAN-LES-MINES, COMTÉ DE PORTNEUF.

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité de la résolution du 27 août 1942, ont été tirées au sort:

Dénomination de $100.00: Nos C-4, 6, 35, 40, 41, 72 et 81.

Lesdites obligations sont remboursables le 1er mai 1946, date à laquelle elles cessent de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
13306-o M. FORTIER.

DRAWING OF BONDS

SCHOOL COMMISSION OF MONTAUBAN-LES-MINES, COUNTY OF PORTNEUF.

The following bonds, issued under the authority of the resolution of August 27, 1942, have been drawn by lots:

Denomination of $100.00: Nos C-4, 6, 35, 40, 41, 72 and 81.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of May 1946, at which date they shall cease to bear interest.

M. FORTIER,
13306-o Secretary-Treasurer.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

CORPORATION SCOLAIRE DU VILLAGE DE STE-ANNE DE CHICOUTIMI, COMTÉ CHICOUTIMI

Les obligations suivantes, émises en vertu d'une résolution du 10 octobre 1939, ont été tirées au sort:

Dénomination de $100.00: Nos C-50, 63, 73 et 80.

Dénomination de $500.00: N° D-84.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er mai 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
13308-o JEAN BOUCHER.

DRAWING OF BONDS

SCHOOL CORPORATION OF THE VILLAGE OF STE-ANNE DE CHICOUTIMI, COUNTY OF CHICOUTIMI.

The following bonds, issued under resolution of October 10, 1939, have been drawn by lots:

Denomination of $100.00: Nos C-50, 63, 73 and 80.

Denomination of $500.00: N° D-84.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of May 1946, from which date they shall cease to bear interest.

JEAN BOUCHER,
13308-o Secretary-Treasurer.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

CORPORATION MUNICIPALE DU VILLAGE DE STE-ANNE-DE-CHICOUTIMI.

Les obligations suivantes de la série "A", émises en vertu du règlement N° 81, ont été tirées au sort:

Dénomination de $100.00: Nos C-13, 21, 26 et 38.

Dénomination de $500.00: Nos D-20 et 48.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er mai 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
13309-o JEAN BOUCHER.

DRAWING OF BONDS

MUNICIPAL CORPORATION OF THE VILLAGE OF STE-ANNE-DE-CHICOUTIMI.

The following bonds of Series "A" issued under By-law No. 81 have been drawn by lots:

Denomination of $100.00: Nos C-13, 21, 26 and 38.

Denomination of $500.00: Nos D-20 and 48.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of May 1946, from which date they shall cease to bear interest.

JEAN BOUCHER,
13309-o Secretary-Treasurer.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

CORPORATION MUNICIPALE DE LA PAROISSE DE ST-FULGENCE, COMTÉ DE CHICOUTIMI

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement N° 54, ont été tirées au sort:

Dénomination de $100: Nos C-33 et 68.

Dénomination de $500: Nos D-14, 80 et 91.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er mai 1946, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
13310-o TANCRÈDE TURCOTTE.

DRAWING OF BONDS

MUNICIPAL CORPORATION OF THE PARISH OF ST. FULGENCE, COUNTY OF CHICOUTIMI

The following bonds, issued under By-Law No. 54 have been drawn by lots:

Denomination of $100: Nos C-33 and 68.

Denomination of $500: Nos D-14, 80 and 91.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of May 1946, from which date they shall cease to bear interest.

TANCRÈDE TURCOTTE,
13310-o Secretary-Treasurer.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le syndicat de l'U.C.C. de St-Esprit-de-Montcalm", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 mars 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Esprit, district de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13316-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Esprit-de-Montcalm", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 4th, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Esprit, district of Joliette.

JEAN BRUCHÉSI,
13316 Under Secretary of the Province.

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE ST-LÉONARD DE PORT-MAURICE, PRÈS MONTRÉAL

AVIS DE RACHAT PAR ANTICIPATION

Emission de $90,000.00, sous l'autorité du règlement N° 79

Avis public est, par la présente, donné que conformément aux dispositions du règlement n° 79 de la municipalité de la ville de St-Léonard de Port-Maurice, près Montréal, le solde des obligations en cours et dues par la susdite municipalité, émises sous l'autorité dudit règlement, sera remboursable à compter du 1er mai 1946.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le 1er mai 1946, présenter lesdites obligations, pour paiement, au bureau de la Banque Provinciale du Canada, à Montréal, avec tous les coupons d'intérêt non échus.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er mai 1946.

Donné ce 27ème jour de mars 1946.

Le Secrétaire-trésorier de la ville de St-Léonard de Port-Maurice,
13317-o J.-A. CADIEUX.

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF ST-LÉONARD DE PORT-MAURICE, NEAR MONTREAL

NOTICE OF REDEMPTION BY ANTICIPATION

Issue of $90,000.00 under authority of By-Law No. 79

Public notice is hereby given that, pursuant to the provisions of By-law No. 79 of the municipality of the town of St-Léonard de Port-Maurice, near Montreal, the balance of the bonds outstanding and due by the aforesaid municipality, issued under authority of the said by-law shall be redeemable from and after the 1st of May 1946.

The holders of the bonds hereinabove mentioned, shall, on the 1st of May, 1946, present said bonds for payment at the office of "La Banque Provinciale du Canada", at Montreal, with all unmatured interest coupons.

The said bonds will cease to bear interest from and after the 1st of May, 1946.

Given, this 27th day of March, 1946.

J.-A. CADIEUX,
Secretary Treasurer of the Town of
13317 St-Léonard de Port-Maurice

TIRAGE D'OBLIGATIONS

SYNDICS ST-BENOIT-JOSEPH-LABRE, (AMQUI) COMTÉ DE MATAPÉDIA

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité de la résolution du 15 août 1937, ont été tirées au sort:

Dénomination de $100.00: Nos C-4, 7, 39, 40, 53, 60, 91, 116, 122 et 126.

Dénomination de $500.00: Nos D 12, 14, 15, 17, 21, 44, 53, 63, 84, 150, 151 et 152.

Dénomination de $1,000: Nos M-4, 17, 26, 55 et 57.

Lesdites obligations sont remboursables au 1er mai 1946, date à laquelle elles cessent de porter intérêt.

Le Secrétaire des Syndics,
13311-o N. CARON, ptre.

"THE POLISH WAR VETERANS SOCIETY OF MARSHAL J. PILSUDSKI INC."

Extrait des règlements de la corporation ci-dessus tel qu'adopté à l'assemblée tenue le 10 mars 1946 et approuvé par arrêté en conseil en date du 21 mars 1946, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de la corporation de sept à dix-neuf:

"Règlement N° 10-B.—Le conseil d'administration sera composé des officiers suivants: Président honoraire, président, premier vice-président, second vice-président, troisième vice-président, secrétaire-archiviste, secrétaire-financier, trésorier, correspondant, porte-drapeau, gérant d'uniformes, gardien, le président des comités de culture, d'enrôlement, d'admission des membres et scolaire, et la présidente et la secrétaire de la section féminine."

Le Secrétaire,
13290 ADAM KULAS.

DRAWING OF BONDS

THE TRUSTEES OF THE PARISH OF ST. BENOIT JOSEPH LABRE, (AMQUI), COUNTY OF MATAPÉDIA

The following bonds, issued under the authority of the resolution of August 15, 1937, have been drawn by lots:

Denomination of $100.00: Nos C-4, 7, 39, 40, 53, 60, 91, 116, 122 and 126.

Denomination fo $500.00: Nos D-12, 14, 15, 17, 21, 44, 53, 63, 84, 150, 151 and 152.

Denomination fo $1,000: Nos M-4, 17, 26, 55 and 57.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of May 1946, at which date they shall cease to bear interest.

N. CARON, ptre,
13311-o Secretary of Trustees.

"THE POLISH WAR VETERANS SOCIETY OF MARSHALL J. PILSUDSKI INC."

Extrait from the By-Laws of the above corporation as adopted at the meeting held on March 10th, 1946, and approved by Order in Counci dated March 21st, 1946, concerning the increase of number of the corporation's directors from seven the nineteen:

"By-Law 10-B--The Executive shall be composed of the following officers: Honourary President, President, First Vice-President, Second Vice-President, Third Vice-President, Recording Secretary, Financial Secretary, Treasurer, Correspondent, Standard Bearer, Manager of uniforms, Guardian, the Chairman of the financial, cultural enrollment, admission of members and school Committees, and the President and Secretary of the Women's Division."

ADAM KULAS,
13290-o Secretary.

Chartes — Abandon de

AVIS

THE BUTTER AND CHEESE MANUFACTURING SOCIETY INC.

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies, The Butter and Cheese Manufacturing Society Incorporated donne avis, par les présentes, qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il plaira au Lieutenant-gouverneur de fixer.

Daté à Sutton, ce 21ième jour de mars 1946.

(Sceau)

Le Secrétaire,
13248 F. N. CARR.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général, au Ministre des Affaires Municipales et au Ministre de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Longtin Sports Incorporé", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24ième jour de janvier 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-huitième jour de février 1946, ladite compagnie aura pris fin.

Charters — Surrender of

NOTICE

THE BUTTER AND CHEESE MANUFACTURING SOCIETY INC.

Under the provisions of the Companies' Act The Butter and Cheese Manufacturing Society Incorporated hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Govenor for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor.

Dated at Sutton this 21st day of March, 1946

(Seal) F. N. CARR.
13248-o Secretary.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Muncipal Affairs and the Minister of Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Longtin Sports Incorporé", incorporated by letters patent bearing date the 24th day of January, 1938.

Notice is also hereby given that from and after the 28th day of February, 1946, the said company shall be dissolved.

Daté du bureau du procueur général, de 21ième jour de février 1946.

L'Assistant-procureur général,

13293-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of February, 1946.

L. DÉSILETS,

13293 Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au procureur général, au ministre des Affaires municipales et au ministre de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Redpath Row Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8ième jour de juillet 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de mars 1946, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de mars 1946.

L'Assistant-procureur général,

13294 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs, and the Minister of Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Redpath Row Company Limited", incorporated by letters patent dated the 8th day of July, 1927.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of March, 1946, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1946.

L. DÉSILETS,

13294-o Acting Deputy Attorney Geenral.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que Ludger Craig Amiot, surintendant d'opérations forestières, célibataire, domicilié à Chicoutimi s'adressera à la présente Législature de la Province de Québec, à la Session actuelle, pour obtenir la passation d'une loi lui permettant de changer son nom de Ludger Craig Amiot en celui de Ludger Craig Murdock, avec tous les droits et obligations qu'il a acquis dans le passé et tous les droits, privilèges et obligations que la loi peut lui conférer dans l'avenir.

Chicoutimi, le 28 février 1946.

Les Avocats du requérant,

12965-10-4-o RIVARD, BLAIS et GOBEIL.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la succession de l'honorable C. S. Rodier s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour l'obtention d'une loi confirmant et ratifiant un acte de vente passé devant le notaire H. B. McLean, le 1er mars 1946, en vertu duquel la succession de l'honorable C. S. Rodier a vendu le lot numéro 1301 du quartier Ste-Anne, Montréal, à National Breweries Limited.

Montréal, le 5 mars 1946.

Les Procureurs de la Requérante

12977-10-4-o O'BRIEN, St-GERMAIN & STEWART.

AVIS

Avis public est par les présentes donné qu'à la présente session de la Législature de Québec, lorsque le bill de la Cité des Trois-Rivières sera entendu en comité, des amendements seront proposés pour les fins suivantes:

1° Ajouter à l'article 500 de la Loi des Cités et Villes, tel que remplacé pour la Cité par la loi 4 George VI, chapitre 83, article 4, les dispositions dudit article 500 de la loi générale concernant l'estimation de toute propriété qui, par incendie, démolition ou toute autre cause, a subi une diminution de valeur considérable;

2° Faire ratifier la résolution du Conseil de la Cité en date du 9 juillet 1945, accordant à

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Ludger Craig Amiot forest superintendent, bachelor, residing at Chicoutimi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for an act authorizing the change of his name Ludger Craig Amiot in the one of Ludger Craig Murdock with all the rights and obligations he had in the past and subject to the rights, duties and obligations imposed upon him by the said act in the future.

Chicoutimi, February 28, 1946.

RIVARD, BLAIS & GOBEIL,

12965-10-4-o Attorneys for Petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that the Estate of the Honourable C. S. Rodier will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, for the passing of an act confirming and ratifying a Deed of Sale passed before H. B. McLean, Notary, on the 1st of March 1946, whereby the Estate of the Honourable C. S. Rodier sold lot number 1301 Ste-Anne Ward, Montreal, to National Breweries Limited.

Montreal, March 5th, 1946.

O'BRIEN, ST-GERMAIN & STEWART,

12977-10-4-o Attorneys for Petitioner.

NOTICE

Public notice is hereby given that, at the present session of the Quebec Legislature, when the Bill of the city of Trois-Rivières will be read in committee, amendments will be proposed for the following purposes:

1. To add to section 500 of the Cities and Towns Act, as replaced for the City, by the Act 4 George VI, chapter 83, section 4, the provisions of said section 500 of the general Act, concerning the valuation of any property which is considerably dimished in value, either by fire, the pulling down of buildings or any other cause.

2. To secure ratification of a resolution of the Council of the City, under date the 9th of July

Mme Vve Jules Vachon une pension de $50.00 par mois, pendant viduité, jusqu'à concurrence d'une autre somme de $3,000.00;

3° Permettre à la Cité de subdiviser en lots et en rues une certaine partie du terrain du dépotoir, laquelle partie n'a pas encore été utilisée comme tel.

Trois-Rivières, 6 mars 1946.

Le Procureur de la
Cité des Trois-Rivières,
12991-10-4-o LÉON LAMOTHE.

1945, granting to Mme Wid. Jules Vachon a pension of $50 per month, during her widowhood, up to another sum of $3,000.00;

3. To allow the City to subdivide into lots and streets, a certain part of the land of the City-dump, said part not yet being used as such.

Trois-Rivières, March 6th, 1946.

LÉON LAMOTHE,
Attorney for the
12991-10-4 City of Trois-Rivières.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de la paroisse de Ste-Germaine du Lac Etchemin, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à la présente session pour obtenir une loi afin de faire approuver la disivion de l'arrondissement numéro six (6) en deux arrondissements distincts; faire ratifier l'achat de deux terrains ainsi que la construction de deux écoles, déjà commencée, et pour toutes autres fins à ce sujet.

Québec, le 11 mars 1946.

Le Procureur des Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de la paroisse de St-Germaine du Lac Etchemin,
13020-11-4-o PAUL MIQUELON.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the school commissioners for the Municipality of the Parish of Ste-Germaine du Lac Etchemin, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present session, for the passing of an Act to approve of the division of district number six (6) into two separate districts; to ratify the purchase of two pieces of land, the construction of two schools, the construction of which has already begun, and for all other purposes in this regard.

Quebec, March 11th, 1946.

Attorney for the School Commissioners of the Municipality of the Parish of Ste-Germaine du Lac Etchemin.
12020-11-4-o PAUL MIQUELON.

Cité de Hull

Avis est par les présentes donné que la Cité de Hull s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la session actuelle, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale amendant la charte de la Cité de Hull aux fins suivantes: pour autoriser la Cité à acquérir de gré à gré ou par expropriation le réseau de distribution électrique opéré dans les limites de la Cité par la Compagnie Ottawa Light Heat and Power, ainsi que tous les biens meubles et immeubles appartenant à ladite Compagnie et servant à l'exploitation dudit réseau, avec en outre l'autorisation d'acquérir les biens meubles et immeubles situés en dehors de la Cité et servant à l'exploitation dudit réseau; pour autoriser la Cité à emprunter par débentures les sommes nécessaires pour ladite acquisition; pour former une Commission Municipale pour l'opération d'un système municipal de distribution d'électricité; pour transporter à ladite Commission son propre système d'électricité pour administration et exploitation, comprenant son système d'éclairage et son système d'alarmes; pour déterminer les pouvoirs des membres de ladite Commission et pourvoir à leur rémunération.

Hull, le 13 mars, 1946.

Le Greffier de la Cité,
H.-LÉON LEBLANC.

Contresigné:

Les Procureurs de la Cité de Hull,
13118-12-4-o STE-MARIE & STE-MARIE.

City of Hull

Notice is by these presents given that the City of Hull will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its actual session, to obtain the adoption of a special law to amend its Charter for the following purposes: to authorize the City to acquire by consent or by expropriation the electrical distribution system operated within the limits of the City by the Ottawa Light Heat and Power Company, with also all the moveables and immoveables belonging to said Company and being used for the operation of said system, with also the authorization to acquire the moveables and immoveables situated outside the limits of the City and being used for the operation of said system; to authorize the City to borrow by debentures the necessary amount for said acquisition; to constitute a Municipal Board for the operation of said municipal system of electrical distribution; to transfer to said Board its own electrical system for administration and operation, including its electrical lighting system and its alarm system; to determine the powers of the members of said Board and to provide for their remuneration.

Hull, March 13th, 1946.

H.-LÉON LEBLANC,
City Clerk.

Countersigned:

STE-MARIE & STE-MARIE,
13118-12-4-o Attorneys for the City of Hull.

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité de Campbell's Bay, le cercle agricole de la municipalité de la partie est de l'Ile-aux-Allumettes, le cercle agricole de la municipalité du canton Litchfield, le cercle agricole de la municipalité de la partie Nord du canton Onslow, le cercle agricole de la municipalité de la partie sud du canton d'Onslow,

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Farmers' Club o. the Municipality of Campbell's Bay, the Farmers. Club of the Municipality of the East part of l'Ile-aux-Allumettes, the Farmers' Club of the Municipality of the Township Litchfield, the Farmers' Club of the Municipality of the North part of the Township Onslow, the Farmers' Club of the South part of the Township

le cercle agricole de la paroisse de St-Paul-de Sheenboro, tous six dans le comté de Pontiac, ayant négligé, pendant deux ans de se conformer aux exigences de la loi des Cercles Agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118) le ministre de l'Agriculture les déclare dissous conformément à l'article 44 de la dite loi.

Québec, ce 26 mars 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

13279-o JULES SIJARD.

Onslow, the Farmers' Club of the parish of St-Paul-de Sheenboro, all six in the county of Pontiac, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved in conformity with section 44 of the said Act.

Quebec, March 26, 1946.

JULES SIMARD,

13279 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité du canton de St-Georges-de-Windsor, dans le comté de Richmond, ayant négligé, pendant deux ans de se conformer aux exigences de la loi des Cercles Agricoles (S.R.Q. 1941), chap. 118, le ministre de l'Agriculture le déclare dissous conformément à l'article 44 de la dite loi.

Québec, ce 26 mars 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

13280-o JULES SIMARD.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the Municipality of the Township of St-Georges-de-Windsor, in the county of Richmond, having neglected, for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares it sissolved, in conformity with section 44 of the said Act.

Quebec, March 26, 1946.

JULES SIMARD,

13280 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est, par le présent, donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Matapédia, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Cléophas" et que son principal siège d'affaires est à St-Cléophas, comté de Matapédia.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt et unième jour de mars 1946

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

13242-o JULES SIMARD.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Matapédia, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S, 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Cléophas" and that its principal place of business is at St-Cléophas, county of Matapédia.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, March twenty-first, 1946.

JULES SIMARD,

13242 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Montmagny, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Fabien-de-Panet" et que son principal siège d'affaires et à St-Fabien-de-Panet, comté de Montmagny.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-cinquième jour de mars 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

13324-o JULES SIMARD.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Montmagny, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S., 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Fabien-de-Panet" and that its principal place of business is at St-Fabien-de-Panet, county of Montmagny.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-fifth day of March, 1946.

JULES SIMARD,

13324 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 2465-31.

Québec, le 26 mars 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 21 mars 1946, que la municipalité scolaire de St-Pierre-de-Durham, comté de Drummond, soit annexée, pour les protestants seulement, à celle d'Ulverton, dans le comté de Richmond.

Le Surintendant,

13314-o VICTOR DORÉ.

No. 2465-31

Quebec, March 26, 1946.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated March 21, 1946, to enact that the school municipality of St-Pierre-de-Durham, county of Drummond, be annexed, for Protestants only, to that of Ulverton, in the county of Richmond.

VICTOR DORÉ,

13314 Superintendent.

N° 1291-44.

Québec, 26 mars 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministéiel en date du 21 mars 1946, que les lots 2 à 25-a du rang III du canton de Métabetchouan et les lots 2 à 22 inclusivement du rang IV du même canton

No. 1291-44

Québec, March 26 1946.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated March 21, 1946, to enactc that the lots 2 to 25-a of range III of the township of Metabetchouan and the lots 2 to 22 inclusively of range

soient détachés de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Jérôme, dans le comté du Lac St-Jean, et annexés à la municipalité scolaire de St-André, dans le comté de Roberval.

Le Surintendant,
13313-o VICTOR DORÉ.

N° 1007-45

Québec, le 6 mars 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 21 mars 1946, d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "la municipalité scolaire catholique de Sainte-Thérèse-Ouest", dans le comté de Terrebonne, le territoire ci-dessous décrit, qui est détaché de celle de Sainte-Thérèse, paroisse, savoir:

"Commençant par le centre de la Montée de Blainville ou Sanche vis-à-vis le prolongement vers l'est du côté nord du chemin de la Rivière Cachée; de là, vers le sud-est suivant le centre de la Montée de Blainville ou Sanche jusqu'à son intersection avec la ligne centrale du chemin de la Côte de Blainville; de là, vers le sud-ouest jusqu'au coin nord-est du lot N° 78 au sud dudit chemin; de là, suivant le côté nord-est du lot N° 78 et du lot N° 79 jusqu'à la ligne moyenne ou eau batarde de la Rivière Jésus; de là, dans une direction presque sud, sur la Rivière Jésus, jusqu'à un point sur la ligne d'eau batarde de l'Ile N° 930; de là, tournant vers le sud-ouest passant par le centre du chenal divisant la paroisse de Ste-Thérèse-ouest et la paroisse de Ste-Rose-ouest, comté de Laval; de là, tournant vers le nord-ouest suivant ledit chenal, ensuite vers le sud-ouest jusqu'au centre du Rapide des Filions; de là, vers le sud et le sud-ouest et contournant et enveloppant les îles Nos 944, 945 et 946 jusqu'au coin sud-ouest du N° 130 et la pointe sud du N° 131; de là, suivant le côté sud-ouest des Nos 131 et 132 divisant la paroisse de Ste-Thérèse-ouest et la paroisse de St-Eustache, traversant le tracé de l'embranchement du chemin de fer Pacifique Canadien, suivant le côté sud-ouest du N° 135, jusqu'au coin sud-est du N° 134: de là, suivant le côté sud-est des Nos 133 et 134 jusqu'au coin sud-ouest du N° 133, de là, suivant le côté sud-ouest du N° 133 et suivant le côté nord-ouest du N° 134 jusqu'au côté sud-ouest du N° 136; de là, jusqu'au coin nord-ouest dudit N° 136; de là, suivant le côté sud-ouest du N° 163 et suivant le côté sud-ouest d'une montée atteignant le chemin du Sud de Ste-Thérèse et ensuite suivant les côtés sud-ouest de Nos 164, 629, 630 et le côté sud-ouest de la montée de Ste-Henriette jusque vis-à-vis le côté nord-ouest du N° 632; de là, vers le sud-est traversant ladite montée Ste-Henriette suivant le côté nord-ouest des Nos 632 et 628, suivant les côtés nord des Nos 627, 626, 625, 624, 622 jusqu'au coin nord-est dudit lot N° 622; de là, vers le sud-est suivant le côté nord-est du lot N° 622 jusquau coin nord-ouest du N° 620; de là, tournant vers le nord-est suivaat le côté nord-ouest du N° 620 et du N° 618 jusqu'au coin sud-ouest du N° 633; de là tournant vers le nord-ouest, suivant les trécarrés ou côtés sud-ouest des Nos 633, 634, 635, 636, 637, 638, 640, 641, 642 à 671 inclusivement jusqu'au coin nord-ouest dudit lot No 671; de là, tournant vers le nord-est suivant le côté nord-ouest du N° 671 traversant la Montée de Ste-Marie-Anne, suivant le côté nord-ouest du N° 672 jusqu'au coin nord-est du N° 672; de là, tournant vers le sud-est suivant les côtés nord-

IV of the same township be detached from the school municipality of the parish of St-Jérôme, in the county of Lake St. John, and annexed to the school municipality of St-André, in the county of Roberval.

VICTOR DORÉ,
13313 Superintendent.

No. 1007-45

Quebec, March 26, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated March 21, 1946, to erect into a separate school municipality, for Catholics only, under the name of "Catholic School Municipality of Sainte-Thérèse-Ouest", in the county of Terrebonne, the territory hereinbelow described, which is detached from that of Sainte-Thérèse, Parish, to wit:

Starting from the centre of the "Montée de Blainville" or Sanche opposite the prolongation Eastward of the North side of the Rivière Cachée road; thence, Southeastward following the centre of the "Montée de Blainville" or Sanche as far as its intersection with the central line of the Côte de Blainville road; thence, Southwestward to the Northeast corner of lot No. 78 South of the said road; thence, following the Northeast side of lot No. 78 and No. 79 to the ordinary low water line of the Rivière Jésus; thence almost Southerly, on the Rivière Jésus to a point on the low water line of the island No. 930; thence, turning Southwestward passing by the centre of the channel dividing the Parish of Sainte-Thérèse West and the Parish of Sainte-Rose West, County of Laval; thence, turning Northwestward following the said channel, then Southwestward to the centre of the des Filions Rapids; thence, South and Southwest and outlining and encircling the islands Nos. 944, 945 and 946 as far as the Southwest corner of No. 130 and the South point of No. 131; thence, following the Southwest side of Nos. 131 and 132 dividing the Parish of Sainte-Thérèse West and the Parish of Saint-Eustache, crossing the outline of the branch of the Canadian Pacific Railway following the Southwest side of No. 135 to the Southeast corner of No. 134; thence, following the Southeast side of Nos. 133 and 134 to the Southwest corner of No. 133; thence, following the Southwest side of No. 133 and following the Northwest side of No. 134 to the Southwest side of No. 136; thence to the Northwest corner of said No. 136; thence, following the Southwest side of No. 163 and following the Southwest side of a slope reaching the South road of Sainte-Thérèse and then following the Southwest sides of Nos. 164, 629, 630 and the Southwest side of the Montée de Sainte-Henriette up to opposite the Northwest side of No. 632; thence, Northeastward crossing the said "Montée Sainte-Henriette" following the Northwest side of Nos. 632 and 628 following the North sides of Nos. 627, 626, 625, 624, 622 to the Northeast corner of said lot No. 622; thence, Southeastward following the Northeast side of lot No. 622 to the Northwest corner of No. 620; thence, turning Northeastward following the Northwest side of No. 620 and No. 618 to the Southwest corner of No. 633; thence, turning Northwestward following the "traits carrés" or Southwest sides of Nos. 633, 634, 635, 636, 637, 638, 640, 641, 642 to 671 inclusively as far as the Northwest corner of said lot No. 671; thence, turning Northeastward following the Northwest side of No. 671 crossing the "Montée Sainte-Marie-Anne", following the

672 à 720 inclusivement des Nos 723 à 726 jusqu'au coin sud-est dudit N° 726; de là, vers le sud-ouest suivant le côté sud-est du N° 726 jusqu'au coin nord-est du N° 578; de là, vers le sud-est suivant le côté nord-est dudit N° 578 jusqu'au coin sud-est dudit N° 578; de là, vers l'ouest suivant le côté sud dudit N° 578 jusqu'au coin sud-ouest dudit N° 578; de là, vers le sud-est suivant le côté nord-est du N° 579, traversant le chemin nord de Ste-Thérèse jusqu'au centre de la Rivière-aux-Chiens, de là, suivant la ligne centrale de la Rivière-aux Chiens jusqu'à l'intersection de cette ligne centrale avec le prolongement vers le nord, du côté nord-est du N° 199; de là, suivant ledit côté nord-est du N° 199 traversant le tracé du chemin de fer du Pacifique Canadien, jusqu'au coin sud-est dudit N° 199; de là, suivant le côté sud-est dudit N° 199 jusqu'au coin nord-est du N° 89; de là, suivant le côté nord-est dudit N° 89 jusqu'au côté nord-ouest du chemin de la Rivière Cache; de là, suivant ledit côté nord-ouest dudit chemin jusqu'au point de départ".

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1946 et l'élection des commissaires d'écoles devra avoir lieu un des lundis juridiques du mois de juillet.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

13312-o

Northwest side of No. 672 as far as the Northeast corner of No. 672; thence, turning Southeastward following the Northeast sides of Nos. 672 to 720 inclusively of Nos. 723 to 726 to the Southeast corner of said No. 726; thence, Southwestward following the Southeast side of No. 726 to the Northeast corner of No. 578; thence, Southeastward following the Northeast side of said No. 578 to the Southeast corner of said No. 578; thence, Westward following the South side of said No. 578 as far as the Southwest corner of said No. 578; thence, Southeastward following the Northeast side of No. 579, crossing the North road of Sainte-Thérèse as far as the middle of the "Rivière aux Chiens"; thence, following the central line of the "Rivière aux Chiens" to the intersection of this said centre line with the prolongation Northward, of the Northeast side of No. 199; thence, following the said Northeast side of No. 199 crossing the Canadian Pacific Railway line as far as the Southeast corner of said No. 199; thence, following the Southeast side of said No. 199 to the Northeast corner of No. 89; thence, following the Northeast side of said No. 89 to the Northwest side of the Rivière Cachée road; thence, following the said Northwest side of the said road to the starting point.

The said Order in Council to take effect from the first of July, 1946, and the election of school commissioners to be held on one of the juridical Mondays of the month of July.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

13312

Département du Travail

Avis de prolongation de prélèvement

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement de la Commission conjointe pour l'Industrie de la Robe dans la province de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1106 du 24 mars 1945, a été prolongé jusqu'au 1er juin 1946, aux mêmes et taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 1013, du 21 mars 1946.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1946. 13301-o

ERRATUM

La version anglaise de l'arrêté en conseil numéro 865, du 9 mars, 1946, concernant des modifications au décret relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec, publié dans l'édition du 16 mars, 1946, de la *Gazette officielle de Québec*, page 803, est corrigée de la façon suivante:

Les mots "Junior journeyman-joiner (one year)... 0.60" doivent se lire comme suit:

"Junior journeyman-joiner (one year) 0.58"

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mars, 1946. 13225A-o-x

ERRATUM

La version anglaise de l'arrêté en conseil numéro 866, du 9 mars 1946, concernant des modi-

Department of Labour

Notice of Extension of Levy

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1106, of March 24th, 1945, has again been extended until June 1st, 1946, with the same rate and conditions, by Order in Council number 1013, of March 21st, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30th, 1946. 13301-o

ERRATUM

The English version of Order in Council number 865, of March 9th, 1946, concerning amendments to the decree relating to the wrought wood industry in Quebec district, published in the issue of March 16th, 1946, of the *Quebec Official Gazette*, page 803, is corrected as follows:

The words "Junior journeyman-joiner (one year)...0.60" should read as follows:

"Junior journeyman-joiner (one year) 0.58".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30th, 1946. 13225A-o-x

ERRATUM

The English version of Order in Council number 866, of March 9th, 1946, concerning

fications au décret relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec, publié dans l'édition du 16 mars, 1946, de la *Gazette officielle de Québec*, page 804, est corrigée de la façon suivante:

Le numéro 351, apparaissant après les mots "to amend the decree", doit être "561".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mars 1946. 13270-o

amendments to the decree relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec, published in the issue of March 16th, 1946, of the *Quebec Official Gazette*, page 804, is corrected as follows:

Number 351, mentioned after the words "to amend the decree", should read "561".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30th, 1946. 13270-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint des Métiers de la Construction de Joliette lui a présenté une requête à l'effet de mofifier le décret numéro 1407, du 3 avril 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption.

On demande que l'article XIII soit radié et remplacé par le suivant:

"XIII.— *Durée du décret:* — Le présent décret entre en vigueur le 1er mars 1940 et se continue jusqu'au 28 février 1941. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie au moins trente (30) jours avant le 1er février 1947, ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mars 1946. 13268-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Building Trade Joint Committee of Joliette has submitted to him a petition to amend the decree number 1407, of April 3rd, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption.

It is requested that section XIII be striken off and replaced by the following:

"XIII.— *Duration of the decree:* — The present decree comes into force on March 1st and remains effective until February 28th, 1941. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other party to the contrary at least thirty (30) days before February 1st, 1947, or before the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which those interested may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30th, 1946. 13268-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par les parties contractantes à la convention collective de travail, relative aux métiers du bâtiment dans la région des Cantons de l'Est, rendue obligatoire par le décret numéro 2402 du 16 septembre 1942 et amendements, à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante :

Les requérants demandent que la ville de Farnham, actuellement comprise dans la zone II, fasse désormais partie de la zone I et que les modifications rendues nécessaires par ce changement soient apportées audit décret.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mars 1946.

Le Sous-ministre du Travail,
13257-o GÉRARD TREMBLAY.

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by the contracting parties to the collective labour agreement relating to the building trades in the district of the Eastern Townships, rendered obligatory by the decree number 2402, of September 16th, 1942, and amendments for the purpose of amending the said decree in the following manner :

The petitioners request that the town of Farnham, now in zone II, be henceforth included in zone I, and that the amendments rendered necessary by such change be made.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which those interested may wish to make against the said request.

Department of Labour,
Quebec, March 30th 1946.

GÉRARD TREMBLAY,
13257-o Deputy-minister of Labour.

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 3011, du 6 novembre 1941, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville :

La phrase suivante sera ajouté à la fin de l'article VII, concernant la durée du décret : " Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail. "

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ledit amendement.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mars, 1946.

Le Sous-ministre du Travail,
13255-o GÉRARD TREMBLAY.

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941 chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amend to the decree number 3011, of November 6th, 1941, relating to the barber and hairdresser trades in the city of St. John and the town of Iberville :

The following sentence will be added at the end of section VII, concerning the duration of the decree : " Such a notice must also be sent to the Minister of Labour. ".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which those interested may wish to make againtst the said amendment.

Department of Labour,
Quebec, March 30th, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,
13255-o Deputy-Minister of Labour.

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes de son intention de recommander l'approbation de l'amendement suivant au décret numéro 1983, du 24 septembre 1938, relatif aux métiers du bâtiment dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville :

La phrase suivante sera ajoutée à la fin de l'article XIII, concernant la durée du décret : " Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail. "

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ledit amendement.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mars, 1946.

Le Sous-ministre du Travail,
13256-o GÉRARD TREMBLAY.

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941 chapter 163, and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to recommend the approval of the following amendment to the decree number 1983, of September 24th, 1938, relating to the building trades in the city of St. John and the town of Iberville :

The following sentence is added at the end of section XIII, concerning the duration of the decree : " Such a notice must also be sent to the Minister of Labour. "

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections to the above amendment which those interested may desire to set forth.

Department of Labour,
Quebec, March 30th, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,
13256-o Deputy-Minister of Labour.

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) que le Comité paritaire des barbiers du district de St-François lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 2163, du 20 août 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke. On demande:

1° Que les mots suivants soient ajoutés après les mots "dix (10) milles de ses limites et", apparaissant au paragraphe "*b*" de l'article II:

"la ville de Magog et un rayon de huit (8) milles de ses limites, la ville de East Angus et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, ainsi que"

2° Que les paragraphes 3 et 4 suivants soient ajoutés à l'article III-A:

"3. Magog et un rayon de huit (8) milles de ses limites:

Janvier-février juillet-août-septembre-octobre-novembre.

Lundi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Barbers for the district of St. Francis has submitted to him a petition to amend the decree number 2163, of August 20th, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the district of Sherbrooke. It is requested:

1. That the following words be added after the words "ten (10) miles from its limits" mentioned in subsection "*b*" of section II:

"the town of Magog and a radius of eight (8) miles from its limits, the town of East Angus and a raduis of five (5) miles from its limits, as well as"

2. That the following subsections 3 and 4 be added to section III-A:

"3. Magog and a radius of eight (8) miles from its limits:

January-February-July-August-September-October-November:

Monday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Mardi-jeudi et vendredi: 9.00 a.m. à sans limite.
Mercredi: 9.00 a.m. à midi
Samedi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Mars-avril-mai-juin et décembre
Lundi-mardi-jeudi et vendredi: 9.00 a.m. à sans limite
Mercredi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.
Samedi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Une heure de travail supplémentaire sera accordée pour terminer l'ouvrage à chaque jour.
La veille de toutes les fêtes déclarées chômées par le décret — excepté si cette veille est un dimanche — les heures de travail seront celles du samedi.
Les dispositions de l'alinéa *ii* du présent article ne s'appliquent pas à Magog, et un rayon de huit (8) milles de ses limites."
"4. East Angus et un rayon de cinq (5) milles de ses limites:
Lundi mardi et mercredi: 7.00 a.m. à 9.00 p.m
Jeudi et samedi: 7.00 a.m. à 6.00 p.m. précises.
Vendredi: pas de limites d'heures.
Une heure de travail supplémentaire sera accordée les lundi, mardi et mercredi pour terminer l'ouvrage commencé."
Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre la dite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mars 1946. 13269-o

Tuesday, Thursday and Friday: 9.00 a.m no limit
Wednesday: 9.00 to 12.00 (noon)
Saturday: 8.00 a. m. to 6.00 p. m.
March-April-May-June-December:
Monday, Tuesday, Thursday and Friday: 9.00 a.m., no limit
Wednesday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m..
Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
One overtime hour is allowed to finish up the work, every day.
The eve of all days to be kept as holidays by the decree — except when such eve is a Sunday — the hours of work will be those of a Saturday.

The provisions of paragraph *ii* of the present section do not apply to Magog and to a radius of eight (8) miles from its limits."
"4. East Angus and a radius of five (5) miles from its limits:
Monday, Tuesday and Wednesday: 7.00 a.m. to 9.00 p.m.
Thursday and Saturday: 7.00 a.m. to 6.00 p.m. (exactly)
Friday: no working hour limitation.
One overtime hour is allowed on Monday, Tuesday and Wednesday to finish up the work begun."
During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labor will receive the objections against the said petition which those interested may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30th, 1946. 13269-o,

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne, établi en exécution du décret numéro 1715, du 23 avril 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1015, du 21 mars, 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1946 au 31 mars 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous emntionné:
a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires et des pourcentages payés à leurs employés.
b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré dans leur métier.
c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire et pourcentage.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County, formed under decree No. 1715, of April 23, 1940, and amendments has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council No. 1015, of March 21, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon he professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from April 1, 1946, to March 31, 1947; it is laid in the following manner:
a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages and of the percentages paid to their employees.
b) The artisans governed by the decrree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wage rate fixed for journeymen in their trade.
c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their regular wages and of their percentage.

2. *Mode of Collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms

rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports, accompagnés des cotisations, soient remplis et retournés mensuellement au comité paritaire avant le 5 du mois suivant l'expiration de la période pour laquelle ils sont exigibles.

Tous les employeurs professionnels régis par le décret doivent percevoir à la fin de chaque semaine, les cotisations imposées aux salariés régis par le décret, à même le salaire qu'ils sont tenus de leur payer et les faire parvenir au Comité paritaire en même temps que leurs propres cotisations.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1946 et 31 mars 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne, pour la période comprise entre le 1er avril 1946 et le 31 mars 1947.

—

COMITÉ PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION DU COMTÉ DE TERREBONNE

Recettes et dépenses probables pour la période comprise entre le 1er avril 1946 et le 31 mars 1947.

—

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$4,519.00
Salariés	4,919.00
Certificats de qualification	400.00
	$9,838.00
Dépenses:	
Secrétaire-trésorier et assistant	$1,560.00
Inspecteur: salaires et frais de déplacement	4,420.00
Jetons de présence et frais de déplacement des délégués	1,432.00
Loyer	420.00
Téléphone	100.00
Poste	80.00
Frais légaux	486.00
Impressions et papeterie	50.00
Agios et échange	75.00
Vérification	75.00
Bureau des examinateurs	1,090.00
Ameublement et divers	50.00
	$9.838.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mars 1946. 13300-o

—

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des barbiers de Rouyn et de

indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that the reports, together with the assessments, be sent to the Parity Committee before the 5th day of the month following the date of expiration of the period for which they are requirable.

The professional employers governed by the decree shall collect, at the end of each week, the assessments of the employees governed by the decree, and send same, together with their own assessments, to the Parity Committee.

The report of the professional employers shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: June 30th, September 30th and December 31st, 1946, and March 31st, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County for the period comprised between April 1st, 1946, and March 31st, 1947.

—

THE BUILDING INDUSTRY JOINT COMMITTEE OF TERREBONNE COUNTY

Probable receipts and disbursements for the period comprised between April 1st, 1946, and March 31, 1947.

—

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$4,519.00
Employees	4,919.00
Certificates of competency	400.00
	$9,838.00
Expenses:	
Secretary-treasurer and assistant	$1,560.00
Inspectors: salary and travelling expenses	4,420.00
Meeting and travelling expenses of delegates	1,432.00
Rent	420.00
Telephone	100.00
Stamps	80.00
Legal charges	486.00
Printing and stationery	50.00
Agio and exchange	75.00
Audition	75.00
Board of examiners	1,090.00
Furniture and miscellaneous	50.00
	$9,838.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1946. 13300-o

—

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Barbers of Rouyn and Noranda,

Noranda, établi en exécution du décret numéro 560, du 11 mars 1942, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1014 du 21 mars, 1946, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionné :

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 14 mars 1946 au 14 mars 1947 ; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné :

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis sudit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire minimum fixé dans le décret pour le salarié compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, bonis, allocations.

2. *Mode de perception*

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le secrétaire du comité paritaire fera la perception des cotisations dues par les employeurs professionnels, les atisans et les salariés le ou vers le 30 de chaque mois.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes : 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1946 et 31 mars 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses probables du Comité conjoint des barbiers de Rouyn et de Noranda, pour la période comprise entre le 14 mars 1946 et le 14 mars 1947.

LE COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS DE ROUYN ET DE NORANDA

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 14 mars 1946 et le 14 mars 1947

Recettes :	
Cotisations (½ de 1%)	
Employeurs professionnels	$ 48.00
Salariés	69.00
Artisans	48.00
Divers	10.00
	$175.00
Dépenses :	
Salaire du secrétaire	$ 96.00
Loyer, papeterie, timbres, téléphone	40.00
Frais légaux et autres	39.00
	$175.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mars 1946. 13299-o

formed under decree, No. 560, of March 11, 1942, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1014, of March 21, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter r ntioned :

1. *Assessments*

The period of levy extends from March 14, 1946, to March 14, 1947 ; it is laid in the following manner :

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and of the bonuses and allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest rates established in the decree for journeymen employees.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages, bonuses and allowances.

2. *Mode of collection*

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The secretary of the Parity Committee shall collect the assessments owed by the professional employers, the artisans and the employees on or around the 30th of each month.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quartely report covering its financial operations and remit same to the Minister of Lavour on the following dates : June 30, September 30, December 31, 1946 and March 31, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Barbers of Rouyn and Noranda, for the period comprised between March 14, 1946, and March 14, 1947.

THE JOINT COMMITTEE OF THE BARBERS OF ROUYN AND NORANDA

Estimate of the receipts and expenses for the period between March 14, 1946 and March 14, 1947.

Receipts :	
Assessments (½ of 1% :	
Professional employers	$ 48.00
Employees	69.00
Artisans	48.00
Miscellaneous	10.00
	$175.00
Expenses :	
Salary of the secretary	$ 96.00
Rent, stationery, stamps, telephone	40.00
Legal charges, etc.	39.00
	$175.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Que bec, March 30, 1946. 13299-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes que le Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du port de Montréal, établi en exécution du décret numéro 686, du 18 mars 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1016 du 21 mars 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 1er mars 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret doivent payer au comité paritaire une cotisation équivalente à ½ de 1% des salaires qu'ils paient à leurs employés régis par ledit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une cotisation équivalente à ½ de 1% de leurs salaires.

2. *Mode de perception*

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération payée à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et en faire remise audit comité mensuellement en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1946 et 31 mars 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses probables du Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du port de Montréal, pour la période comprise entre le 1er mars 1946 et le 1er mars 1947.

LE COMITÉ CONJOINT DE LA NAVIGATION CÔTIÈRE ET INTÉRIEURE DU PORT DE MONTRÉAL

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 1er mars 1946 et le 1er mars 1947.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$1,250.00
Salariés	1,250.00
	$2,500.00
Dépenses:	
Salaire du secrétaire	$1,781.00
Vérification	25.00
Dépenses de bureau	350.00
Dépenses de voyage	100.00

NOTICE OF LEVY

The Honorable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal, established under decree number 686, of March 18, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1016, of March 21, 1946, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy will extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* until March 1, 1947. Such levy shall be imposed as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to one-half of one percent (½ of 1%) of their wages.

2. *Mode of collection*

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums payable to the Parity Committee and remit same to the said committee, every month, together with his own assessments.

The report of each professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact a sworn report when deemed advisable.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall send a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: June 30th, September 30th, December 31st, 1946, and March 31st, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenses of the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal for the period between March 1st 1946 and March 1st 1947.

THE JOINT COMMITTEE OF INLAND AND COASTAL NAVIGATION OF THE PORT OF MONTREAL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 1, 1946, and March 1, 1947.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$1,250.00
Employees	1,250.00
	$2,500.00
Expenses:	
Salary of the secretary	$1,781.00
Audition	25.00
Office expenses	350.00
Travelling expenses	100.00

Jetons de présence	200.00
Divers	44.00
	$2,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mars 1946. 13298-o

Meeting expenses	200.00
Miscellaneous	44.00
	$2,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30th, 1946. 13298-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux disposition de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du commerce de l'alimentation en gros de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret 2347, du 27 juin 1944, relatif au commerce de gros de l'alimentation dans les cités de Québec et Lévis et un rayon de vingt-cinq milles de leurs limites :

1° Les mots " *Section I* " doivent être ajoutés avant l'article I — *Définitions.*

2° *Art. I. par. g* — Ce paragraphe doit être abrogé et remplacé par le suivant :

" Le terme chef de département désigne toute personne qui a la responsabilité d'un département, à l'exception des chefs de département des maisons de salaison. "

3° *Art. I. par. g-2* : Ce paragraphe doit être ajouté au décret actuel :

" Le terme chef de département des maisons de salaison (packers) désigne toute personne qui a la direction de la vente ou de l'achat des marchandises de son département, dans les dites maisons de salaison ".

4° *Art. I. par. g-3* : Ce paragraphe doit être ajouté au décret actuel :

Le terme chef de département des petites marchandises des maisons de salaison désigne toute personne qui a la direction d'un département des petites marchandises, dans les dites maisons de salaison, telles que veaux, agneaux ou moutons, et telles que les coupes de bœuf, veau, agneau ou mouton ".

5° *Art. I. par. m* : Ce paragraphe doit être abrogé et remplacé par le suivant :

" Les termes coupeur, enveloppeur et empaqueteur de beurre désigne le personnel masculin qui, selon le cas, coupe et (ou) enveloppe et (ou) empaquette le beurre, autre que les employés mentionnés au paragraphe " x " de l'article I ".

6° *Art. I. par. n* : Ce paragraphe doit être abrogé et remplacé par le suivant :

" Le terme classificateur d'œufs désigne toute personne du sexe masculin qui fait la classification des œufs en différentes catégories ".

7° *Art. I. par. o-2* : Le paragraphe suivant doit être ajouté :

" Le terme abatteur ou désosseur désigne toute personne qui fait l'abattage et le désossage des animaux et des viandes qui servent à la prépation des aliments du bétail ".

8° *Art. I. par. o-5* : Le paragraphe suivant doit être ajouté :

" Le terme cuiseur ou presseur désigne toute personne qui fait la cuisson ou le pressage de la viande de bétail ".

9° *Art. I. par. p-2* : Ce paragraphe doit être ajouté :

" Le terme boucher ou désosseur désigne toute personne qui fait la coupe ou le désossage de la viande ".

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments, that the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee has submitted to him a request to amend, in the following manner, the decree number 2347, of June 27th, 1944, relating to the wholesale food trade in the Cities of Quebec and Levis and a radius of twenty-five miles from their limits:

1. The words "PART I" shall be added before section I — *Definitions.*

2. *Section I, subsection g:* — This subsection shall be repealed and replaced by the following:

"The term "departmental manager" means: any person who is responsible for the operation of a department, excepting departmental managers of packing houses.

3. *Section I, subsection g-2:* — This subsection shall be added to the present decree: "The term" "departmental manager of packing houses" means any person who directs the sale or buying of the merchandise of his department in the said packing houses".

4. *Section I, subsection g-3:* — This subsection shall be added to the present decree: "The term "departmental manager of small goods in packing houses" means any person who, in the said packing houses, directs a department of small goods such as calves or sheep, and such as cuts of beef, veal, lamb or mutton."

5. *Section I, subsection m:* — This subsection shall be repealed and replaced by the following: "The terms "butter-cutter, butter-wrapper and butter-packer" mean the male personnel who, as the case may be, cuts butter, and (or) wraps and (or) packs same, but do not include the employees mentioned in subsection "r" of section I".

6. *Section I, subsection n:* — This subsection shall be repealed and replaced by the following: "The term "egg grader" means any male person who classifies eggs into various categories".

7. *Section I, subsection o-2:* — The following subsection shall be added: "The term "slaughterer or boner" means any person who slaughters and bones the animals and meat used in preparing feeding stuffs".

8. *Section I, subsection o-3:* — The following subsection shall be added "The term "cooker or presser" means any person who cooks or presses feeding meat".

9. *Section I, subsection p-2:* — This subsection shall be added: The term "butcher or boner" means any person who cuts or bones meat".

10° *Art. I. par. p-3*: Ce paragraphe doit être ajouté :

" Le terme homme préposé à la salaison désigne toute personne qui fait la salaison ou le fumage des viandes ".

11° *Art. I. par. r* : Les mots " de moins de 16 ans " doivent être remplacés par les mots : " de moins de 17 ans ".

12° *Art. II. par. a* : Ajouté après le mot " café " les mots : " confitures, sucreries et denrées alimentaires ".

13° *Art. II. par. b* : Ajouté après le mot " supplément ", les mots : " et des moulées de viande de renard ".

14° *Art. II. par. c* : Ajouté après le mot : " bétail ", les mots : " et les moulées de viande du bétail ".

15° *Art. II par. d* : Ajouté après les mots : " produits mentionnés ", les mots : " au paragraphe " a " et " b " du présent article ".

16° *Art. III* : Les mots " 25 milles ", doivent être abrogés et remplacés par les mots 50 milles".

17° *Art. IV par. a :* Ce paragraphe doit être abrogé et remplacé par le suivant :

" Mécaniciens de machines fixes et chauffeurs autres que les chefs mecaniciens de première classe :

Cinquante-quatre heures par semaine réparties entre 7.00 a. m. et 7.00 p. m. les lundi, mardi mercredi, jeudi et vendredi, avec une interruption d'une heure (1) pour le repas du midi, et entre 7.00 a. m. et midi le samedi. Cependant durant la période allant du début de la première semaine complète de janvier a la fin de la semaine comprenant le premier avril de chque année, la durée du travail doit être de quarante-huit heures par semaine.

Nonobstant les dispositions du présent paragraphe et pour les categories d'employés ci-dessus mentionnées, la durée de la semaine régulière de travail dans les etablissements faisant le commerce des fruits, légumes et poisson ainsi que dans les établissements faisant la fabrication des moulées de viande, sera de cinquante-trois heures pendant toute l'année.

18° *Art. IV par. b* : Ce paragraphe est abrogé et remplacé par le suivant :

" Employés de bureau des deux sexes. Quarante-quatre (44) heures par semaine réparties entre 8.00 a. m. et 6.00 p. m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi avec une interruption d'une heure et demie (1½) pour le repas du midi, et entre 8.00 a. m. et midi le samedi ".

19° *Art. IV. par. c* : Ce paragraphe est abrogé et remplacé par le suivant :

" Tous les autres salariés assujettis, à l'exception toutefois des catégories mentionnées au paragraphe " *d* " du present article, quarante-huit heures par semaine durant toute l'année ".

Toutefois pour les établissements faisant le commerce des fruits, légumes et poisson, la durée de la semaine régulière de travail sera de cinquante-trois heures pour les mois de juin, septembre, octobre, novembre et décembre ; et de quarante-huit heures par semaine durant les mois de janvier, février, mars, avril, mai, juillet et août.

La semaine normale de travail dans tous les cas ci-haut mentionnés sera répartie de la façon suivante : les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, entre 7.00 a. m. et 6.00 p. m. avec une interruption d'une heure (1) pour le repas du midi ; le samedi entre 7.00 a. m. et midi.

100. *Section I, subsection p-3:* —This subsection is to be added: "The term "dry-curer" means any person who salts or smokes meat".

11. *Section I, subsection r:* — The words "under 18 years of age" shall be replaced by the words "under 17 hears of age".

12. *Section II, subsection a:* — The words "preserves, jam, sweets and foodstuffs" are to be added after the word "coffee".

13. *Section II, subsection b:* — The words "and meat mashes for foxes" are to be added after the word "supplements".

14. *Section II, subsection c:* — The words "and mashes of feeding stuffs" are to be added after the word "stuffs".

15. *Section II, subsection d:* — The words "in subsection "a" and "b" of the present section "are to be added after the word "mentioned".

16. *Section III:* — The words "twenty-five (25) miles" are to be stricken off and replaced by the words "fifty (50) miles".

17. *Section IV, subsection a:* — This subsection shall be repealed and replaced by the following: "Stationary enginemen and firemen other than first-class chief enginemen:

Fifty-four (54) hours per week distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, with a one-hour interruption for the noon meal, and between 7.00 a.m. and midday on Saturday. However, during the period between the beginning of the first full week of January and the end of the week comprising the first day of April of each year, the duration of labour shall be forty-eight (48) hours per week.

Notwithstanding the provisions of the present subsection, and for the categories of employees mentioned hereinabove, the duration of the regular working week shall consist of fifty-three (53) hours, throughout the whole year, in the establiments which deal in fruit, vegetables and fish as also in the establishments which produce meat mashes.

18. *Section IV, subsection b:* — This subsection is repealed and replaced by the following: "Office employees — male and female: — Forty-four (44) hours per week distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, with an interruption of one hour and half for the noon meal, and between 8.00 a.m. and midday on Saturday".

19. *Section IV, subsection c:* — This subsection is repealed and replaced by the following: "All other employees hereby governed excepting, however, the categories mentioned in subsection "d" of the present section, forty-eight hours per week throughout the whole year.

However, for establishments dealing in fruit, vegetables and fish, the duration of the regular working week shall consist of fifty-three hours during the months of June, September, October, November and December; and of forty-eight (48) hours per week during the months of January, February, March, April, May, July, and August.

The standard working week in all the cases mentioned hereinabove shall be distributed in the following manner: on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, between between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. with a one (1) hour interruption for the noon meal; on Saturday, between 7.00 a.m. and midday".

20° *Art. V. par. a* : Ce paragraphe est abrogé et remplacé par le suivant :

" Travail supplémentaire : — Tout travail exécuté en dehors de l'horaire ci-dessus déterminé par un employé régulier est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux et demi de son salaire régulier, exception faite des catégories suivantes :

1° Surnuméraires, hommes de peine, femmes de peine, gardiens et chauffeurs de fournaises autres que des machines fixes, salariés du personnel de maîtrise et mécaniciens travaillant comme chefs mécaniciens de première classe : Ces salariés n'ont droit à aucune majoration des taux de salaires décrits dans le présent décret pour travail supplémentaire.

2° Garçons : Ces employés devront être rémunérés au taux de soixante cents l'heure.

3° Mécaniciens de machine fixe et chauffeurs autres que les chefs mécaniciens de première classe employés dans les établissements faisant le commerce des fruits, légumes et poisson : les salariés devront être renumérés au taux de temps simple de quarante-huit à cinquante-trois heures au cours d'une même semaine de travail, mais après cinquante-trois heures de travail devront être rémunérés sur la même base de salaire et demi.

4° Dans les maisons faisant la fabrication des moulées de viande, les employés affectés aux opérations de fabrication devront être rémunérés à temps simple de quarante-huit à cinquante-trois heures, ils devront être rémunérés à raison de salaire et demi.

21° *Art. V, par. c* : Ce paragraphe est abrogé.

22° *Art. VI par. a* : Ce paragraphe est abrogé et remplacé par le suivant :

" Jours de fête chômés : — Tout employé régulier doit être rémunéré pour les jours de fête chômés suivants : Le Premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint jusqu'à midi, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet) la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël et le lendemain de Noël.

23° *Art. VI. par. b* : Ce paragraphe est ajouté à la suite du paragraphe " *a* " du présent article : " Mais tout employé régulier dont les services seront requis dans les établissements assujettis au présent décret les jours de fête chômés ci-dessus mentionnés au présent article VI, à l'exception toutefois des catégories d'employés mentionnées au paragraphe " *d* " de l'article IV, devra être rémunéré au taux de salaire double pour tout travail exécuté pendant ces jours de fête chômés.

Nonobstant les dispositions du présent paragraphe, les fabricants de moulée de viande devront payer temps et demi pour le lendemain de Noël aux employés de leurs établissements, à l'exception toutefois des catégories d'employés mentionnés au paragraphe " *d* " de l'article IV.

24° *Art. VII par. a* : Vacances payées : — Ce paragraphe est abrogé et remplacé par le suivant: " Tout salarié régulier qui au 30 juin de chaque année a à son crédit une année de service pour le compte du même employeur, ou dans le même établissement a droit à une semaine (six jours consécutifs) de vacances payées qui devront être données entre le 15 mai et le 15 octobre de la même année. Toutefois, moyennant entente préalable entre l'employeur et l'employé, celui-ci pourra prendre ses vacances de six jours non-consécutifs durant la période ci-haut mentionnée. Cependant toujours après entente préala-

20. *Section V, subsection a:* — This subsection is repealed and replaced by the following: "Overtime Work: any work performed by a regular employee outside the hours determined hereinabove is considered as overtime work and shall be paid for at the rate of time and one half of his regular wages; however this does not apply to the following categories:

1o. Occasional hands, common labourers — male and female, watchmen and boiler (not stationary engines) firemen, personnel and administration employees and enginemen working as first-class chief enginemen: These employees are not entitled, for overtime work to an increase in the rates of wages described in the present decree.

2o. Junior employees: These employees shall be paid at the rate of sixty (60) cents per hour.

3o. Stationary enginemen and firemen other than first-class chief engenimen employed in establishments dealing in fruit, vegetables and fish: These employees shall be paid at the rate of single time from forty-eight (48) to fifty-three (53) hours in the course of the same working week, but after fifty-three hours'work they shall be paid on the same basis of time and one half.

4o. In establishments which produce meat mashes, the employees committed to operations of production shall be paid at the rate of single time from forty-eight to fifty-three hours in the course of the same working week: after fifty-three hours they shall be paid at the rate of time and one half.

21. *Section V, subsection c:* — This subsection is repealed.

22. *Section VI, subsection a:* — This subsection is repealed and replaced by the following: "Feast days to be kept as holidays: — Every regular employee shall be paid for the following kept feast days: New Year's Day, the day after New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday until midday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day (July 1st), Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and the day after Christmas Day".

23. *Section VI, subsection b:* — This subsection is added after subsection "a" of the present section: But any regular employee whose services will be required in the establishments governed by the present decree on the kept feast days hereabove mentioned in the present section VI, excepting however the categories of employees mentionned in subsection "d" of section IV, shall be paid at the rate of double time for any work permormed on such kept feast days. Notwithstanding the provisions of the present subsection, manufacturers of meat mashes shall pay the employees of their establishments time and one half for the day after Christmas, excepting however the categories of employees mentioned in subsection "d" of section IV".

24. *Section VII, subsection a:* — Holidays with pay: — This subsection is repealed and replaced by the following: "Every regular employee who on the 30th of June of each year has to his credit one year's service in the employ of the same employer, or in the same establishment, is entitled to one week's holidays with pay (six consecutive days) which shall be given to him between the 15th of May and the 15th of October of the same year. However, upon agreement reached beforehand by the employer and employee, the latter may take his holidays in the form of six non-consecutive days during the

ble entre les parties, un salarié pourra renoncer à ses vacances moyennant rémunération équivalente. Copie de toute entente au sujet de telle renonciation aux vacances consécutives ou non, devra être déposée entre les mains du Comité Paritaire dans un délai de 15 jours après telle entente.

25° *Art. VIII par. b* : Ce paragraphe est abrogé et remplacé par le suivant :

" Tout employeur professionnel qui contracte avec un entrepreneur, un sous-entrepreneur ou sous-traitant, directement ou par intermédiaire est solidairement responsable avec cet entrepreneur, ce sous-entrepreneur, ou sous-traitant et tout intermédiaire du paiement du salaire fixé par le décret. "

26° *Art. VIII. par. d* : Ce paragraphe est abrogé et remplacé par le suivant :

" Les salaires supérieurs actuellement payés et autres avantages prévus au décret déjà accordés aux employés régis par le susdit décret ne peuvent pas être réduits pendant sa durée ".

27° *Art. VIII. par. f* : Ce paragraphe est abrogé et remplacé par le suivant :

" Tout employé exécutant plus d'une fonction ou charge faisant l'objet du présent décret doit recevoir le salaire établi pour la fonction la mieux rémunérée pourvu qu'il ait rempli cette fonction supérieure pendant au moins la moitié de la semaine régulière de travail ".

28° *Art. IX* : Cet article est abrogé et remplacé par le suivant :

" Uniformes : — Les frais d'achat et l'entretien de tous costumes, uniformes, ou parties d'uniformes exigés par l'employeur pour l'exécution d'un travail sont à la charge de l'employeur.

29° La nouvelle section II suivante est ajoutée à la suite du nouvel article IX — Uniformes :

SECTION II

1 — *Définition :* — Aux fins d'applicationde la présente section, le terme suivant a la signification qui lui est ci-après donnée :

a) Voyageur de commerce ou représentant :

Le terme " Voyageur de commerce ou représentant" signifie et comprend toute pesonne, en titre, voyageant pour le compte d'un établissement tel que mentionné dans la section II, paragraphes *a*, *b*, *c* du décret relatif au commerce en gros de l'alimentation, ayant pour mission de vendre ou d'aider la vente des marchandises ou produits de ces établissements ; le terme "voyageur de commerce ou représentant" signifie aussi tout représentant n'agissant pas pour son compte personnel mais ayant pour mission de visiter des acheteurs pour le compte d'un établissement vendant une ou plusieurs des marchandises mentionnées dans la section II des paragraphes *a*, *b*, *c* et étant assujetti à l'obligation de se conformer aux instructions d'un établissement ; le terme "voyageur de commerce ou représentant" signifie de plus tout placier agissant dans la ville même où se trouve l'établissement qui l'emploie. Ce terme désigne également tout solliciteur ou vendeur servant d'intermédiaire pour la vente de toutes marchandises comprises dans la juridiction commerciale du présent décret entre producteur industriel, marchand ou toute autre personne.

b) Toute discussion relative au classement des voyageurs de commerce ou représentants

period mentionned hereinabove. However, when previously agreed to by both parties, an employee may waive his holidays in return for which he shall receive an equivalent remuneration. A copy of every agreement concerning such renounciation of holidays, consecutive or not, shall be forwarded to the Parity Committee within a delay of 15 days after such agreement.

25. *Section VIII, subsection b:* — This subsection is repealed and replaced by the following: "Every professional employer who contracts with a contractor, a sub-contractor or jobber, directly or through an intermidiary, is jointly responsible, with such contractor, sub-contractor or jobber and any intermediary for the payment of the wages fixed by the decree".

26. *Section VIII, subsection d:* — This subsection is repealed and replaced by the following: "The higher wages actually paid to the employees governed by the abovementioned decree and the other advantages for which the decree provides and which are already granted to such employees shall not be reduced in the course of the duration of the said decree".

27. *Section VIII, subsection f:* — This subsection is repealed and replaced by the following: "Any employee performing more than one function or office subject to the present decree shall receive the wages established for the highest paid function or office provided that he has carried out such highest paid function during the half of the regular working week at least".

28. *Section IX:* — This section is repealed and replaced by the following:

"Uniforms: — The purchase and maintenance of all costumes, uniforms or parts of uniforms exacted by the employer for the performance of a task shall be payable by the employer".

29. The following new part II is added after section IX.— Uniforms.

PART II

I.— *Definition:* — For the purpose of the present part, the following term has the meaning hereinafter given to it:

a) Commercial salesman or representative:

The term "commercial salesman or representative" means and includes any person who, as employee, travels on the account of an establishment such as is mentioned in section II, subsections *a*, *b*, *c*, of the decree relating to the wholesale food trade and is required to sell or help to sell goods or products of such establishments; the term "commercial salesman or representative" means also any representative not doing business on his own account, but required to visit buyers on the account of an establishment selling one or more articles mentioned in section II, subsections *a*, *b*, *c*, and being obliged to comply with the instructions of an establishment; the term "commercial salesman or representative" means also any town-traveller working in the town in which is the establishment employing him. This term also means any canvasser or salesman being the intermediate agent for the sale of any goods included in the commercial jurisdiction of the present decree between the industrial producer merchant of any other person.

b) Any discussion relating to the classification of commercial salesmen or representatives

assujettis à ce décret sera réglée par le comité paritaire conformément aux dispositions des articles 23 et suivants de la Loi de la Convention collective.

II — *Durée de travail : a*) La semaine de travail sera de cinq jours, soit les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi. Lorsque dans l'exécution de ses fonctions un voyageur de commerce ou représentant sera obligé de se rendre dans un territoire généralement considéré comme éloigné du bureau de l'employeur auquel il doit se rapporter le samedi, l'employeur et le voyageur de commerce ou représentant devront s'entendre sur l'heure et le jour du départ du voyageur de commerce ou représentant ;

b) Le voyageur de commerce ou représentant devra se rapporter au bureau de l'employeur le samedi matin pour y donner un compte rendu de son travail et de ses dépenses, et pour revevoir les instructions de son employeur.

c) Il n'y aura pas de travail pour le voyageur de commerce le samedi après-midi.

d) L'employeur seul déterminera la durée de tout voyage dépassant cinq jours consécutifs ;

e) La semaine de travail pour le voyageur de commerce ou représentant, qui sera plus de cinq jours sur la route, sera jugée comme une semaine de travail telle que définie au paragraphe "*a*" du présent article. La durée du voyage, cependant ne devra jamais excéder deux semaines consécutives, excepté dans la Gaspésie, la Côte Nord et l'Abitibi, alors que la durée de travail des voyages pourra être réglée par entente entre l'employeur et l'employé.

III — *Tarif des salaires : a*) Quelle que soit la forme ou la nature du contrat entre un employeur et un voyageur de commerce ou son représentant, c'est-à-dire que l'exécution du contrat intervenu entre l'employeur et le voyageur de commerce ou représentant se fasse pour un salaire fixe ou sur un mode unique de commission ou de pourcentage sur le chiffre d'affaires effectué par le voyageur de commerce ou représentant ou encore par un taux fixe de salaire et de commission ou autrement, la rémunération d'un voyageur de commerce ou représentant ne doit pas être inférieure à :

$20.00 par semaine pendant les premiers six mois de vente dans la ligne :

$22.50 par semaine après les premiers six mois de vente dans la ligne ;

$25.00 par semaine après la première année de vente dans la ligne ;

$27.50 par semaine après la deuxième année de vente dans la ligne ;

$30.00 par semaine après la troisième année de vente dans la ligne ;

payée en espèces (monnaie courante)

b) Lorsque l'exécution du contrat intervenu entre un employeur et un voyageur de commerce ou représentant se fera sur un mode de commission ou encore lorsque ce contrat comprendra un taux fixe de salaire et une commission ou autrement, le revenu du voyageur de commerce ou représentant sera ajustable au moins une fois par année ou au moment de la cessation de l'emploi.

c) Les frais nécessaires de transport, de trois repas par jour et de logement convenable seront à la charge de l'employeur quand les voyages se feront en dehors de la ville ou de la localité ou réside le voyageur ;

d) L'employeur pourra remplacer temporairement un voyageur de commerce ou représentant pour cause de maladie ou pour vacances pour une période n'excédant pas soixante jours,

subject to the present decree shall be settled by the Parity Committee in conformity with the provisions of sections 23 and the following of the collective Agreement Act.

II.—*Duration of labour:—a*) The working weeks shall consist of five (5) days, namely: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday. When, in the execution of his work, a commercial salesman or representative shall be obliged to go in a territory generally deemed to be far from the office of the employer to whom he must report on Saturdy, the employer and the commercial salesman or representative shall agree upon the hour and date upon which the commercial salesman or representative is to start;

b) The commercial salesman or representative shall report to the office of the employer on Saturday morning to give an account of his work and his expenses and to receive instructions from his employer.

c) No work shall be performed by the commercial salesman on Saturday afternoon.

d) The employer alone shall determine the duration of any trip exceeding five consecutive days.

e) The working week of the commercial salesman or representative being more than five (5) days on the road shall be deemed to be a week's work as defined in subsection "*a*" of the present section. The duration of the trip, however, shall never exceed two consecutive weeks, except trips to the Gaspé peninsula, the North Shore and Abitibi, in which cases, the duration of such trips may be fixed by an agreement between the employer and the employee.

III.—*Rate of wages:* —*a*) No matter what form or nature of contract has been entered into between an employer and a commercial salesman or representative, i. e. whether the enforcement of the contract entered into between the employer and the commercial salesman or representative be based on fixed wages or solely on commission or percentage computed on the business figure met by the commercial salesman or representative, or on a fixed wage rate and commission or otherwise, the remuneration of a commercial salesman or representative shall not be less than:

$20.00 per week during the first six months, selling in the line;

$22.50 per week after the first six months, selling in the line;

$25.00 per week after the first year's selling in the line;

$27.50 per week after the second year's selling in the line;

$30.00 per week after the third year's selling in the line:

Paid in cash (in legal tender);

b) When the carrying out of the contract entered into by an employer and a commercial salesman or representative is done on a commission basis or when such contract provides for a fixed rate of wages and a commission or otherwise, the income of the commercial salesman or representative shall be ajustable at least once a year or when the employment comes to an end.

c) The necessary travelling expenses, three meals per day and suitable lodging shall be paid by the employer when trips are made outside the city or locality in which the traveller resides;

d) The employer may replace, temporarily, a commercial salesman or representative, because of illness or holidays, for a period not exceeding sixty days, by another of his employees

par un autre de ses employés sans être obligé de payer à ce dernier le salaire prévu au paragraphe "A" du présent article ;

e) Tout salaire actuellement payé, supérieur au salaire prévu au paragraphe "A" du présent article devra être maintenu ;

f) Aucune commission ne sera payable à un voyageur de commerce ou représentant pour des marchandises expédiées à un client qui aura failli dans les trente jours qui suivront la date d'expédition de telles marchandises, si ces marchandises n'ont pas été payées, et l'employeur pourra réclamer le remboursement de la commission si elle a été payée ; Toutefois, les remboursements ne pourront se faire à même les minima de salaire fixés au paragraphe "A" du présent article ;

Dans le cas où la faillite d'un client n'aura lieu que 30 jours après la date de l'expédition des marchandises sur la vente desquelles le voyageur de commerce ou représentant aura droit à une commission, cette commission sera payable par l'employeur nonobstant la faillite du client.

IV — *Employeurs et Voyageurs de Commerce ou Représentants résidant hors de la juridiction territoriale* : — Sont assujettis aux dispositions du présent décret, tout employeur et tout voyageur de commerce ou représentant résidant en dehors de la juridiction territoriale du présent décret, vendant toutes ou partie des marchandises indiquées aux paragraphes *a*, *b*, *c* de l'article II de la section I, dans les limites de la juridiction territoriale du présent décret.

V — *Congédiements* : Sauf pour un motif grave un avis d'une semaine, ou l'équivalent en salaire, devra être donné par l'employeur ou par le voyageur de commerce ou représentant, lorsque l'un ou l'autre décidera de mettre fin à leur convention individuelle, quand la rémunération du voyageur de commerce ou représentant sera payable à toutes les semaines ; un avis de quinze ou de trente jours ou l'équivalent en salaire sera nécessaire lorsque suivant les conditions d'une convention individuelle la rémunération du voyageur de commerce ou représentant sera payable à tous les quinze jours ou à tous les mois selon le cas.

VI — *Voyageurs de commerce à emplois multiples:* — *a*) Le voyageur de commerce ou représentant à l'emploi de plusieurs employeurs ne sera pas assujetti aux clauses et conditions des présentes, à moins qu'au préalable, il n'ait été convenu par écrit, par ce voyageur de commerce ou représentant et tous les employeurs, d'une proportion de salaire réclamable de chaque employeur. Cette entente devra être déposée entre les mains du Comité Paritaire.

b) Le montant du salaire auquel, dans ce cas, le voyageur de commerce ou représentant a droit en vertu du présent décret, sera réparti suivant la convention écrite, entre les différents employeurs en égard à la proportion des frais de voyage à être payés par chaque employeur et en égard à la proportion du temps du voyageur de commerce ou représentant à être consacré à chacun de ses employeurs. La somme ainsi déterminée, déduction faite du montant reçu de chaque employeur, pourra seule être réclamée.

VII: *Juridiction commerciale et territoriale* :— La juridiction commerciale et territoriale de cette section est la même que celle désignée pour la section I".

30° Le paragraphe suivant est ajouté après la section II et, par conséquent, s'applique aux deux sections.

without being compelled to pay to the latter the wages established in subsection "*a*" of the present section;

e) Any wages actually being paid and which are higher than those established by subsection "*a*" of the present section shall be maintained.

f) No commission shall be paid to a commercial salesman or representative on goods sent to a client who shall have become bankrupt within the thirty days following the date of the shipping of such goods, if such goods have not been paid, and the employer may claim the reimbursement of said commission if it has been paid; however reimbursements shall not be taken from the minimum wages prescribed by subsection "*a*" of the present section;

Should the bankruptcy of a client take place only thirty days after the date of the dispatch of the goods upon the sale of which the commercial salesman or representative shall be entitled to a commission, such commission shall be paid by the employer notwithstanding the bankruptcy of the client.

IV.— *Employers and commercial salesmen or representatives residing outside the territorial jurisdiction:* — Any employer and commercial salesman or representative residing outside the territorial jurisdiction of the present decree, selling all or a part of the goods mentioned in subsections *a*, *b*, *c*, of section II of Part I, within the limits of the territorial jurisdiction specified in the present decree, shall be subject to the provisions of the present decree.

V — *Discharges :* Except for serious reasons, a notice of one week, or the equivalent in wages, shall be given by the employer or by the commercial salesman or representative, when one or the other decides to end their individual agreement, when the remuneration of the commercial salesman or representative is payable weekly ; a notice of fifteen or thirty days or its equivalent in wages shall be necessary when, according to the conditions of an individual agreement, the remuneration of the commercial salesman or representative is payable every fifteen days or every month, as the case may be.

VI — *Commercial salesman or representative employed by several employers : a*) The commercial salesman or representatives employed by several employers shall not be subject to the clauses and conditions of the present decree unless it had previously been agreed, in writting, by the salesman or representative and all of his employers, upon a proportion of the wages rate that may be claimed from each employer. Such agreement shall be forward to the Parity Committee.

b) The amount of the wages to which, in such a case, the commercial salesman or representative is entitled under the present decree, shall be distributed according to the written agreement, between the various employers, taking into consideration the proportion of the travelling expenses to be paid by each employer and the proportion of the time he shall spend in the service of each of his employers. The amount thus determined, after deduction of the amount received from each employer, may alone be claimed.

VII — *Territorial and commercial jurisdiction:*— The territorial and commercial jurisdiction of this part is the same as that designated for part I.

30° The following paragraph is added after Part II and, consequently, applies to both parts.

Durée du décret : — Le présent décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au premier mai 1945. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties ne donne avis à l'autre, à ce contraire, soixante (60) jours avant le premier mai de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. "

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mars, 1946. 13315-o

"Duration of the decree : — The present decree comes into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains effective until May 1st, 1945. It then renews itself automatically from year to year unless either of the parties notify the other, in writting, to the contrary at least sixty (60) days before the first day of Nay of each year.

Such a notice must also be sent to the Minister of Labour. "

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30th, 1946. 13315-o

Minutes de Notaires

Avis est par la présente donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par Me Marcel Gilbert, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Côme, district judiciaire de Beauce, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me L. de G. Crépeau, autrefois notaire à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce, et maintenant régistrateur du comté et district de Beauce, et des greffes dont ce dernier était cessionnaire, savoir : Me Louis Moisan, Me J.-J. Lavoie, et partie de celui de Me Jules Côté.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13050-11-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par Me Paul-Edouard Boudreau, notaire, demeurant et pratiquant à Sherbrooke, district judiciaire de St-François, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Edouard Boudreau, notaire, qui pratiquait à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Québec, ce 18 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13125-12-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 21 mars 1946, d'accorder à M. J.-Marc Vermette, notaire, demeurant à Saint-Janvier, comté de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne, et pratiquant à Saint-Janvier ainsi qu'à Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Damase Gauthier, décédé, en son vivant notaire qui pratiquait à Sainte-Anne des Plaines, district judiciaire de Terrebonne.

Québec, le 27 mars 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
13281-o JEAN BRUCHÉSI.

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Me Marcel Gilbert, notary, residing and practising at Saint-Côme, judicial district of Beauce, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me L. de G. Crépeau, heretofore notary at Saint-Georges, judicial district of Beauce, and now registrar for the county and district of Beauce, and the records of which the latter was assignee, to wit : Me Louis Moisan, Me J. J. Lavoie, and part of those of Me Jules Côté.

JEAN BRUCHÉSI,
13050-11-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby give, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Paul Edouard Boudreau, notary, residing and practising at Sherbrooke, judicial district of St. Francis, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Edouard Boudreau, notary, who practised at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Quebec, March 18th, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13125-12-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Notarial Code, His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council bearing date March 21, 1946, to grant to Mr. J.-Marc Vermette, notary, residing at Saint-Janvier, county of Terrebonne, judicial district of Terrebonne, and practising at Saint-Janvier and also at Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Damase Gauthier, deceased, in his lifetime notary who practised at Sainte-Anne des Plaines, judicial district of Terrebonne.

Quebec, March 27, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
13281 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 28 février 1946

MM. Albert-H. Frégeau, de Rock Island, comté de Stanstead, et R. Donald Taylor, de la cité de Montréal, tous deux membres du Barreau de la Province: conseils en loi du Roi.

Québec, 9 mars 1946.

MM. Mario-E. Lattoni et John C. Whitelaw, tous deux de Montréal, et Philip F. Foran, de Hull, tous membres du Barreau de la Province: conseils en loi du Roil

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 6 février 1946.

MM. Albert Provost, secrétaire particulier de l'honorable Antonio Barrette, 22 avenue Laight, Sillery, Cté Québec: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Joliette, Montréal et Québec; Jean-Baptiste Lachance, maître de poste et gérant de Breakeyville Store Co. Ltd., de Breakeyville, Cté Lévis: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Louis-Vincent Hurtubise, employé de la Canadian Celanese, 248b, rue Hériot, Drummondville: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska; Georges Fournier, cultivateur, de l'Anse-Sainte-Anne-des-Monts, Cté Gaspé: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé; Alphonse Bélanger, contremaître pour la cité de Montréal, 22 est, rue Notre-Dame, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; J.-P. Desjardins, gérant de la Banque Canadienne Nationale à Sainte-Martine, Cté Châteauguay: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauharnois; H.-Jenry Paquet, assistant-gérant provincial de "The Independent Order of Foresters", 54 rue Saint-Patrice, Jos. Girard, 127½ rue Lavigueur, Charles Leclerc, 188 rue Aberdeen, J.-M. Ouellet, 75 avenue Cartier, app. 5, E. Violette, 397, 3ième avenue, Léo de Bellefeuille, 15, rue de Repentigny, Armand Paré, 132, 11ième rue, tous sept de la ville de Québec, Gaston St-Pierre, 23, rue Tessier, Saint-Grégoire-de-Montmorency, Maurice Vincent, du Village Huron, Cté Québec, Lawrence Néron, 50, 45ième rue ouest, Charlesbourg, ces neuf derniers enquêteurs de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, Raymond Caron, adjoint administratif du représentant régional, 496 rue Saint-Cyrille, et Omer Forgues, officier de la division des véhicules-moteurs, 192¼, rue des Franciscains, tous deux de la ville de Québec, et employés à la dite Commission: tous les douze juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council: to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Quebec, February 28, 1946.

Messrs. Albert H. Frégeau, of Rock Island, county of Stanstead, and R. Donald Taylor, of the city of Montreal, both members of the Bar of the Province: King's Counsels.

Quebec, March 9, 1946.

Messrs. Mario E. Lattoni and John C. Whitelaw, both of Montreal, and Philip F. Foran, of Hull, all members of the Bar of the Province: King's Counsels.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, February 6, 1946

Messrs Albert Provost, private secretary of the Honourable Antonio Barrette, 22 Laight Avenue, Sillery, Co. Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Joliette, Montreal and Quebec; Jean-Baptiste Lachance, post-master and manager of the Breakeyville Store Co. Ltd., of Breakeyville, Co., Levis: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Louis-Vincent Hurtubise, employee of the Canadian Celanese, 248b Hériot Street, Drummondville: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska; Georges Fournier, farmer, of l'Anse-Sainte-Anne-des-Monts, Co. Gaspé: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé; Alphonse Bélanger, foreman for the city of Montreal, 22 Notre-Dame Street East Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; J. P. Desjardins, manager of the Banque Canadienne Nationale at Sainte-Martine, Co. Châteauguay: to be a Justice of the Peace with juridiction over the judicial district of Beauharnois; J. Henry Paquet, assistant provincial manager of The Independent Order of Foresters, 54 Saint Patrick Street, Jos. Girard, 127½ Lavigueur Street, Charles Leclerc, 188 Aberdeen Street, J. M. Ouellet, 75 Cartier Avenue, Apt. 5, E. Violette, 397 3rd Avenue, Léo de Bellefeuille, 15 de Repentigny Street, Armand Paré, 132, 11th Street, all seven of the city of Quebec, Gaston St-Pierre, 23 Tessier Street, Saint-Grégoire-de-Montmorency, Maurice Vincent, of the Huron Village, Co. Quebec, Lawrence Néron, 50, 45th Street West, Charlebourg, these nine latter investigators on the Wartime Prices and Trade Board, Raymond Caron, assistant executive of the regional representative, 496 Saint-Cyrille Street, and Omer Forgues, officer of the motor vehicle division, 192¼ des Franciscains Street, both of the city of Quebec, and employees of the said Board: all twelve to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec. The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Québec, 21 février 1946.

MM. O.-Louis Bourque, directeur de la circulation à "La Patrie", 5025 rue Boyer, Raymond-G. Laporte, assistant-comptable à l'Hydro-Québec, 5956 rue Esplanade, Aristide Miller, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, 8183 rue Casgrain, tous trois de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; H.-R. Cummings, comptable public, et Gilles Garneau, comptable, tous deux de Rimouski: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Hervé Paquet, agent-vendeur, de Saint-Paul-d'Abbotsford, Cté Rouville: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-Hyacinthe; Léger Noël, cultivateur, de Saint-Paul-de-la-Rivière-Héva: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; Ambroise Coutellier, 10721 boulevard Saint-Vital, Lucien Malouin, 3850 rue Ontario est, tous deux de Montréal, Eugène Lacasse, 44 rue Gohier, Ville Saint-Laurent, Cté Jacques-Cartier, Léo Pilon, 10 rue Dollard, et P.-A. Genest, 54 rue Montcalm, tous deux de Hull, ces cinq derniers greffiers des tribunaux d'arbitrage du Ministère du Travail: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 28 février 1946.

MM. Robert Léveillé, contremaître, 5375 rue Drake, Léopold Pouliot, commis-voyageur, 8594 rue Berri, J.-Maxime-Paul Boucher, gérant, 5266 rue Notre-Dame ouest, Rolland Saint-Mleux, commis-voyageur, 2652 avenue de la Salle, tous quatre de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Charles-E. Jacob, contremaître, 1243 rue Saint-Denis, Trois-Rivières: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières; Ludger Dumais, de Saint-Denis, Cté Kamouraska, et Alfred Plourde, de Mont-Carmel, même comté: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska; Jean-Paul Lafleur, 8482 rue Drolet, Odilon Aymong, 1608 rue Orléans, tous deux de Montréal, Roméo Chevalier, 141 rue Villebon, Noël Bérubé, 100 rue St-Eustache, tous deux de Québec, et Roger Leclerc, 379 rue St-Joseph, Lauzon, ces cinq derniers greffiers des tribunaux d'arbitrage du Ministère du Travail: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 9 mars 1946.

MM. Paul Nantel, 1537 rue Roberval, Maurice St-Jean, 253 rue Bourget, tous deux comptables, de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Antoine Dussault, gérant de la Caisse Populaire de Saint-Sauveur, 30 rue Alleyn, Germain Lépine, entrepreneur de pompes funèbres, 40 Chemin Ste-Foy, Raymond Labadie, comptable, 110 avenue Marguerite-Bourgeoys, tous trois de Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Loyola Létourneau, inspecteur-vérificateur au Département de l'Instruction publique: juge de paix avec

Quebec, February 21, 1946.

Messrs. O. Louis Bourque, director of circulation at "La Patrie", 5025 Boyer Street, Raymond G. Laporte, assistant accountant at the Quebed Hydro, 5956 Esplanade Street, Aristide Miller, inspector on the Old Age Pensions Commission, 8183 Casgrain Street, all three of Montreal: to be justices of the Peace with juridiction over the judicial district of Montreal; H. R. Cummings, public accountant, and Gilles Garneau, accountant, both of Rimouski; to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Hervé Paquet, agent-salesman, of Saint-Paul-d'Abbotsford, Co. Rouville: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St-Hyacinthe; Léger Noël, farmer, of Saint-Paul-de-la-Rivière-Héva: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; Ambroise Coutellier, 10721 Saint-Vital Boulevard, Lucien Malouin, 3850 Ontario Street East, both of Montreal, Eugène Lacasse, 44 Gohier street, Town of Saint-Laurent, Co. of Jacques-Cartier, Léo Pilon, 10 Dollard street, and P. A. Genest, 54 Montcalm street, both of Hull, the five latter clerks of the Arbitration tribunal of the Department of Labour: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec. The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, February 28, 1946.

Messrs. Robert Léveillé, foreman, 5375 Drake street, Léopold Pouliot, commercial traveller, 8594 Berri street, J.-Maxime-Paul Boucher, manager, 5266 Notre-Dame street West, Rolland Saint-Mleux, commercial traveller, 2652 de la Salle avenue, all four of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Charles E. Jacob, foreman, 1243 St. Denis street, Trois-Rivières: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières; Ludger Dumais of Saint-Denis, Co. of Kamouraska, and Alfred Plourde, of Mont-Carmel, same county: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska; Jean-Paul Lafleur, 8482 Drolet street, Odilon Aymong, 1608 Orleans street, both of Montreal, Roméo Chevalier, 141 Villebon street, Noël Bérubé, 100 St. Eustache street, both of Quebec, and Roger Leclerc, 379 St. Joseph street, Lauzon, the five latter clerks of the Arbitration tribunal of the Department of Labour: to be Justices of the Peace, with juridiction over the whole Province of Quebec. The Justices of the Peace named in the present paragraph, are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, March 9, 1946.

Messrs. Paul Nantel, 1537 Roberval street, Maurice St-Jean, 253 Bourget street, both accountants, of Montreal, to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Antoine Dussault, manager of "la Caisse Populaire de Saint-Sauveur, 30 Alleyn street, Germain Lépine, funeral undertaker, 40 St. Foy Road, Raymond Labadie, accountant, 110 Marguerite-Bourgeoys, all three of Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Loyola Létourneau, inspector-auditor in the Department of Education: to be a Justice of the Peace with

juridiction sur toute la province de Québec, et Lucien Gauthir, secrétaire de la Commission scolaire, de Saint-Sulpice, Cté L'Assomption: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Jean-Marie Grégoire, député-greffier de la paix du district de Saint-François, de Sherbrooke: juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire de Saint-François, telle juridiction, cependant, devant être restreinte à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpoenas et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix.

13325-o

jurisdiction over the whole Province of Quebec; and Lucien Gauthier, secretary of the School Commission, of Saint-Sulpice, Co. L'Assomption: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette. The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Jean-Marie Grégoire, deputy clerk of the Peace for the district of Saint Francis, of Sherbrooke: to be a Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 358 of the Court of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of Saint Francis, such jurisdiction, however, to be restricted to the swearing of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpoenas and warrants of custody, as well as the receiving of sureties and adjourment of cases, either alone when the Law permits, or with another Justice of the Peace when the Law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.

13325

Sièges sociaux

GENERAL STOKER SERVICE LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie General Stoker Service Ltd., constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, le 21ième jour de janvier 1946, par lesquelles il est déclaré que le siège social sera situé dans la cité de Montréal, province de Québec, a établi son siège social à 1581 rue Maisonneuve, dans ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P. Q., ce 19ième jour de mars 1946.

Le Président,
13238 RICHARD G. DAVIES.

AVIS

DROUMAQUE GOLD MINES LTD.
(No personal liability)

Règlement No 51

Que le siège social de la compagnie soit et est par les présentes changé et devra être situé dans la Cité de Montréal, à 159 ouest, rue Craig, Chambre 616.

Certifié extrait conforme du livre de minutes de la compagnie.

(Sceau) Le Secrétaire,
13292-o J.-J. GOURD.

LORD & FILS, INC.

Avis est, par les présentes, donné q ue Lord & Fils, Inc., constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 12 octobre 1945 en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, a établi son bureau au N° 345 rue Notre-Dame Est, en la cité de Montréal.

Head offices

GENERAL STOKER SERVICE LTD.

Notice is hereby given that "General Stoker Service Ltd.", incorporated by Letters Patent issued under the provisions of the Quebec Companies' Act on the 21st day of January, 1946, whereby its Head Office is declared to be situate at the city of Montreal in the province of Quebec, has established its Head Office at 1581 Maisonneuve Street in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, P.Q. this 19th day of March, 1946.

RICHARD G. DAVIES,
13238-o President.

NOTICE

DROUMAQUE GOLD MINES LTD.
(No personal liability)

By-Law No. 51

That the head office of the Company be and is hereby changed and shall be situated in the City of Montreal, at 159 Craig Street, West, Room 616.

Certified to be a true extract from the Minute Book of the Company.

(Seal) J.-J. GOURD,
13292-o Secretary.

LORD & FILS, INC.

Notice is hereby given that Lord & Fils, Inc., incorporated by Letters Patent issued on the 12th. day of October 1945 under the Quebec Companies' Act, has established its office at No. 345 Notre Dame Street East, in the city of Montreal.

A compter de la date du présent avis la Compagnie considérera le dit bureau comme son bureau principal.

Donné à Montréal ce vingtième jour de mars, 1946.

(Sceau)

Le Président,
13239-o DONAT LORD.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the Company as being the head-office of the Company.

Dated at Montreal this twentieth day of March 1946.

(Seal)

DONAT LORD,
13239-o President.

Avis est donné que l'Habitation Sociale Inc., constituée en corporation le vingt-huit mai 1945, a son siège social à 2 rue de l'Université, en la Cité de Québec.

A compter de la date de cet avis cet endroit est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, le 20 mars 1946.

Le Président de l'Habitation Sociale Inc.,
13246-o OMER LUSSIER.

Notice is given that " L'Habitation Sociale Inc. ", incorporated on the twenty-eighth of May 1945, has established its head office at 2 Université street, in the city of Quebec.

From and after the date of this notice the said place shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, March 20, 1946.

OMER LUSSIER,
13246 Président of " L'Habitation Sociale Inc."

Soumissions

Province de Québec, District de Richelieu

COMMISSION SCOLAIRE CATHOLIQUE DE LA CITÉ DE SOREL

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées " Soumissions pour obligations " seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi le 18 avril 1946, pour l'achat d'une émission d'obligations de $100,000.00 des Commissaires d'Écoles catholiques de la cité de Sorel, portant intérêt au taux de trois pour cent l'an, échéant de 1946 à 1961, datées du 1er avril 1946 et rachetables par séries, comme suit :

1947	2,100.
1948	2,200.
1949	2,200.
1950	2,300.
1951	2,400.
1952	2,400.
1953	2,500.
1954	2,600.
1955	2,700.
1956	2,700.
1957	2,800.
1958	2,900.
1959	3,000.
1960	3,100.
1961	64,100.

Les dites obligations pourront être enregistrées quant au capital, et les intérêts seront payables semi-annuellement les 1er avril et octobre de chaque année.

Le capital et les intérêts seront payables, au choix du porteur, au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale, à Montréal et à toutes les succursales de la dite Banque dans la Province de Québec.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

Les soumissions devront spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Les dits commissaires d'écoles de la cité de Sorel se réservent le droit de racheter par anticipation, à toute échéance d'intérêt, les obligations ci-dessus, à un prix non inférieur à la valeur nominale, après les avis requis par la loi, le tout

Tenders

Province of Quebec, District of Richelieu

CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS OF THE CITY OF SOREL

Public notice is hereby given that tenders sealed and endorsed " Tenders for Bonds " shall be received by the undersigned until four o'clock in the afternoon, the 18th day of April 1946, for the purchase of $100,000.00 of the Catholic School Commissioners of the City of Sorel, bearing interest at three per cent, maturing from 1946 to 1961, dated the first day of April 1946, and redeemable serially as follows :

1947	2,100.
1948	2,200.
1949	2,200.
1950	2,300.
1951	2,400.
1952	2,400.
1953	2,500.
1954	2,600.
1955	2,700.
1956	2,700.
1957	2,800.
1958	2,900.
1959	3,000.
1960	3,100.
1961	64,100.

The said bonds will be registerable as to the principal, and interests payable semi-annually, the first, days of April and October of each year.

Both the principal and interest will be payable at the holder' option, at the principal office of the Banque Canadienne Nationale at Montreal and at all branches of said bank in the Province of Quebec.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Tenders must specify whether the accrued interest is or not comprised in the prine of the tender.

The said School Commissioners of the City of Sorel reserve their right of redeeming by anticipation, at any interest maturity date, the bonds above mentioned, at a price not lower than their face value, after the public notices requested by

suivant les dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941.

Ni la plus basse ni aucune des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

Ces soumissions seront ouvertes à une session spéciale des dits Commissaires d'Écoles, qui sera tenue, à 4.00 heures de l'après-midi, le jeudi 18 avril 1946, en l'hôtel de ville.

Donné à Sorel, en l'hôtel de ville, ce 25 mars 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
13254-o THÉODORE BARDIER.

the law and complying with the conditions determined by the law, chapter 212, E. R. Q. 1941.

Lowest or any tender not necessarily accepted.

Tenders shall be open, at a special session of the said School, Commissioners to be held at 4.00 o'clock., on Thursday, April 18th, 1946, at the City-Hall.

Given at Sorel, in the City-Hall, this 25th of March, 1946.

THÉODORE BARDIER,
13254-o Secretary-Treasurer.

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE ST-LÉONARD DE PORT-MAURICE, PRÈS MONTRÉAL

AVIS

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, à son bureau, situé au numéro 11,146 de la rue Cadieux, en la ville de Montréal-Nord, jusqu'à 4 heures de l'après-midi, lundi le 15 avril 1946 pour l'achat de $90,000.00 d'obligations de la ville de St-Léonard de Port-Maurice, datées du 1er mai 1946 et remboursables en séries du 1er novembre 1946 au 1er novembre 1966, inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi-annuellement les 1er mai et novembre de chaque année.

Ces obligations sont émises en vertu du règlement No 81 du conseil de la ville de St-Léonard de Port-Maurice pour pourvoir au rachat par anticipation du solde des obligations au montant de $90,000.00 émises en vertu du règlement N° 79 dudit conseil.

Le capital et les intérêts sont payables à la Banque Provinciale du Canada, à Montréal.

Ces oblirations pourront être rachétées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus élevées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 15 avril 1946 à 8 heures de l'après-midi, à la salle de l'école de la ville de St-Léonard de Port-Maurice

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville de St-Léonard de Port-Maurice, ce 27ème jour de mars 1946.

Le Secrétaire-trésorier de la ville
de St-Léonard de Port-Maurice,
13318-o J.-A. CADIEUX.

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF ST-LÉONARD DE PORT-MAURICE, NEAR MONTREAL.

NOTICE

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for Bonds" will be received by the undersigned, at his office, No. 11,146 Cadieux street, in the Town of Montreal-North ,up to 4 o'clock in the afternoon, Monday, April 15, 1946, for the purchase of $90,000 of bonds of the Town of St-Léonard de Port-Maurice, dated from the 1st of May, 1946, and redeemable serially from the 1st of November, 1946 to the 1st of November 1966, inclusively, with interest at 3% per annum payable semi-annually the 1st of May and November of each year.

The said bonds to be issued under By-law No. 81 of the Council of the said Town of St-Léonard de Port-Maurice, to provide for the redemption by anticipation of the balance of the bonds to the amount of $90,000 issued in virtue of By-law No. 79 of the said Council.

Capital and interest are payable at the Banque Provinciale du Canada, at Montreal.

The said bonds to be redeemed by anticipation, at par, at all interest maturity dates, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if said redemption be partial, it shall affect the most remote maturities and the highest numbers.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on April 15, 1946, at 8 o'clock in the evening, at the school hall of the Town of St-Léonard de Port-Maurice.

The Council does not bind itself to accept the the highest nor any of the tenders.

Town of St-Léonard de Port-Maurice, this 27th day of March, 1946.

J. A. CADIEUX,
Secretary-treasurer of the Town
13318 of St-Léonard de Port-Maurice.

Province de Québec, comté de Mégantic

C. S. LYSTER-STATION

Soumissions pour obligations

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, le seizième jour d'avril 1946, pour l'achat de $50,000.00 d'obligations à êtres émises en vertu d'une résolution des commissaires d'école adoptée le 14 mars 1946.

Province of Quebec, county of Mégantic

S. C. OF LYSTER-STATION

Tenders for Bonds

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until five o'clock in the afternoon on the sixteenth day of April 1946, for the purchase of $50,000 of bonds to be issued under the authority of a resolution adopted by the School Commissioners on the 14th of March 1946.

Ces obligations seront datées du premier avril 1946 et remboursables en séries en 20 ans suivant le tableau ci-après:

Année	*Capital*	*Année*	*Capital*
1947	$6,300	1957	$1,000
1948	6,500	1958	1,100
1949	6,600	1959	1,100
1950	6,900	1960	1,100
1951	7,000	1961	1,200
1952	900	1962	1,200
1953	900	1963	1,200
1954	1,000	1964	1,300
1955	1,000	1965	1,300
1956	1,000	1966	1,400

L'intérêt sur ces obligations sera de 3% payable semi-annuellement. Le capital et les intérêts seront payables au bureau de la Banque Canadienne Nationale à Lyster, Plessisville, Québec ou Montréal.

Les obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de 30 jours ni plus de 60 jours publié dans la *Gazette officielle de Québec*, (S.R.Q., 1941, chap. 202).

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt. Ce dépôt ne portera pas intérêt.

La commission scolaire se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Daté à Lyster, ce 27 mars 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
13323-o AIMÉ BILODEAU.

These bonds will be dated April 1st, 1946, and will be redeemable serially in 20 years according to the table hereunder:

Year	*Capital*	*Year*	*Capital*
1947	$6,300	1957	$1,000
1948	6,500	1958	1,100
1949	6,600	1959	1,100
1950	6,900	1960	1,100
1951	7,000	1961	1,200
1952	900	1962	1,200
1953	900	1963	1,200
1954	1,000	1964	1,300
1955	1,000	1965	1,300
1956	1,000	1966	1,400

The interest on these bonds will be of 3% payable semi-annually. Capital and interests will be payable at the Canadian National Bank, at Lyster, Plessisville, Quebec or Montreal.

These bonds may be redeemed by anticipation at par on any date of payment of interest, upon previous notice of not less than 30 days nor more than 60 days published in the *Quebec Official Gazette* (R.S.Q., 1941, chap 202).

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the said issue. This deposit will not bear interest.

The School Commission reserves itself the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Dated at Lyster, March 27, 1946.

AIMÉ BILODEAU,
13323-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec, comté de Chicoutimi

VILLAGE DE LATERRIÈRE

Soumissions pour obligations

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, le seizième jour d'avril 1946, pour l'achat de $16,000.00 d'obligations à être émises en vertu du règlement N° 47.

Ces obligations seront datées du 1er mai 1946 et remboursables en séries en 10 ans.

L'intérêt sur ces obligations sera de 3%. Le capital et les intérêts seront payables au bureau de la Banque Canadienne Nationale à Chicoutimi, Québec ou Montréal.

Les susdites obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, sur préavis de pas moins de 30 ni plus de 60 jours publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt. Ce dépôt ne portera pas intérêt.

La corporation se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Donné à Laterrière, ce vingt-septième jour de mars 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
13321-o R. FOURNIER.

Province of Quebec, county of Chicoutimi

VILLAGE OF LATERRIÈRE

Tenders for Bonds

Public Notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until five o'clock in the afternoon, on the sixteenth day of April, 1946, for the purchase of $16,000 of bonds to be issued under the authority of By-Law No. 47.

These bonds will be dated May 1st, 1946, and redeemable serially in 10 years.

The interest on these bonds will be of 3%. Capital and interest will be payable at the offices of the Banque Canadienne Nationale, at Chicoutimi, Quebec or Montreal.

The said bonds may be redeemed by anticipation at par, upon previous notice of not less than 30 days nor more than 60 days, published in the *Quebec Official Gazette*.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the said issue. This deposit will not bear interest.

The corporation reserves itself the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Laterrière, this twenty-seventh day of March, 1946.

R. FOURINIER,
13321-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec, comté de Chicoutimi

Village de la Rivière-du-Moulin

Soumissions pour obligations

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions

Province of Quebec, county of Chicoutimi

Village of Rivière-du-Moulin

Tenders for Bonds

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be recei-

pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, le seizième jour d'avril 1946, pour l'achat de $38,000.00 d'obligations à être émises en vertu du règlement N° 60.

Ces obligations seront datées du 1er mai 1946 et remboursables en séries en 20 ans.

L'intérêt sur ces obligations sera de 3% sur les échéances de 1947 à 1951 inclusivement au montant de $7,400.00 et de 3¼% sur les échéances de 1952 à 1966 inclusivement au montant de $30,600.

Le capital et les intérêts seront payables à la Banque Royale du Canada à Chicoutimi, Québec ou Montréal.

Les susdites obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, sur préavis de pas moins de 30 ni plus de 60 jours publié dans la *Gazette officielle de Québec.*

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt. Ce dépôt ne portera pas intérêt.

La corporation se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Donné à Rivière-du-Moulin, ce vingt-septième jour de mars 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
13322-o J.-A. OUELLETTE.

ved by the undersigned until five o'clock in the afternoon on the sixteenth day of April, 1946, for the purchase of $38,000.00 of bonds to be issued under the authority of By-Law No. 60.

These bonds will be dated May 1st, 1946, and redeemable serially in 20 years.

The interest on these bonds will be of 3% on the maturities from 1947 to 1951 inclusively to the amount of $7,400.00 and of 3¼% on the maturities from 1952 to 1966 inclusively to the amount of $30,600.

Capital and interest will be payable to the offices of the "Banque Royale du Canada" at Chicoutimi, Quebec or Montreal.

These bonds may be redeemed by anticipation at par, upon previous notice of not less than 30 days nor more than 60 days published in the *Quebec Official Gazette.*

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the said issue.

The corporation reserves itself the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Rivière-du-Moulin, this twenty-seventh day of March 1946.

J.-A. OUELLETTE,
13322-o Secretary-Treasurer.

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier mai 1945 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à divers endroits dans les provinces de Québec, de Nouveau Brunswick et de la Nouvelle Ecosse, seront vendus aux enchères par Frank Waddington, successeur de D. M. Henderson, encanteurs, 128 King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin le neuf mai 1946, en conformité de la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 14 mars 1946.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY
Le Surintendant,
13119-12-6-o H. L. ATTO.

Avis est par les présentes donné que tous les effets de baggage reçus avant le vingt-quatrième jour d'avril 1945 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901, rue Saint-Jacques ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi, le vingt-quatrième jour d'avril 1946, en conformité de la Loi des chemins de fer du Canada, a moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 4 mars 1946.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du Service des Postes et Bagages,
12966-11-6-o W. E. ALLISON.

Sales of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1945, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, successors to D. M. Henderson and Co., auctionneers at 128 King St. East, Toronto, Ont. at eleven o'clock in the forenoon, on the ninth day of May 1946, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY
March 14th, 1946, Montréal, Que.
H. L. ATTO,
13119-12-6-o Superintendent.

Notice is hereby given that all baggage received prior to the 24th day of April, 1945, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, April 24th, 1946, under authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, March 4th, 1946.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
per: W. E. ALLISON,
12966-11-6-o Manager, Mail & Baggage Traffic.

Vente par licitation

Province de Québec, District de Beauharnois, Cour Supérieure N° 8636. Lucinda Thompson, de Clute, province d'Ontario,

Sale by Licitation

Province of Quebec, District of Beauharnois, Superior Court, No. 8636. Lucinda Thompson, of Clute, Province of Ontario, wife

épouse séparée de biens de Horatio U. Morden, cultivateur, du même lieu, et Mathilda Thompson, de Gore Bay, province d'Ontario, épouse divorcée de S. H. Carleton, cultivateur, du même lieu, demanderesses, vs Albert A. E. McDowell, du canton d'Eaton, district de St-François, Défendeur :

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégant à Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le ving et unième jour de mars 1946, la licitation de l'immeuble ci-après décrit a été ordonnée savoir : " Un lot de terre sis et situé dans le canton de Hemmingford, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton sous le numéro Six-A, (6a), dans le cinquième rang des réserves de la Couronne, avec bâtisses " ; ledit immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le jeudi deuxième jour de mai prochain, à onze heures de l'avant-midi, au bureau du protonotaire de cette cour, au Palais de Justice, à Salaberry de Valleyfield, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour ; et toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elle seront forcloses du droit de le faire.

Salaberry de Valleyfield, le 22 mars 1946.
Les Procureurs des demanderesses,
13272-13-2-o COSSETTE & COSSETTE.

separate as to property of Horatio U. Morden farmer, of the same place, and Mathilda Thompson, of Gore Bay, Province of Ontario, divorced wife of S. H. Carleton, farmer, of the same place plaintiffs ; vs Albert A. E. McDowell, of the Township Eaton, district of St-Francis, defendant.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, on the twenty-first day of March, 1946, the licitation of the immovable hereinafter described was ordered, to wit :

A lot of land lying and situate in the Township of Hemmingford, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said township as number six-A (6a), in the fifth range of the Crown Reserves — with buildings; the said immovable above described will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on Thursday the Second day of May next, at Eleven o-clock in the forenoon, at the office of the prothonotary of the said Court, in the Court House, at Salaberry de Valleyfield, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said Court ; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition to payment be filed within six days following the adjudication ; and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Salaberry de Valleyfield, March 22 1946.
COSSETTE & COSSETTE,
13272-13-2 Attorneys for plaintiffs.

VENTES PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI

Cour supérieure — District d'Abitibi

N° V-876 { WON YATE, de Bourlamaque, defendeur-saisissant, versus PETE KOVARBASICH, de Windsor, Ontario, demandeur-saisi, à savoir:

Comme appartenant au demandeur-saisi le lot de terre numéro cent trente et un (131) du cadastre officiel pour la Ville de Bourlamaque avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Val d'Or, MARDI le TRENTE AVRIL, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
J.-U. DUMONT.

Cabinet du shérif,
Amos, 25 mars 1946. 13273-13-2-o
[Première insertion, 30 mars 1946]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Superior Court — District of Abitibi

No. V-876 { WON YATE, of Bourlamaque, defendant seizing; versus PETE KOVARBASICH, of Windsor, Ontario, plaintiff-seized, to wit:

As belonging to the plaintiff-seized, the lot of land number one hundred and tnirty-one (131) of the official cadastre for the Town of Bourlamaque, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Val D'Or, on THUESDAY the THIRTIETH of APRIL, 1946, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, March 25, 1946. 13273-13-2
[First insertion, March 30th, 1946]

BEDFORD

Fieri Facias de bonis et de terris

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, N° 1891. { JOHN MOSHER, cultivateur, de la municipalité de St-Thomas, dans le district de Bedford, et CLIFFORD DEAN, officier de doua-

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada Province of Quebec District of Bedford Superior Court No. 1891 { JOHN MOSHER, farmer of the Municipality of St. Thomas in the district of Bedford and CLIFFORD DEAN, Custom

nes, de St-Armand, dans ledit district, demandeurs, vs JOHN STUART MACARTHUR, de la paroisse de St-Georges de Clarenceville, dans ledit district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Une ferme mesurant 204 acres en superficie, plus ou moins, et connue et désignée comme étant les lots Nos deux cent vingt-six; deux cent vingt-sept; deux cent soizante et cent quatre-vingt-quatorze; (226-227-260 & 194) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Georges de Clarenceville, avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue en bloc à la porte de l'église catholique de St-Jacques, à Clarenceville, dit district, le PREMIER jour de MAI 1946, à 10 (dix) heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du shérif, A. ST-MARTIN.
Sweetsburg, Qué., ce 23 mars 1946.
[Première insertion, 30 mars 1946] 13274-13-2

Officer, of St. Armand, in said district. Plaintiffs, vs JOHN STUART MACARTHUR, of the parish of St-Georges de Clarenceville, in said district of Bedford. Defendant.

As belonging to the defendant.

A farm measuring 204 acres in superficies, more or less, and known and designated under lots, nos. two hundred and twenty-six; two hundred and twenty-seven; two hundred and sixty and one hundred ans ninety-four; (226-227-260 & 194) on the official plan and book of reference of the parish of St-Georges-de-Clarenceville, with all the buildings thereon erected.

To be sold "en bloc" at the Catholic church door of St. Jacques at Clarenceville, said district, on the first day of May, 1946 at 10 (ten) o'clock in the forenoon.

A. ST-MARTIN,
Sheriff's Office. Sheriff.
Sweetsburg, Que., this 23th of March 1946.
[First insertion, March 30th, 1946] 13274-13-2-o

CHICOUTIMI

Fieri facias de bonis et de terris
Cour Supérieure

District de Chicoutimi, N° 11,845 } P.E. PEARSON, marchand, demeurant et domicilié à Bégin, district de Chicoutimi, demandeur: vs LOUIS TURCOTTE, cultivateur, domicilié et demeurant à Bégin, district de Chicoutimi, défendeur.

Contre le défendeur:

Tout ce lot de terre connu et désigné au Cadastre officiel du Canton Bégin, sous le numéro quarante et un (41) du rang quatre du dit canton avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sauf à distraire sur le dit lot trois acres carrées situées au nord-est du susdit lot, et borné comme suit: Au nord par le trait-carré Toussaint, au sud par le terrain susvendu, à l'ouest par le terrain susvendu et à l'est par la terre de M. Octave Dufour.

Pour être vendu à la porte de l'église de ST-JEAN L'ÉVANGÉLISTE (Canton Bégin) le ONZIEME jour du mois d'AVRIL 1946, à UNE heure de l'après-midi (heure solaire).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 5 mars 1946. 12979-10-2-o
(Première insertion, 8 mars 1946)

CHICOUTIMI

Fieri facias de bonis et de terris
Superior Court

District of Chicoutimi, No. 11,845 } P. E. PEARSON, merchant, residing and domiciled at Bégin, district of Chicoutimi, plaintiff; vs LOUIS TURCOTTE, farmer, domiciled and residing at Bégin, district of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

All that lot of land known and designated on the official cadastre for the township Bégin under number forty-one (41) of range four of said township, — with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Save to be deducted from said lot three acres situate on the Northeast of the aforesaid lot and bounded as follows: on the North by the trait-carré" of Toussaint, on the South by the lot of land hereinabove sold, on the West by the land hereinabove sold and on the East, by the farm of Mr. Octave Dufour.

To be sold at the church door of St-Jean l'Evangéliste (Township Bégin) on the ELEVEN day of the month of APRIL, 1946, at ONE o'clock in the afternoon (Standard Time).

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, March 5th, 1946. 12979-10-2
(First insertion, March 9th, 1946).

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec à savoir: N° 50104 } H. GIGNAC, marchand, de Notre-Dame des Anges, Co. Portneuf, P.Q. contre ELZÉAR GAUTHIER, de Notre-Dame des Anges, Co. Portneuf, P.Q., à savoir:

Partie du lot N° 4 (quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame des Anges, comté de Portneuf, étant deux emplacements situés dans le cinquième rang ouest du canton Montauban, mesurant chacun 45 pieds de largeur par 90 pieds de longueur; le premier borné au nord-ouest par le chemin public, au nord-est par Vve Edmond Durocher, au sud-est à Elzéar Gauthier et au sud-ouest à J. Lavoie et le deuxième borné au sud-ouest par Elzéar Gauthier, au nord-est par Maurice Picard, au sud-est et au sud-ouest par Théodule Châteauvert, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 50104 } H. GIGNAC, merchant, of Notre-Dame des Anges, Co. Portneuf, P.Q.; against ELZÉAR GAUTHIER, of Notre-Dame des Anges, Co. Portneuf, P.Q., to wit:

Part of lot No. 4 (four) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame des Anges, county of Portneuf, being two emplacements situate in the fifth West range of the township Montauban measuring each 45 feet in width by 90 feet in length; the first, bounded on the Northwest by the public road, on the Northeast by Wid. Edmond Durocher, on the Southeast by Elzéar Gauthier, and on the Southwest by J. Lavoie and the second, bounded on the Southwest by Elzéar Gauthier, on the Northeast by Maurice Picard, on the Southeast and Southwest by Théodule Châteauvert — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame des Anges, Co. Portneuf, le TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 27 mars 1946 13275-13-2-o
[Première insertion: 30 mars 1946]
[Seconde insertion: 13 avril 1946]

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame des Anges, Co. Portneuf, on the THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 27, 1946. 13275-13-2
[First insertion: March 30, 1946]
[Second insertion: April 13, 1946]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, Cour Supérieure

Rimouski, District de Rimouski N° 9263 — DAME MARIE ROSE PINEAU - GAGNON demanderesse, vs LES HÉRITIERS DE FEU OLYMPE BOUILLON, épouse de feu Félix Côté, en leur vivant de la paroisse de St-Anaclet, distict de Rimouski defendeurs.

Un emplacement, étant partie du n° 40 du cadastre officiel de la paroisse de St-Anaclet, mesurant 45 pieds de profondeur, borné au nord et à l'ouest à Auguste Pineau ou ayant droit, à l'est à la route de la station, au sud à J.-Bte Ruest (Abel) ou ayant droit avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Anaclet, Comté Rimouski le troisième jour de mai 1946 (3 mai 1946) à dix heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CHARLES GARON,
Rimouski, 21 mai 1946 13276-13-2-o
[Première insertion, 30 mars 1946]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec, Superior Court

Rimouski, District of Rimouski: No. 9263 — DAME MARIE ROSE PINEAU - GAGNON, plaintiff; vs the HEIRS OF THE LATE OLYMPE BOUILLON, wife of the late Félix Côté, in their lifetime of the parish of St-Anaclet, district of Rimouski, defendants.

An emplacement, being part of No. 40 of the official cadastre for the parish of St-Anaclet, measuring 45 feet in depth, bounded on the North and West by Auguste Pineau or assigns, on the East by the station road, on the South by J. Bte Ruest (Abel) or assigns — with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of St-Anaclet, county of Rimouski, on the THIRD day of MAY, 1946, (May 3, 1946), at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, May 21, 1946. 13276-13-2
[First insertion, March 30, 1946]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada Province de Québec District de Chicoutimi, N° 11032 — J.-E.-A. OUELLET, épicier, restaurateur, rang St-Ignace, Chicoutimi, demandeur vs DAVID THERRIAULT, cultivateur, fils Thomas, 6ième rang St-Donat, comté Rimouski.

1.— Sous le N° 362 du cadastre officiel de St-Donat, mesurant trois arpents environ de front sur vingt-huit arpents de profondeur, bornée au nord à la rivière Neigette à l'Est à la Seigneurie Lepage et Thivierge, au sud au bout de la concession et à l'ouest à Jean Marie Morneau, avec bâtisses, circonstances et dépendances;

2.— Du lot N° 359, au cadastre officiel de la paroisse de St-Donat, étant une terre mesurant quatre arpents et cinq perches environ de front sur la profondeur qu'il peut y avoir, la dite terre étant bornée à l'est à Jean Morneau, et à l'ouest Elzéar Paquet, sans bâtisse et avec dépendances;

3.— De la partie ouest du N° 249 au cadastre officiel de la paroisse de St-Donat, étant une terre mesurant un arpent de front sur vingt-huit arpents de profondeur, bornée au nord à la rivière Neigette, à l'est à Alfred Morneau, au sud au sixième rang de la mer et à l'ouest à la terre ci-dessus en premier lieu décrite (362) avec les bâtisses dessus construites et dépendances;

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Donat, comté de Rimouski, le QUATRIEME jour de MAI 1946 (4 mai 1946) à DIX heures de l'avant-vidi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, CHARLES GARON,
Rimouski, 26 mars 1946. 13277-13-2-o
(Première insertion, 30 mars 1946)

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada Province of Quebec, District of Chicoutimi No. 11032 — J.-E.-A. OUELLET, grocer, restaurant-keeper, St-Ignace range, Chicoutimi, plaintiff; vs DAVID THERRIAULT, farmer, son of Thomas, 6th range St-Donat, county Rimouski

1.— Under No. 362 of the official cadastre of St-Donat, measuring about three arpents in front by twenty-eight arpents in depth, bounded on the north by the Neigette river, on the east by the Seigniory Lepage and Thivierge, on the south by the end of the concession and on the west by Jean Marie Morneau — with buildings, circumstances and dependencies.

2.— Lot No. 359, on the official cadastre for the parish of St-Donat, being a farm measuring four arpents and five perches or thereabouts in front by whatever depth it may have, the said farm being bounded on the east by Jean Morneau, and on the west by Elzéar Paquet, without buildings and with dependencies;

3.— The West part of No. 249 of the official cadastre for the parish of St-Donat, being a farm measuring one arpent in front by twenty-eight arpents in depth, bounded on the north by the Neigette river, on the east by Alfred Morneau, on the south by the sixth sea range and on the west by the land above firstly described (362) — with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of St-Donat, county of Rimouski, on the FOURTH day of MAY, 1946, (May 4, 1946) at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, March 26, 1946. 13277-13-2
(First insertion, March 30, 1946)

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1017

Québec, le 21 mars 1946.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

CONCERNANT l'addition d'une partie co-contractante de deuxième part à la convention collective aux tanneries et corroieries dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par "Consolidated Tanneries Limited" 51, rue Marie de l'Incarnation, Québec, à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative aux tanneries et corroieries dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 523, du 5 février 1940 et amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publié dans *la Gazette officielle de Québec*, édition du 26 janvier 1946;

ATTENDU QUE le Comité paritaire chargé de surveiller l'application du dit décret a été dument consulté;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE la compagnie "Consolidated Tanneries Limited", 51, rue Marie de l'Incarnation, Québec, soit traitée come partie co-contractante et que le nom de cet établissement soit ajouté dans ledit décret aux parties de deuxième part.

A. MORISSET,
13295-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

N° 1018

Québec, le 21 mars 1946.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT un amendement au décret relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull a présenté au ministre du Travail une requête pour lui demander de recommander l'approbation d'un amendement au décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 février 1946;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU QUE le Conseil régional du travail a approuvé les augmentations de salaires proposées dans ladite requête, par décision rendue à sa séance du 22 janvier 1946;

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1017

Quebec, March 21st, 1946.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adding of a co-contracting party of the second part to the collective labour agreement respecting tanners and curriers in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendmens), a request has been submitted to the Minister of Labour by the Consolidated Tanneries Limited, 51 Marie de l'Incarnation street, Quebec, for the purpose of being accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the tanners and curriers in the Province, rendered obligatory by the decree number 523, of February 5th, 1940, and amendments;

WHEREAS the said request has been published in the issue of January 26th, 1946, of the *Quebec Official Gazette:*

WHEREAS the Parity Committee entrusted with the administration of the said decree has been duly consulted:

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the company "Consolidated Tanneries Limited", 51 Marie de l'Incarnation street, Quebec, be treated as co-contracting party and that the name of that establishment be added in the said decree to the parties of the second part.

A. MORISSET,
13295-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1018

Quebec, March 21st, 1946
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree ralating to the building trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), the Joint Committee of the Construction Trades of the District of Hull has submitted to the Minister of Labour a request for the approval of an amendment to the decree number 968, of June 3rd, 1938, as amended, relating to the building trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle;

WHEREAS the said request has been published in the issue of February 9th, 1946, of the *Quebec Official Gazette*,

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the Regional War Labour Board, by a decision taken at its meeting of January 22nd, 1946, has approved the wage increases proposed in the said request;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 968 soit modifié de la façon suivante:

Les taux de salaires minima déterminés à l'article III pour les salariés des métiers et occupations ci-après mentionnés, dans la zone III, sont radiés et remplacés par les suivants:

"*Métiers*	*Taux horaires*
Briqueteur	$0.70
Maçon	0.70
Charpentier-menuisier et mécanicien d'outillage (millwright)	0.70
Poseur de paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres, divisions en acier	0.70
Poseur de "weatherstrips"	0.70
Plâtrier	0.70
Tailleur de pierre	0.70
Peintre, décorateur et vitrier	0.70
Peintre-machine pneumatique	0.70
Manœuvre, journalier (ouvrier non qualifié)	0.50
Manœuvre spécialisé	0.55
Electricien	0.70
Préposé au monte-charge	0.70
Poseur de lattes en métal	0.70
Poseur de marbre	0.70
Travailleur en fer ornemental	0.70
Poseur de tuiles	0.70
Gréeur	0.70"

A. MORISSET,
13296-o Greffier du Conseil Exécutif.

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 968, be amended as follows:

The minimum wage rates determined in section III for the employees of the trades and occupations hereafter mentioned in zone III, are striken off and replaced by the following:

"*Trades*	*Hourly rates*
Bricklayers	$0.70
Masons	0.70
Carpenters, joiners and millwrights	0.70
Screen (wood or metal), sash, window, steel partition erectors	0.70
Weatherstrippers	0.70
Plasterers	0.70
Stone cutters	0.70
Painters, decorators and glaziers	0.70
Painters-pneumatic machine	0.70
Labourers, (common workers)	0.50
Specialized workers	0.55
Electricians	0.70
Freight elevator operators	0.70
Lathers (metal)	0.70
Marble layers	0.70
Ornamental iron workers	0.70
Tile layers	0.70
Riggers	0.70"

A. MORISSET,
13296-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

N° 1019

Québec, le 21 mars 1946.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Roberval, Lac Saint-Jean, Chicoutimi, Charlevoix et Saguenay.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac Saint-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay a présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier la juridiction territoriale du décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés ci-haut mentionnés;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er décembre 1945;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU que le Conseil régional du Travail en temps de guerre pour le Québec a ordonné aux employeurs concernés par ladite requête de se conformer aux amendements proposés, par décision rendue à sa séance du 25 février 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 1743 soit modifié de la façon suivante:

L'article II est remplacé par le suivant:

"II.— *Juridiction territoriale:* — Le présent décret s'applique aux comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac Saint-Jean, Roberval et Saguenay, ainsi qu'aux villes de

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1019

Quebec, March 21st, 1946
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the building trades in the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi, Charlevoix and Saguenay.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee of the Construction Industry in the Counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay has submitted to the Minister of Labour a request to amend the territorial jurisdiction of the decree number 1743, of July 11th, 1941, as amended, relating to the building trades in the counties hereabove mentioned;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on December 1st, 1945;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the Regional War Labour Board, by a decision taken at its meeting of February 25th, 1946, has ordered the employers referred to in the said request to abide by the amendments proposed;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1743, be amended as follows:

Section II is replaced by the following:

"II.— *Territorial jurisdiction:* — The present decree applies to the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval and Saguenay; it also applies to

Rouyn et de Noranda et au territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites. Cette juridiction est divisée en deux (2) zones économiques distinctes de la façon suivante:

Zone I: — Les cités de Chicoutimi et d'Arvida, les villes de Jonquière, Kénogami, Saint-Joseph d'Alma, Ile Maligne, Riverbend, Bagotville, Port-Alfred, Dolbeau, Racine, Amos, Val d'Or, Rouyn, Noranda et Malartic, le village de La Sarre et les municipalités de Rivière-du-Moulin, Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, Saint-Émilien (Desbiens Mills), La Malbaie, Cap-à-l'Aigle, Pointe-au-Pic, Clermont et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites. La zone I comprend aussi la ville de Baie Comeau et le territoire compris dans un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

Zone II: — La balance de la juridiction territoriale des comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac Saint-Jean, Roberval et Saguenay."

A. MORISSET,
13297-o Greffier du Conseil Exécutif.

the towns of Rouyn and Noranda and to the territory comprised in a radius of two (2) miles from their limits. This jurisdiction is devided into two (2) distinct economic zones as follows:

Zone I: — The cities of Chicoutimi and Arvida, the towns of Jonquière, Kénogami, St. Joseph d'Alma, Ile Maligne, Riverbend, Bagotville, Port-Alfred, Dolbeau, Racine, Amos, Val d'Or, Rouyn, Noranda and Malartic, the village of La Sarre and the Municipalities of Rivière-du-Moulin, Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, St. Émilien (Desbiens Mills), La Malbaie, Cap-à-l'Aigle, Pointe-au-Pic, Clermont and the territory comprised in a radius of two (2) miles from their limits. Zone I also includes the town of Baie Comeau and the territory comprised in a radius of fifteen (15) miles from its limits.

Zone II: — The remainder of the territorial jurisdiction of the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval and Saguenay."

A. MORISSET,
13297-o Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, Nº 13

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1017 — Tanneries et corroieries dans la province de Québec 971
1018 — Métiers du bâtiment dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle 971
1019 — Métiers du bâtiment dans les comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi, Charlevoix et Saguenay. 972
1020 — Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal. 929
1021 — Industrie de la robe dans la Province. 928
1024 — Concernant la limite de prise journalière du poisson, pour chaque pêcheur, dans la réserve de pêche de la route Mont-Laurier-Senneterre. 929

ASSEMBLÉE:

Quebec Central Railway Company 928

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 899

AVIS DIVERS:

Association Canadienne des Chauffeurs d'Autobus Inc. (Formation) 932
Bagot, canton de (Partie Nord-Ouest) (Tirage d'obligations) 938
Commission scolaire de Harvey (Tirage d'obligations) 939
Commission scolaire de la paroisse de St-Honoré (Tirage d'obligations) 940
Commission scolaire de Montauban-les-Mines (Tirage d'obligations) 940
Commission scolaire de St-Jean-l'Evangéliste (Tirage d'obligations) 939
Commission scolaire du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi (Tirage d'obligations) 940
Compagnie Américal Limitée (Directeurs) 931
Coopérative d'Électricité de Ferme-Neuve (Fondation) 936

Index of the Quebec Official Gazette, No. 13

ORDERS IN COUNCIL:

1017 — Tanners and Curriers in the Province of Québec 971
1018 — Building Trades in the Counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle 971
1019 — Building Trades in the Counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi, Charlevix and Saguenay. 972
1020 — Construction Indusry and Trades in the District of Montreal 929
1021 — Dress Industry in the Province. 928
1024 — Concerning the limite of the daily catch of fish, for each angler, in the Mont-Laurier - Senneterre Highway Fishing Reserve. 929

MEETING:

Quebec Central Railway Company 928

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 899

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Canadienne des Chauffeurs d'Autobus Inc. (Formation). 932
Bagot, township of (North-West Part (Drawing of bonds) 938
School Commission of Harvey (Drawwing of bonds) 939
School Commission of the parish of St-Honoré (Drawing of bonds) 940
School Commission of Montauban-les-Mines (Drawing of bonds) 940
School Commission of St-Jean-l'Evangéliste (Drawing of bonds). 939
School Commission of the village of Ste-Anne-de-Chicoutimi (Drawing of bonds) 940
Compagnie Américal Limitée (Directors) 931
Coopérative d'Electricité de Ferme-Neuve (Foundation) 936

Coopérative d'Électricité de Pontiac Ouest (Fondation) 937
Coopérative d'Électricité de Vassan (Fondation)..... 937
Droumaque Gold Mines Ltd. (Règlement) 938
La Compagnie d'Aqueduc de la Paroisse Ste-Brigitte-des-Saults (Formation)..... 931
L'Association Canadienne des Ouvriers d'Accumulateurs, Local N° 1 Saint-Jean (Formation)..... 935
L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Bois Francs (Formation) 931
L'Association d'Expansion Industrielle du Saguenay (Directeurs)..... 937
L'Association d'Expansion Industrielle du Saguenay (Règlements)..... 937
Laterrière, village de (Rachat d'obligations) 939
Lavoie, René (Président d'élection)... 934
Le Sanatorium Bruchési de Montréal (Règlements)..... 937
Les Établissements Notre-Dame (Règlements)..... 930
Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur (Formation).. 931
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Frédéric (Formation)..... 935
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Joseph-de-Kamouraska (Formation) . 935
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Samuel-de-Horton (Formation)..... 934
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Aime (Formation) 933
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Alexis-de-Montcalm (Formation) ... 930
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Donat (Formation) 933
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Anne-du-Sault (Formation) 934
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Brigide-d'Iberville (Formation)..... 932
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Esprit-de-Montcalm (Formation) ... 941
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Félix (Formation)..... 934
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Narcisse-de-Champlain (Formation). 935
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Narcisse-de-Rimouski (Formation).. 938
Le Syndicat de l'U.C.C. de Thurso (Formation)..... 939
Le Syndicat de l'U.C.C. de Weedon (Formation)..... 932
L'Union Canadienne des Employés Municipaux de Valleyfield (Formation) 936
Mont Carmel Furniture Company Limited (Directeurs) 932
Montmorency, village de (Obtention de lettres patentes)..... 930
Rivière-du-Moulin, village de (Rachat d'obligations)..... 940
Servir (Fondation)..... 936
Ste-Anne-de-Chicoutimi, village de (Tirage d'obligations) 941
St-Fulgence, paroisse de (Tirage d'obligations) 941
St-Léonard de Port-Maurice, ville de (Rachat d'obligations)..... 941
Syndicat Achat et Vente Produit Agricole (Fondation)..... 932
Syndicat Coopératif d'Acton Vale (Fondation)..... 931
Syndicat Coopératif d'Aqueduc de Jean-Vianney d'Ars (Fondation)..... 932

Coopérative d'Électricité de Pontiac Ouest (Foundation)..... 937
Coopérative d'Électricité de Vassan (Foundation)..... 937
Droumaque Gold Mines Ltd. (By-law). 938
La Compagnie d'Aqueduc de la Paroisse Ste-Brigitte-des-Saults (Formation)..... 931
L'Association Canadienne des Ouvriers d'Accumulateurs, Local N° 1, Saint-Jean (Formation)..... 935
L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Brois Francs (Formation) 931
L'Association d'Expansion Industrielle du Saguenay (Directors)..... 937
L'Association d'Expansion Industrielle du Saguenay (By-laws)..... 937
Laterrière, village of (Redemption of bonds)..... 939
Lavoie, René (Returning-officer)..... 934
Le Sanatorium Bruchési de Montréal (By-laws)..... 937
Les Établissements Notre-Dame (By-laws)..... 930
Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur (Formation)... 931
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Frédéric (Formation)..... 935
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Joseph-de-Kamouraska (Formation) 935
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Samuel-de-Horton (Formation)..... 934
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Aime (Formation) 933
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Alexis-de-Montcalm (Formation) ... 930
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Donat (Formation) 933
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Anne-du-Sault (Formation) 934
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Brigide-d'Iberville (Formation)..... 932
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Esprit-de-Montcalm (Formation) ... 941
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Félix (Formation)..... 934
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Narcisse-de-Champlain (Formation) . 935
Le Syndicat de l'U.C.C. de Saint-Narcisse-de-Rimouski (Formation).. 938
Le Syndicat de l'U.C.C. de Thurso (Formation)..... 939
Le Syndicat de l'U.C.C. de Weedon (Formation)..... 932
L'Union Canadienne des Employés Municipaux de Valleyfield (Formation) 936
Mont Carmel Furniture Company Limited (Directors)..... 932
Montmorency, village of (Application for letters patent) 930
Rivière-du-Moulin, village of (Redemption of bonds)..... 940
Servir (Foundation)..... 936
Ste-Anne-de-Chicoutimi, village of (Drawing of bonds) 941
St-Fulgence, parish of (Drawing of bonds)..... 941
St-Léonard de Port-Maurice, town of (Redemption of bonds)..... 941
Syndicat Achat et Vente Produit Agricole (Foundation)..... 932
Syndicat Coopératif d'Acton Vale (Foundation)..... 931
Syndicat Coopératif d'Aqueduc de Jean-Vianney d'Ars (Foundation)..... 932

Syndicat de Travail de Taschereau (Fondation) 936
Syndics de la paroisse de St-Benoît-Joseph-Labre (Amqui) (Tirage d'obligations) 942
The MacFarlane Footwear Co. Ltd. (Directeurs) 933
The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc. (Directeurs) 942
The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc. (Règlements) 938
Trois-Rivières, cité de (Rachat d'obligations) 936
Union Canadienne des Employés Municipaux de Montréal (Formation) 934

CHARTES — ABANDON DE:

Longtin Sports Incoporé 942
Redpath Row Company Limited 943
The Butter and Cheese Manufacturing Society Inc. 942

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Amiot, Ludger Craig 943
Commissaires d'Ecoles de Ste-Germaine du Lac Etchemin 944
Hull, cité de 944
Succession Hon. C. S. Rodier 943
Trois-Rivières, cité des 943

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Pontiac 944
Dissolution d'un cercle agricole dans le comté de Richmond 945
Société Coopérative Agricole de St-Cléophas 945
Société Coopérative Agricole de St-Fabien-de-Panet 945

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Sainte-Thérèse-Ouest, munic. scolaire catholique de 946
St-Jérôme, munic. scolaire de la paroisse de 945
St-Pierre-de-Durham, munic. scolaire de 945

TRAVAIL:

Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du port de Montréal (Prélèvement) 952
Comité conjoint des barbiers de Rouyn et de Noranda (Prélèvement) 951
Comité conjoint des métiers de la construction de Joliette (Modification) 948
Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne (Prélèvement)
Comité paritaire des barbiers du district de St-François (Modification) 949
Comité paritaire du commerce de l'alimentation en gros de Québec (Modification) 954
Commission conjointe pour l'industrie de la robe dans la province de Québec (Prolongation de prélèvement) 947
Fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec (Erratum) 947

Syndicat de Travail de Taschereau (Foundation) 936
Trustees of the parish of St-Benoît-Joseph-Labre (Amqui) (Drawing of bonds) 942
The MacFarlane Footwear Co. Ltd. (Directors) 933
The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc. (Directors) 942
The Polish War Veterans Society of Marshal J. Pilsudski Inc. (By-laws) 938
Trois-Rivières, city of (Redemption of bonds) 936
Union Canadienne des Employés Municipaux de Montréal (Formation) 934

CHARTERS — SURRENDER OF:

Longtin Sports Incorporé 942
Redpath Row Company Limited 943
The Butter and Cheese Manufacturing Society Inc. 942

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Amiot, Ludger Craig 943
School Commissioners of Ste-Germaine du Lac Etchemin 944
Hull, city of 944
Estate of Hon. C. S. Rodier 943
Trois-Rivières, city of 943

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Dissolution of farmers' clubs in the county of Pontiac 944
Dissolution of a farmers' club in the county of Richmond 945
Société Coopérative Agricole de St-Cléophas 945
Société Coopérative Agricole de St-Fabien-de-Panet 945

EDUCATION:

Sainte-Thérèse-Ouest, catholic school munic. of 946
St-Jérôme, school munic. of the parish of 945
St-Pierre-de-Durham, school munic. of 945

LABOUR:

Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal (Levy) 953
Joint Committee of the Barbers of Rouyn and Noranda (Levy) 951
Building Trades Joint Committee of Joliette (Amendment) 948
Building Industry Joint Committee of Terrebonne County (Levy) 950
Joint Committee of the Barbers for the District of St. Francis (Amendment) 949
Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee (Amendment) 954
Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec (Extension of levy) 947
Manufacturing of Corrugated Paper Boxes in the Province of Quebec (Erratum) 947

Industrie du bois ouvré dans la région de Québec (Erratum) 947
Métiers de barbier et coiffeur dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville (Avis) 949
Métiers du bâtiment dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville (Avis) ... 949
Métiers du bâtiment dans la région des Cantons de l'Est (Modification) 948

LETTRES PATENTES:

Accessoires Laurentiens, Ltée — Laurentian Appliances, Ltd. 900
A. D. Provencher & Sons Limited 901
Art Footwear Inc. 901
Associated Distributors Co. 902
Beyers Metal Products Inc. 902
Bois Contreplaqués de Québec Inc.— Quebec Plywoods Inc. 903
Centre Furniture Co. Ltd. 903
Châteauguay Electric and Plumbing Ltd 904
Cheryl-Lee Dress & Sportswear Inc. ... 904
Colossal Fruit Company Limited 904
Crolland Trading Co. Limited 905
Echo Vale Cemetery 906
École d'Optométrie de Montréal 906
Electronic Enterprises Limited 907
Émile Racine Lumber Company Limited 907
Frigo Ltée — (Frigo Limited) 908
Frontenac Automobile Inc. 908
Garson Inc. 909
George A. Jazzar & Sons Limited 909
Henri Audette Limitée — Henri Audette Limited 910
J. L. Leblanc Compagnie Ltée — J. L. Leblanc Company Ltd 910
Kayne's Appliances Limited 910
Kinsmen Boys' Club of Verdun Inc. ... 911
La Bûche L'Islet Limitée 911
Lacolle Shirt Ltd 924
La Compagnie de Construction Senneville & St-André Ltée 912
Lainart Textile Corporation 912
Lasalle Cleaners Limited 912
Le Pavillon des Pointes Beaudet, Ltée 913
Les Ébénisteries Longueuil Limitée — Longueuil Woodcraft Limited 913
Les Établissements Notre-Dame 924
Les Immeubles Langlois Inc. 914
Macdonald Smelting & Refining Company Limited 914
McLean Lumber Ltd. 915
Messageries Canadiennes Compagnie Limitée 915
Metal Venitian Blinds & Furniture Co. Ltd 916
Modern Aluminum Products Co. 917
Montcalm Automobiles Inc. 916
National Bottling Works Limited 917
Perfection Milking Machine Corporation (Quebec) Limited 918
Philmo Mfg. Inc. 918
Plage & Parc des Ormes Limitée — Elm Park & Beach Limited 918
Restigouche Ferries Ltd 919
Richelieu Industries Limited 919
Robert Gordon Company Ltd. 920
Routes du Nord, Inc.— Northern Highways, Inc. 920
Sainte-Adèle Building Products Incorporated 920
Service de Réfrigération Urbain Ltée.— City Refrigeration Service Ltd 921
Smith-Chicoine Limited 921
The Lakeshore News Limited 922

Wrought Wood Industry in Quebec District (Erratum) 947
Barber and Hairdresser Trades in the City of St. John and the Town of Iberville (Notice) 949
Building Trades in the City of St. John and the Town of Iberville (Notice) .. 949
Building Trades in the District of the Eastern Townships (Amendment) ... 948

LETTERS PATENT:

Laurentian Appliances, Ltd.— Accessoires Laurentiens, Ltée 900
A. D. Provencher & Sons Limited 901
Art Footwear Inc. 901
Associated Distributors Co. 902
Beyers Metal Products Inc. 902
Quebec Plywoods Inc.— Bois Contreplaqués de Québec Inc. 903
Centre Furniture Co. Ltd. 903
Châteauguay Electric and Plumbing Ltd 904
Cheryl-Lee Dress & Sportswear Inc. ... 904
Colossal Fruit Company Limited 904
Crolland Trading Co. Limited 905
Echo Vale Cemetery 906
Ecole d'Optométrie de Montréal 906
Electronic Enterprises Limited 907
Émile Racine Lumber Company Limited 907
(Frigo Limited) — Frigo Ltée 908
Frontenac Automobile Inc. 908
Garson Inc. 909
George A. Jazzar & Sons Limited 909
Henri Audette Limited — Henri Audette Limitée 910
J. L. Leblanc Company Ltd. — J. L. Leblanc Compagnie Ltée 910
Kayne's Appliances Limited 910
Kinsmen Boys' Club of Verdun Inc. ... 911
La Bûche L'Islet Limitée 911
Lacolle Shirt Ltd 924
La Compagnie de Construction Senneville & St-André Ltée 912
Lainart Textile Corporation 912
Lasalle Cleaners Limited 912
Le Pavillon des Pointes Beaudet, Ltée. 913
Longueuil Woodcraft Limited — Les Ébénisteries Longueuil Limitée 913
Les Établissements Notre-Dame 924
Les Immeubles Langlois Inc. 914
Macdonald Smelting & Réfining Company Limited 914
McLean Lumber Ltd. 915
Messageries Canadiennes Compagnie Limitée 915
Metal Venitian Blinds & Furniture Co. Ltd 916
Modern Aluminum Products Co. 917
Montcalm Automobiles Inc. 916
National Bottling Works Limited 917
Perfection Milking Machine Corporation (Quebec) Limited 918
Philmo Mfg. Inc. 918
Elm Park & Beach Limited — Plage & Parc des Ormes Limitée 918
Restigouche Ferries Ltd 919
Richelieu Industries Limited 919
Robert Gordon Company Ltd. 920
Northern Highways, Inc.— Routes du Nord, Inc. 920
Sainte-Adèle Building Products Incorporated 920
City Refrigeration Service Ltd — Service de Réfrigération Urbain Ltée ... 921
Smith-Chicoine Limited 921
The Lakeshore News Limited 922

Timely Menswear Inc. 922
Triple S. Sportswear Ltd 923
V. Dionne & Fils Limitée. 924

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Adam Limitée. 925
Blocs de Ciment Pressé, Ltée. 925
Construction Quemont Inc.-.— Quemont Construction Inc.. 925
Daltner's Ltd 926
D & L Construction Company Limited. 926
Fashion Accessories Manufacturers Association Inc.. 926
Galician Ladies Aid Association 926
Le Rouet Limitée. 926
L'Habitation Sociale Inc. 927
Midland Motor Sales Inc.. 927
M. & W. Cloaks Ltd. 927
Sportland Shoe Company Limited . 927
Victoriaville Specialties Company Limited 928

MINUTES DE NOTAIRES:

Boudreau, Paul-Édouard 960
Gilbert, Marcel 960
Vermette, J.-Marc, en faveur de 960

NOMINATIONS:

Diverses. 961

SIÈGES SOCIAUX:

Droumaque Gold Mines Ltd 963
General Stoker Service Ltd 963
L'Habitation Sociale Inc. 964
Lord & Fils, Inc. 963

SOUMISSIONS:

Commission scolaire catholique de la cité de Sorel. 964
Commission scolaire de Lyster-Station. 965
Laterrière, village de 966
Rivière-du-Moulin, village de. 966
St-Léonard de Port-Maurice, ville de 965

VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company 967
Canadian Pacific Railway Company 967

VENTE PAR LICITATION:

Thompson *et al* vs McDowell. 967

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Yate vs Kovarbasich. 968

BEDFORD:

Mosher *et al* vs MacArthur. 968

CHICOUTIMI:

Pearson vs Turcotte 969

QUÉBEC:

Gignac vs Gauthier 969

Timely Menswear Inc. 922
Triple S. Sportswear Ltd 923
V. Dionne & Fils Limitée. 924

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Adam Limitée. 925
Blocs de Ciment Pressé, Ltée. 925
Quemont Construction Inc.—Construction Quemont Inc.. 925
Daltner's Ltd 926
D & L Construction Company Limited. 926
Fashion Accessories Manufacturers Association Inc.. 926
Galician Ladies Aid Association 926
Le Rouet Limitée. 926
L'Habitation Sociale Inc. 927
Midland Motor Sales Inc.. 927
M. & W. Cloaks Ltd. 927
Sportland Shoe Company Limited . 927
Victoriaville Specialties Company Limited 928

NOTARIAL MINUTES:

Boudreau, Paul-Edouard 960
Gilbert, Marcel 960
Vermette, J.-Marc, in favour of 960

APPOINTMENTS:

Miscellaneous 961

HEAD OFFICES:

Droumaque Gold Mines Ltd 963
General Stoker Service Ltd. 963
L'Habitation Sociale Inc. 964
Lord & Fils, Inc. 963

TENDERS :

Catholic School Commission of the City of Sorel. 964
School Commission of Lyster-Station. 965
Laterrière, village of 966
Rivière-du-Moulin, village of. 966
St-Léonard de Port-Maurice, town of 965

SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company 967
Canadian Pacific Railway Company 967

SALE BY LICITATION:

Thompson *et al* vs McDowell. 967

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Yate vs Kovarbasich. 968

BEDFORD:

Mosher *et al* vs MacArthur 968

CHICOUTIMI:

Pearson vs Turcotte 969

QUEBEC:

Gignac vs Gauthier 969

RIMOUSKI:

Gagnon vs Héritiers Olympe Bouillon . . 970
Ouellet vs Therriault. 970

13326-o

RIMOUSKI:

Gagnon vs Heirs of Olympe Bouillon . . 970
Ouellet vs Therriault 970

13326-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, King's Printer.